# Radio-Télévision

15, rue Falgnière, 75501 Paris Cedez 15

DIMANCHE 19 - LUNDI 20 AVRIL 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE



QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE ~ Nº 14689 - 6 F

arles!

\$5 gr. 40 Tes

make 1 to 15 ft

 $\operatorname{spin}_{\mathcal{C}}(\Delta_{\mathbf{x}}) = 0$ 

-

.. tay''

DIEN, décidément, ne sam-lible devoir calmer l'appétit de la Serbie, faire obstacle à sa volonté de rassembler tous les Serbes dans un seul Etat, quitte à passer sur le corps des Croates, des Musulmans ou de juiconque chercherait à se mettre en travers de son chamin. Les sourires, pas plus que les menaces d'isolement, na sont, jusqu'à présent, venus à bout de la détermination de Belgrade.

La CEE a pu vouloir « tenir compte de la réalité serbe » seion les propres termes de M. Roland Dumas – et récompenser les signes de « coopéra-tion » qu'elle a cru noter en annoncent, le 6 avril, son Intention de lever les sanctions économiques qu'elle avait prises à l'encontre de la plus grande des six Républiques ex-yougoalaves; les Américains ont eu beau donner de la voix. Rien n'y a fait : combata et massacres ont repris de plus belle en Boanle-Herzégo-

le pouvoir serbe ne peut acependant plus ignorer que le temps de la « conquête » lui est désormais compté, ce qui le pousse visiblement à accélérer le rythme des opérations militaires, de façon à fixer au plus vite de nouvelles «frontières» et à mettre, une fois de plus, la communeuté internationale devant le fait accompli. Il semble, toute fois, que la tâche de Belgrade sera plus archie que par le passé. Depuis l'été demier, le président Slobodan Milosavic n'a su, face à fui, qu'une Europe dont la dés-union a entraîné l'impuissance, permettent au président serbe de pervenir à ses fins en Croatie, qu'il a particlisment démentelés.

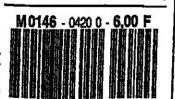
Aujourd'hui, un Interlocuteur le est entré en lice : Washington. Après avoir, huit mois durant, observé la scène sans intervenir directement dans un conflit qu'ils estimaient relever de la seule sphère diplomatique européenne, les Etats-Unis se sont décidés à appareitre. Et ils l'ont fait sans ménagement. D'emblée, ils ont reconnu trois des quatre Républiques séces-sionnistes - Slovénie, Crostie et Bosnie-Herzégovine -, avant d'annoncer leur intention de mettre la Serbie au ban de la communauté internationale.

CE faisant, le président Bush Ca déclenché, dans un pre-mier temps, la tempête nationa-liste dont est coutumière la Serbie, toujours prompte à se considérer comme une éternelle victime. Lss médias locaux ont dénoncé « la propagande anti-serbe », « le complot allemand » et la trahison des Aliés à l'égard de la Serbie. Les responsables politiques, eux, repoussent purement et simplement les accusa-tions d'ingérence, n'hésitant pas à proclamer que Belgrade n'a jamais été un « fauteur de troubles » et rejetant la responsabilité de la guerre sur des « élé-

Mals jouer avec les passions nationalistes est toujours très délicat, surtout lorsque se profile à l'horizon un isolement qui ne pourra qu'aggraver le sort d'un peuple serbe sous pression depuis des mois. Bien qu'il n'ait pas encore eu trop à s'inquiéter d'une opposition désorientée et divisée. M. Milosevic aura sans doute du mal à justifier un surcroît d'épreuves; surtout à l'heure où se multiplient les défections su sein de l'armée

Lire page 4 l'article de FLORENCE HARTMANN

**C**·



# Situation tendue à Kaboul

# Les intégristes pashtouns menacent la capitale afghane

Huit généraux et dignitaires de l'ex-PC a annoncé son retour en Afghanistan. Le afghan (Watan) ont mis sur pied un pouvoir provisoire après la chute de M. Najibullah. Ils l'ouest at au sud-est de la capitale, vient de ont annoncé vouloir défendre Kaboul - où des tirs sporadiques ont éclaté, samedi 18 avril, dans la matinée, entre différentes unités de

recevoir l'appui d'une des factions pashtounes Intégristes. Cependant, M. Abdul Wakil, qui était ministre des affaires étrangères du présil'armée – face aux fondamentalistes du Hezb-i- dent déchu, a rencontré, vend islami, dont le chef, M. Gulbuddin Hekmatyar, commandant tadjik Massoud. dent déchu, a rencontré, vendredi 17 avril, le

# La longue marche du commandant Massoud

par Jean-Pierre Clerc

Durant ces heures fiévrenses qui ont abouti à la chute de M. Najibullah, un homme est devenu le pivot de la situation afghane : Ahmed Shah Massoud Commandant le plus prestigieux de la plus forte composante, désormais, de la résistance islamiste, le Jamiat, il est aussi le chef qui, à un moment crucial, a eu l'intuition de composer avec une personnalité-clé du régime abattu: Rashid Dostom, commandant pourtant honni des miliciens ouzbeks jowzjanis, longtemps bras armé de l'ancien président, avant de provoquer sa chute par leux rébellion.

Fondamentaliste, le comman-dant Massoud? Ses proches recomaissent cotte dimension du chef tadjik descendu de son nid d'aigle des montagnes de l'Hin-dou-Kouch pour fondre sur Kaboul, siège traditionnel du pouvoir central afghan! Pour-

quoi cependant ce quadragé-naire, qui a mené sa première insurrection à l'âge de vingt deux ans, puis tenu en échec l'Armée rouge avant de porter un coup fatal à un régime qui paraissait solide il y a trois mois encore, jouit-il d'une image d'islamiste

C'est sans doute qu'il a dû construire sa base d'appui face à des compatriotes afghans, par une négociation inlassable, excluant presque toujours la force. Tadjik, il ne disposait, au départ, d'aucune de ces solidarités tribales qui ont cours chez les Pashtouns, maîtres du pays depuis le milieu du dix-huitième siècle.

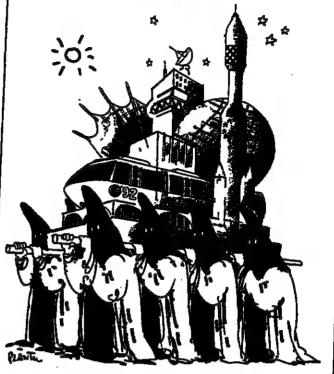
· Ce militaire-né, d'autre part, est avant tout un politique, persuade que la guerre n'est qu'un moyen : sitôt de retour dans sa vallée pour y organiser la résistance, an printemps 1979, n'a-t-il pas su y organiser des structures civiles destinées à protéger les

populations ou à améliorer leur vie quotidienne?

Dans toutes les localités dont il s'est emparé depuis 1986, il a en pour préoccupation d'assurer la sécurité des populations, ce que lui a permis la rapide constitution d'une police distincte de ses combattants. Ce souci tranche sur les excès d'autres chefs moudjahidins. En homme enfin, que sa jeunesse à Kaboul et sa fréquentation du lycée francais Al Istiqual de la capitale ont éveillé à la modernité, Ahmed Shah Massoud n'a jamais négligé non plus d'entretenir son image. Sa longue silhouette de guérillero pensif et barbichu a été largement diffusée à l'occasion d'en-tretiers accordés à des journa-listes à montés » le voir en ses

insi que l'article de SERGE MARTI

## L'ouverture de l'exposition universelle de Séville



#### HEURES LOCALES

#### Les régions d'Espagne acquièrent de nouvelles compétences

L'Exposition universelle de Séville, en soulignant le rôle de l'Andelousie, est l'occasion de se pencher sur la décentralisation à l'espagnole. Les régions d'Espagne, déjà largement autonomes, viennent en effet de se voir confier des compétances

Lire page 9 l'article de MICHEL BOLE-RICHARD. l'article d'ANDRÉ LAURENS sur la télévision espagnole.

# Le réalisme inoui de Pâques

L'âme est une notion païenne. Pour les chrétiens, la survie ne peut s'entendre que comme une résurrection des corps

par Paul Fabra

Ce qui suit - est-il besoin de le iser? – n'est en aucune manière une tentative, même très lointaine, pour proposer une explication profane au plus invraisemblable des dogmes de la foi chrétienne : la résurrection des morts. Il ne s'agit donc pas de suggérer, filt-ce à tifre d'hypo-thèse tenue comme hautement improbable, la possibilité d'éta-blir une « passerelle» entre les théories scientifiques modernes, d'une part et cet insordeble d'une part, et cet insondable mystère de la religion, de l'autre. Une telle démarche ne pourrait être entreprise que par

Fraude vis-à-vis du travail des scientifiques. Ces derniers n'ont

Le droit de critique des déci-

L'avenir du Québec

ministre, M. Bourassa.

Loin des capitales

mafiosa ».

Un entretien avec le premier

Corleone au pays de la « pax

Le sommire complet se trouve page 18

Lire l'article de MAURICE PEYROT

page 8

L'affaire

Paul Touvier

sions de justice.

pas à formuler d'hypothèse -encore moins de théorie! - à propos de questions qui ne se posent pas à eux et qu'ils n'ont pas à se poser en tant que scientifiques. Ils ne pourraient s'autoriser à le faire que si, par extra-ordinaire, la Résurrection du Christ, au troisième jour après sa mort, venait à être établie, par les méthodes de la recherche historique, comme un fait histori-

Pour qu'il en soit ainsi, il faudrait concevoir des moyens d'in-vestigation du passé allant jusqu'à la possibilité de la reconstituer. La résurrection ne pourrait se prouver que par une

# L'émergence du fait minoritaire

Le déclin des partis de gouvernement et le désert idéologique sonnent le glas de la règle majoritaire, pilier de la Ve République

par Alain Duhamel

Depuis sa fondation, la Ve République avait vécu en observant un principe clair et assumé: la règle majoritaire. Tel était l'objectif proclamé du mode de scrutin uninominal à deux tours choisi par le général de Gaulle; tel était le préalable évident de la réforme du Parle-ment voulue par Michel Debré: evident de la reforme du l'arre-ment voulue par Michel Debré; telle était la conséquence natu-relle de l'élection du président de la République au suffrage univer-sel direct adoptée en 1962.

Tout se liguait pour qu'un sys-tème organisé autour du triangle majorité présidentielle/majorité parlementaire/parti dominant Lire le suite page 11 s'impose et s'enracine. Ce fut, en Europe continentale, une dimension de l'exception française. Ce n'est plus aujourd'hui le cas. Le système majoritaire vacille,

le fait minoritaire émerge. La société politique française se banalise et s'aligne sur les régimes voisins. Les toutes récentes élections régionales montrent qu'elle peut même se trouver menacée d'une dérive à l'italienne. Au moment où les Transalpins débattent de la nécessité de réformer leur système politique dans un sens majoritaire, les Français se trouvent exposés au syndrome minoritaire. Le moratoire électoral annoncé par Pierre Bérégovoy ne saurait l'exorciser à lui seul. Le mal est plus profond, les pro-chaines élections législatives risquent de le confirmer.

L'érosion du principe majoritaire ne date en effet pas de mars 1992. Elle a fait une première apparition spectaculaire des 1986 avec la cohabitation, c'est-à-dire le compromis entre deux majorités contradictoires, la majorité présidentielle et la majorité parlementaire. Elle s'est accentuée avec la naissance en 1988 de la majorité relative, c'est-à-dire d'une majorité parlementaire négative contrastant avec la majorité présidentielle positive. Elle s'est épanouie avec les élections locales de 1992, c'est-à-dire le naufrage du parti dominant et une formation présidentielle - le PS - réduite à un noyau exigu.

Lire la suite page 6

# YVES BERGER

L'attrapeur d'ombres

"Une prose de haut vol". Michel Braudeau, Le Monde



#### M. Jean-Louis Borloo au « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Borico, maire de Valenciennes, conseiller régional du Nord - Pas-de-Calais, invité de l'émission hebdomadaire «Le grand jury RTL-le Monde», dimanche 19 avril, à 18 h 30.

#### CHRONIQUE DES MARCHÉS

■ Devises et or. ■ Marché monétaire et obligataire. Matières premières, ■ Marché international des

₿

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL: 15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15 Tél.: (1) 40-65-25-25 Télécopieur: (1) 40-65-25-99 Télex: 206.806 F

ADMINISTRATION:

1. PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél.: (1) 40-65-25-25
Télécopleur: (1) 49-60-30-10
Télex: 261.311 F

Edité par la SARL le Monde

Durée de la société ; cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Principaux associés de la société
Société civile

« Les Rédacteurs du Monde ».

« Association Hubert-Beuve-Méry
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises.

M. Jacques V. Jacques de Contraction de la contraction

15-17, nee du Colonel-Pierre-Avia 75902 PARIS CEDEX 15 Tél : (1) 46-62-72-72 Télex MONDPUB 634 128 P Télén: 46-62-73 - Société fitale la SARL le Mondr de hétéins et Major San

Imprimerie du « Monde » 12. r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY Cedex

TÉLÉMATIQUE

Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

**ABONNEMENTS** 

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.

Tel.: (1) 49-60-32-90

572 F

1 123 F

2 456 F

**ETRANGER:** 

par voie aérienne

Œ

790 F

1 568 P

TARDY FRANCE SUISSE
SUISSE
SUISSE
LUXEME.
PAYS-BAS

460 F

1007

3=4.

ion paritaire des journant

A Riviera di Ponente, entre Gênes et La Spezzia, n'est pas sans rappeler la côte méridio-nale de la Crimée. C'est ce que devait penser au matin du dimanche 16 avril 1922 le commissaire du peu-ple aux affaires étrangères, Gueorgui Vassilievitch Tchitcherine.

Vassilievitch Tchitcherine.

Le chef de la diplomatie des Soviets ne dévait pas se sentir dépaysé dans son palace : n'avait-il pas commencé sa carrière dans les ambassades du tsar, avant de passer au socialisme, tout d'abord sous sa forme menchevique? Rallié à la révolution, il devait diriger l'action diplomatique de la Russie et ensuite de l'URSS jusqu'en 1930, apprécié de tous ses maîtres successils, et traversant les épurations, pour mourir de vraie maladie en 1936. Tchitcherine n'était pas un chef politique, quoique n'était pas un chef politique, quoique membre du comité central. C'était un spécialiste professionnel jouissant de la confiance de Lénine aussi bien que de Staline, et de ce fait en mesure de prendre des décisions importantes de son propre chef.

A queiques kilomètres vers l'ouest, la délégation allemande à la conférence de Gênes, convoquée par le Conseil suprême interallié pour étu-dier les possibilités de reconstruction économique de l'Europe, s'apprête à rejoindre les Russes à Rapallo. L'Allemagne ployait sous le « diktat » de Versailles et les exigences insensées de réparations que la droite française, victorieuse en 1919 aux « élections bleu horizon », essaie de lui imposer. Elle restait au ban du monde des veinqueurs, malgré les nuances importantes qui séparaient la France de l'Angieterre et même de l'Italie. De son côté la Russie portait le double opprobre de sa « trahison » de Brest-Litovsk et de la rupture révolutionnaire la plus totale de l'Histoire, soultre et concern contrare la première. voulue et conçue comme la première étape de la révolution mondiale.

magne revancharde hantaient les nuits blanches des dirigeants de la droite française. Dans l'ordre créé à Versailles, il n'y avait de place ni pour l'une ni pour l'autre.

Conséquence directe de la politique versaillaise et postversaillaise imposée par la France, l'alliance des deux ex-grandes puissances parias était cependant davantage un cauchemar pour hommes politiques victimes de leur propre imagination, et pour journapropre imagination, et pour journa-listes mal informés, qu'une réalité à portée de main. Mis à part quelques mtellectuels qu'on appellera plus tard les « hommes de gauche de la droite », tels Ernst Niekisch ou Moel-ler Van den Bruck, les militaires et les industriels allemands, qui taires restresses d'un tour de valse avec les partisans d'un tour de valse avec les bolcheviles, savaient fort bien dans bolcheviks, savaient fort bien dans l'ensemble que les avantages à tirer d'une telle constellation resteraient fort limités pour de multiples raisons, dont les principales étaient (comme aujourd'hui), la profonde désorganisation de toutes les structures économiques russes, d'une part, et la volonté bolchevique de poursuivre l'intervention dans les affaires intérieures des éventuels partenaires, d'autre part. Pour la très grande majorité des Pour la très grande majorité des hommes politiques allemands de l'époque, du président Ebert aux chanceliers successifs Wirth, Cuno et Stresemann (qui se succèdent en

1921, 1922 et 1923), et aussi, bien les annuités fussent raisonnables et entendu, pour le ministre des affaires qu'elle pût bénéficier d'un grand entendu, pour le ministre des affaires étrangères Walther Rathenau, en emprunt, mais le refus français d'acfonction pendant la conférence de Gênes, le but essentiel de la politique allemande doit être une entente avec cepter la première de ces conditions rend aléatoire la réalisation de la alemande doit être une entente avec l'Angleterre, qui permettra de réduire l'intransigeance française. Mais comme l'Angleterre de Lloyd George (qui vit ses demiers mois de pouvoir) est elle-même hésitante et incertaine, peu encline à affronter directement la fenne. seconde. Ovant aux Russes, leur éventuelle participation aux répara-tions est doublement liée à la question de leurs dettes de guerre (envers les Etats) et des spoliations subies du fait de la révolution par les ressortissants particuliers des Etats alliés. Or les bolcheviks, au départ, ne voulaient France, la carte russe pent servir aux yeux des responsables allemands de reconnaître ni les uns ni les autres. Aux Etats alliés, ils présentaient la note des coûts produits par leurs Avec l'exagération des formule trop bien cibles, on pourrait uire que les Français de l'époque, c'est à-dire un gouvernement très fortament appuyé dans son intransigeance (g. I. Allemagne, paises 2). interveni ons militaires dus la guerre civile russe, une somme trois fois supérieure aux dettes tearistes, et pour ce qui était des revendications des particuliers, elles étaient ou bien reje-(« L'Allemagne paiera ») par la grande majorité de l'opinion publi-que, ont cette mentalité de notaires, dont Poincaré est le porteur symboli-que, alors qu'à Londres règne plutôt une mentalité de banquiers, ptus réa-listes que juriates. Les uns insistent descriters per le majories souloir des tées au nom de la morale socialiste, ou subordonnées à l'obtention d'aides occidentales massives pour la recons-truction de l'économie russe. Toute-

accommodements pouvaient être imaginés sur ce dernier point. Certes, il n'était pas question pour les deux « Etats parias » de substituer une entente entre eux aux nécessités d'un accord avec les « Occidentaux » (comme on dirait aujourd'hui), cha-cun étant en mesure de s'en promet-tre des avantages limités mais réels, c'est-à-dire une meilleure position de d'une certaine ouverture envers l'Alle-magne et très soucieux de l'entente avec Londres, par le plus notaire des notaires, l'ancien président de la République Raymond Foincaré.

Pour que l'Allemagne puisse payer, pense-t-on à Londres, il faudrait que

fois, l'Etat bolchevique s'engageant dans la période de la NEP, des

listes, qui permettrait à la révolution de reprendre plus tard de nouvelles offensives. La méfiance de Poincaré envers la conférence de Gênes et la vision anglaise de la reconstruction européenne étaient donc, du point de vue du chef du gouvernement fran-cais doublement clairvoyantes. C'est son point de vue qui était faux.

Du côté allemand, on hésita jus-qu'au dernier moment. La délégation bolchevique, établie à Berlin, ayant à sa tête Joffe et Radek, poussait sa tête Joire et Radek, poussait depuis longtemps dans le sens d'un traité dont chacun des partenaires pouvait se promettre une amélioration de sa situation diplomatique générale, mais leur continuelle immixtion dans la politique intérieure allemande réduisait fathait de leurs propositions. Tchitcherine et ses collaborateurs étaient allés plus loin dans le même sens. Il y avait en Allemagne des politiques, des diplo-mates et des militaires qui pensaient que, à court et à moyen terme, l'Alleque, à court et à moyen terme, l'Alle-magne pouvait tirer de grands avan-tages d'une entente avec la Russie. Déjà, le patron de la Reichswehr, le général von Seeckt, avait laissé s'ea-gager des contacts dont devait sortir notamment l'accord pour la construc-tion en Russie d'avions militaires Junkers, interdite par le traité de Ver-sailles. Les responsables politiques craignaient les conséquences négatives d'un traité avec les Russes sur la rela-tion, à leurs yeurs primordiale, avec l'Angleterre. Les trois principaux hommes politiques allemands concerl'Angleterre. Les trois principaux hommes politiques allemands concernés sont le chancelier Josef Wirth, le ministre des affaires étrangères Walther Rathemau, et le directeur de la section Europe de l'Est au ministère des affaires étrangères, l'ambassadeur Adolf Georg von Malzan, ce dernier formant l'élément moteur. Comme son collègue le comte de Brockdorf son collègue le comte de Brockdorf Rantzau, premier ambassadeur à Moscou après la conclusion du traité, Malzan était convaincu que seule l'alliance des « puissances prolétarisées » permettrait à l'Allemagne de rejeter le carcan de Versailles: Appartenant à l'aile républicaine du Zentrum, Josef Witth était lui aussi senable à de tels arguments. C'est Rathenau, que l'opinion allemande et internationale readit ensuite responsable de « Rapallo », qui hésita le plus longtemps.

Personnage fascinant, étrange, tra-gique que ce fils du fondateur de l'industrie électrique allemande (le prestigieux Konzen AEG). Immenséprestigioux Konzenn ABG). Immensément riche, prodigieusement cultivé, essayiste, philosophe du monde technique, banquier et industriel à succès. Rathenau devient en 1914 l'organisateur de l'économie de guerre allemande que les militaires avaient omis de préparer. Il est ardemment allemand et refuse cependant, juif, la voie facile du baptême protestant qui ouvre l'accès aux plus haures dignités dans l'erupire de Guillaume II. Grand et beau, son eros homosenuel est au cœur des contradictions qui poussent cet être de pensée et de pouvoir dans des déchirures de plus en plus suicidaires. Le jour de l'attentat, mille fois annoncé, qui lui coûtera la vie, le 24 juin 1922, il aura refusé une lois de plus toute protection policière. de plus toute protection policière.
Riche, juif, étrange. Rathenau devait
par excellence s'attirer la haine des
demi-solde furibards du nationalisme

Mais nous ne sommes encore qu'en avril, et à Gênes, non pas à Berlin, où aura tieu l'assassinat. Les Russes font savoir au baron Malzan que l'Angleterre leur offre l'accession aux réparations. Eur, par contre, pré-

féreraient un accord avec l'Allemagne. Rathenau veut en avoir le cœur net, et tente d'obtenir un entretien avec Lloyd Georges. le premier ministre britannique, mais le message ne passe point. Alors le ministre des affaires étrangères se rallie à l'accord russe. Les responsables allemands se renet se voient proposer le texte déjà rédigé du traité. Rathenau, cependant, a rendez-vous avec un ami à Portofino. La conférence germano-russe est suspendue pendant le déjeuner. Entre-temps, Llyod George tente de renouer le dialogue, mais les chefs de la délégation allemande ont disparu « dans la nature ». Rathenau revient à Rapallo dans l'après-midi et le traité

2 - M

4 T/2 18 8

3 - 3 % B

e, mare green.

in Process

A Property and

C. Couple

4 tail about 14 1 444

1969) W.S. 1873 ----

3.00 mg

Care Sugar

" a samual

The Shapet

4 THE STREET

14 to 1 to 1

- 10 C . 42-24 4 5.44 5

a silva illi L. Trappe

· · · · · · · · · + 4 + + Circliana. Marketonia

Marke To

4.

40.00 Car Man

Un traité symbole

C'est un instrument tout simple. Il comprend la reconnaissance mutuelle des deux régimes, de la République de Weimar, le Reich républicain, et de la République des Soviets. Il dispose ensuite la renonciation mutuelle et réciproque à toutes les revendications financières liées à la guerre, y compris les réparations prévues au traité de Versailles et les droits des particuliers expropriés. Les Alliés perservir du droit russe aux réparations comme d'un instrument de chantage contre l'Allemagne, ils auront désormais encore plus de mal à obtenir le par l'ancien régime tsariste, vis-à-vis des Etats aussi bien qu'à l'égard des

La France de Poincaré, du coup, voit toutes ses alarmes justifiées. Mais indignation passée, n'admettent pas que le traité de Rapallo constitue une violation du texte de Versailles, comme Paris entend le faire proclamer. Londres veut que la conférence de Gênes continue, bien que l'espoir d'un arrangement général s'estompe entre l'intransigeance française et l'elfort allemend pour obtenir des conditions toujours meilleures sur le plan des réparations. Elle se séparera le 19 mai sans résultats trapibles. Mais l'Allemagne, maigré Rapallo, n'a pas obtenu une réduction des exigences alliées. Le chancelier Wirth, malaré la trêve républicaine imposée après l'assessinat de Rathenan, devra partir à son tour en décembre 1922. Les sociaux-démocrates ne lui pardonnent pas d'avoir signé le traité de Rapello sans l'accord du président de la République, leur chef de file, Frie-drich Ebert. Le nouveau chancelier, Cuno se laissera entraîner dans le conflit de la Ruhr.

Poincaré, en effet, a vu dans Rapallo la preuve juridique du mau-vais vouloir allemand. S'étant débar-rassé de Briand, dont les idées étaient au fond proches de celles du gouver-nement anglais, il veut à présent imposer la manière fonte : le 9 janvier 1923, la conférence interalliée des réparations constate, contre les voix anglaises, que l'Allemagne a manqué à ses obligations. Le 11 janvier 1923, les troupes françaises commencent à pénétrer dans la Ruhr, qui servira de pénétrer dans la Ruhr, qui servira de gage. L'Allemagne réagit en proclamant la résistance passive. Au terme du conflit, il y aura l'inflation en Allemagne et le résablissement monétaire opéré par Stresemann. Il y aura l'accord sur le plan Dawes qui, en été 1924, réduira enfin très fortement les dettes allemandes, et, après la victoire de la gauche aux élections françaises, l'évacuation de la Ruhr et le pacte de l'évacuation de la Ruhr et le pacte de Locarno, l'entente entre Briand, qui prend sa revanche sur Poincaré, et prend sa revanche sur Poincaré, et Stresemann, qui obtient l'entrée de l'Allemagne à la Société des nations. Poincaré a fait perdre trois années précieuses à l'Europe, trois années qui ont permis à l'extrême droite allemande de fortifier singulièrement son infrastructure politique et morale.

Reste ce qu'on peut appeler le «mythe de Rapallo»: l'entente ger-mano-russe contre l'Occident, dont l'importance réelle fut minue, mais qui ne cessera de hanter l'esprit d'un grand nombre de Français bien au-delà de la seconde guerre mondiale. Le traité de Rapallo ne fut qu'un incident secondaire indirect, issu de la grande suite d'erreurs qui marquèrent la politique française vis-à-vis de la démocratie allemande après 1918. Le vrai Rapalio, dont l'Europe n'a pas fini de payer les frais, ce fit, dix-sept ans plus tard, le pacte Hitler-Stalipe. Grâce à l'intelligence des hommes d'État et à l'acharmement des militages le l'acharmement des militants, la politique française de la seconde après guerre sut soutenir la deuxième République allemande. La riposte à Rapallo, ce sera, à partir de 1950, la construction de l'Europe

JOSEPH ROVAN



tarif sur demande. pour vous abonner renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus on par MINITEL code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abounts sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indi-quant leur numéro d'abonné. BULLETIN

#### D'ABONNEMENT **DURÉE CHOISIE**

1 an 3 mais 6 mais

Prénom: Adresse : .

Localité : \_\_

Le Monde

Edité par le SARL Le Monde Jacques Lescume : gén directeur de la publicatio Brune Frapert directeur de la rédection Jacques Gulir directeur Comité de direction : acques Lesoume : gérant

Rédacteurs en chaf :

économiques du traité de Versailles. La France, cependant, n'est venue à Gênes qu'à contrecœur, et c'est en piene confèrence que se produira le remplacement, à la tête du gouvernement, d'Aristide Briand, déjà partisan d'une certaine ouverture envers l'Allemagne et très soucieux de l'entente avec Londres, par le plus notaire des notaires, l'ancien président de la République Raymond Poincaré. "GRAND JURY" RTL-Le Monde 

davantage sur le mauvais vouloir des Allemands, alors que les autres consi-dèrent comme absurdes les exigences trop ambitieuses tirées des clauses économiques du traité de Versailles.

la longue marci

h « Lion du Pa

-2 - - .

E die

Linguisia

d solding of the

# La capitale s'organise pour repousser les fondamentalistes du Hezb

du pain, vendredi 17 avril, dans les mosquées de Kaboul, tandis que, vers le sud de la ville, on entendait l'artillerie lourde gouvernementale tirer contre des positions des fondamentalistes du Hezb-i-Islami de M. Guibuddin Hekmatyar, nous indique notre envoyé spécial Bruno Philip. En même temps, les diri-geants en place à Kaboul poursuivent leurs négociations avec le commandant Massoud,

Le ministre des affaires étrangères de l'ex-président Najibuliah M. Abdul Wakil, qui pade avec l'ap-parente autorité d'un «homme forts, s'est rendu vendredi en héli-coptère à Chariltar, à 70 kilomètres au nord de la capitale. Il y a ren-contré le commandant tadjik Ahmed Shah Massoud, dont la dernière offensive avait donné l'estocade au chef de l'Etat mis en place en 1986

Aucune indication n'a été fournie un investissement de Kaboul par les intégristes. De Peshawar, M. Hekmatyar a en effet menacé de déchaîner ses forces contre la capi-tale si l'armée de l'ancien régime communiste ne se rend pas sans

Les groupes avant-coureurs du Hezb seraient à une vingtaine de kilomètres au sud de la capitale. Ceux du commandant Massoud sont déjà entrés à Kaboul, a indiqué au Monde le représentant pour l'Europe du parti Jamiat, M. Daoud Mir. Ils sont harcelés par de petits comman-dos du Hezb, présents entre la grande base sérieune de Bagram, un'ils commandant le la qu'ils assurent toujours tenir entre leurs mains, et Charikar, qui était me de leurs principales positions en Afghanistan avant que les Tadjiks du commandant Massoud ne s'en

Pode Finstant, cependant, les opérations militaires se concentrent

affirmé vendredi avoir pris Hérat, et déclaré que ses commandants avaient prié dans la grande mosquée de la ville. Mais le Jamiat-i-Islami, le parti du commandant Massoud dont les positions autour de la grande ville persanophone de l'Ouest sont les plus fortes depuis le début de la guerre en 1979, n'a pas confirmé. Il a annoncé, de son côté, avoir progressé en direction de cette cité, où des milices gouvernemen-tales, très indisciplinées, tenzient

nagnère le haut du pavé. Comme dans le cas de Mazar-i-Sharif en mars, ce sont probablement des négociations entre auciens ennemis communistes et islamistes qui décideront du sort de la ville.

«Jusqu'à la dernière cartouche»

A Kaboul cependant, un conseil de huit personnalités modérées – des Pashtouns et des Tadjiks, quatre généraux et quatre civils anciens

communiste Watan - semble en charge des affaires, nous indique notre envoyé spécial. Le général Nabi Azimi, commandant de la garnison de Kaboul et vice-ministre de la défense, paraît avoir la préémi-neuce du point de vue militaire. Parmi les civils, outre M. Abdul Wakil, on note la présence de M. Farid Wardak, un jeune Tadjik longtemps chef des jeunesses du parti unique, et qui était devenu la principale figure des opposants

qu'aux affrontements inter-afghans s'ajoute le travall de sape du plan onusien entrepris par certaines fac-tions de pays voisins. C'est notam-ment le cas au Pakistan, aiors que Islamabad, tout comme l'Ivan, sou-tient le plan y

Ce plan, rappelons-le, prévoit, après la constitution d'un « conseil

aboutir à la formation d'un gouver-

nement intérimaire chargé d'organi-ser des élections. L'administration

Bush, pour sa part, a invité toutes

Bush, pour sa part, a invité toutes les parties à s'entendre pour appliquer le plan. Selon M= Margaret Tutwiler, porte-parole du département d'État, la principale préoccupation de Washington est d'éviter que « la confusion » actuelle ne débouche « sur des explosions de violence et des effusions de sang ». M= Tutwiler a précisé que les Etais-Unis souhaitaient « une eulo-détermination du peuple afghan, la paix avec ses voisins, et le retour des cinq millions de réfugiés qui ont du quitter le pays ».

tient le plan.»

les derniers mois de son pouvoir. Ce Conseil a promis de défendre

Kaboul « jusqu'à la dernière car-touche » face aux intégristes, tout en multipliant les références aux « frères moudjahidins » — en une tentative moudiahidins » — en une tentative évidente d'attirer les islamistes modérés du Jamiat. Il confirme, per ailleurs, son intention de remettre au plus tôt ses pouvoirs au «Conseil» que les Nations unies continuent de vouloir mettre sur pied. Sans doute à Kaboul s'efforce-t-on d'obtenir du commandant Massoud qu'il tempère son hostilité à la formule rendue publique le 10 avril par le secrétaire. publique le 10 avril par le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Bou-

M. Benon Sevan, le médiateur de PONU, se trouve toujours à Kaboul, d'où il a promis de se repartir qu'a-près l'installation d'un conseil intérimaire. Il s'efforce, par ailleurs, d'ob-tenir des autorités un sauf-conduit tenir des autorites un saut-conduit pour faire sortir du pays M. Najibullah, à qui des promesses ont sans doute été faites lorsqu'il s'était agi d'obtenir de lui, le 18 mars, qu'il ne s'accrocherait plus au pouvoir. Officiellement, nul ne sait où se trouve l'ancien président (lire cl-dessous l'article de Serge Marij). Mais le fait que FONU admette être en contact avec lui susgère fortement qu'il se après la constitution d'un « conseil de prétransition » acceptable par toutes les parties et anquel M, Najibullah devait, dans l'idéal, remettre ses pouvoirs, l'organisation d'une conférence entre Afghans, organisée par l'ONU à Genève, Vienne, ou toute ville plus proche de l'Afghanistan si les événements devaient se précipiter. Cette réunion devrait aboutr à la formation d'un souveravec lui suggère fortement qu'il se trouve dans l'un des bâtiments de l'organisation internationale dans la capitale. Les autorités de Kaboul souhaitent vivement se le voir remettre. Tous les moudjahidins, y

estiment que sa mise en jugement En dépit de la tension, Kaboul, où patrouillent des soldats lourdement

compris le commandant Massoud

Bruno Philip. A l'aéroport, pièce gendarmes (tsarandois) côtoient de très jeunes Ouzbeks du chef milicien Rashid Dostom, qui ont joué un rôle déterminant dans les événements depuis la fin de janvier. Ils ont atterri à Kaboul le 15 avril en provenance de Mazar-i-Sharif, scellant le sort de M. Najibullah. Ce sont eux qui ont empêché la fuite de l'ex-président, dans la nuit du 15 au 16 avril , alors que celui-ci était venu à l'aéroport dans un minibus

de l'ONU. L'avant-veille, M. Najibullah aurait tenté de faire alliance avec M. Hekmatyar, Pashtoun comme hui, nous indique notre envoyé spécial, qui ajoute : « Un évênement historique s'est produit. Pour la pre-mière fois, les Pashtouns, qui forment l'ethnie la plus importante de l'Afghanistan, ne sont plus les seuls maîtres du jeu.»

espérant monter à bord d'un avion

Reste à savoir si on n'assistera pas à une réédition des événements de 1929 : cette année-là, un rebelle tadiik. Batcha-o-Sagao, avait renversé le roi pashtoun Amanullah, et s'était emparé de Kaboul, où il s'était fait couronner. Neuf mois plus tard, il était chassé par une coalition de Pashtours, sous la direction du prince Nader, père du futur roi Zaher Shah, en exil à Rome et touiours considéré comme un prêtendant possible par les monare

; a

: se

# Le plan de règlement politique de l'ONU est très compromis

ont gravement compromis le plan de règlement politique de la crise en Afghanistan que le représentant spécial du secré-taire général, M. Benon Sevan, s'efforçait de mettre en place depuis des mois.

NEW-YORK (Nations unles) de notre correspondant.

Dans les couloirs de l'ONU, on craint évidemment que l'offensive de rebelles afghans vers la capitale ne compromette la création d'un «conseil prétransitoire» de quinze personnalités afghanes «impartiales», première étape de ce plan, dont M. Boutros Boutros-Ghali avait annoncé l'entrée en fonction « immédiate» le 10 avril à Genève.

Dans un premier temps, le Conseil de sécurité s'est efforce d'appuyer les efforts déployés par le payer les entorts deployes par le secrétaire général et par son repré-sentant sur place en préconisant une « solution politique » ausceptible de sauvegarder « l'unité et l'intégrité ter-ritoriale de l'Afghanistan ». Que les Etats-Unis et la Russie aleut été à l'oxigine du texte témoigne assez de la forte implication de ces deux pays clés dans un processus dont on craint à présent qu'il échappe à tout

contrôle. De son côté, la Chine a fait ajouter une mention appelant les Afghans à assurer la sécurité non seulement du personnel de l'ONU et du personnel diplomatique sur place, mais également de tons les étrangers. Enfin, l'Inde a tenu à glisser un autre amendement prévoyant que les nouvelles autorités devront s'engager à laisser partir tous ceux qui le souhaiteraient – une formule visant l'ex-président Najibullah dont Delhi avait selon toute apparence accepté l'hébergement en Inde où se trouvent déjà sa femme et ses trois

#### Le travall de sape de certaines factions

Des source de l'ONU indiquent que M. Najibullah, ayant décidé de quitter le pouvoir et son pays, s'était rendu à l'aéroport de Kaboul en compagnie de M. Sevan, avant d'y être intercepté par des éléments armés qui lui ont interdit de quitter le territoire. Mais nul n'était en mesure de confirmer officiellement, le 17 avril dans le soirée, si, comme mesure de confirmer officiellement, le 17 avril dans la soirée, si, comme tout l'indique à Kaboul, l'ex-président avait trouvé refuge dans les bureaux de l'ONU de la capitale afghane d'où M. Sevan, toujours présent sur place, s'efforcerait de lui obtenir un sanf-conduit. «La situation est d'autunt plus compfiquée, estimait un diplomate occidental,

 $(i-1)(2\pi i)\mu(i), (i\pi i)_{2}\in \Phi_{i}$ SERGE MARTI La Malaisie envisage d'acheter des Mig-29

ter le pays».

à la CEI Le gouvernement malaisien envi-Le gouvernement malaisien envi-sage d'acheter des avions de com-bat Mig-29 à la CEL Kuala-Lum-pur, qui a décidé de se doter de chasseurs – entre vingt-quatre et trente – bésite actuellement entre les Mig-29, le Mirage-2000 et le Rafale français, et les F 16 et F 18 américains. Selon des sources mili-taires malaisiennes citées par le correspondant de l'International correspondant de l'International Herald Tribune, Michael Richardson, le prix offert par Moscou serait «beaucoup pius bas» que celui des avionneurs occidentaux, et la CEI accepterait d'être en par-

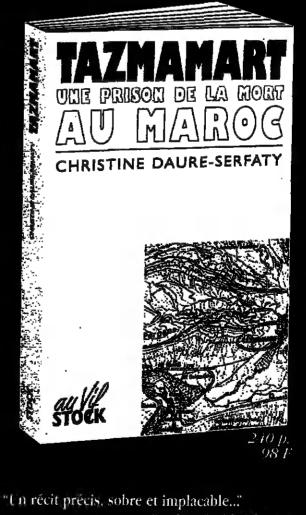
tie payée en nature, en l'occurrence en huile de palme. D'après le représentant d'une société aéronautique américaine, l'offre de la CEI serait le « fer de. lance d'une campagne pour expor-ler des arions de chasse à des prix cassés », à un prix inférieur sans doute du tiers ou de moitié à celui proposé par la concurrence. Si la Malaisie se dotait de Mig-29, d'au-Malaisie se dotait de Mig-29, d'au-tres pays du tiers-monde (en Amé-rique latine ou au Proche-Orient notamment) pourraient être tentés de faire de même. Néanmoins, cer-tains experts estiment que Kuala-Lumpur utiliserait l'offre de la CEI pour obtenir des Américains ou des Français des conditions plus favorables. favorables.

#### **EN BREF**

madagascar Tribune, trois personnes on été tuées et vingtcinq autres blessées, mardi 14 et mercredi 15 avril, à Antseranana (ex Diégo-Suarez), à la pointe nord de la «Grande Ile», dans des affrontements entre partissas du président Didier Ratsiraka et ceux de M. Albert Zafy, président de la Haute Autorité de l'Etat (HAE) pour la transition vers une III. République. Ces nouveaux incidents - des heurts semblables avaient déjà eu lieu le 11 mars dans la même ville - se sont produits alors que les Malgaches sont toujours dans l'attente des résolutions du Forum national, dont les travaux ont porté sur la rédaction d'une nouvelle Constitution et la JEAN-PIERRE CLERC révision du code électoral - (AFP.)

"...Rien n'empêchera que Tazmamart reste comme une tache indélébile sur le burnous royal?

Jacques de Barrin, Le Monde



"Un récit précis, sobre et implacable.." Stephen Smith, Liberation

"La descente dans l'enfer de Tazmamart commence avec cette écriture blanche, qui va restituer en deux cents pages l'horreur au quotidien: Michèle Faji. La Quinzaine Litteraire

# La longue marche du « Lion du Panshir »

Ahmed Shah Massoud n'est pes un fils de paysan illettré, à l'instar de centaines de petits commandants qui ont été l'âme de la résistance. Son père était colonel sons le roi Zaher Shah. Son porte-parole en Europe, M. Daoud Mir, ne nie pas que «le goût de la chase milliaire lui est ainsi venu très jeune». Et aussi un certain amour du commandement! De son père, il a recueilli aussi l'amour des cartes, qui lui servira à monter ses opéqui lui servira à monter ses opé-rations, défensives pois offensives, et un goût pour la science, qui le fera s'inscrire à la faculté polyte-chaique de Kaboul.— expérience interrompue en raison de son engagement politique.

En ce tournant des années 60-70, la vie publique est très animée à Kaboul, dans la foulée de la proclamation, en 1964, de la première Constitution démocratique de l'Afghanistan. Les étudiants se parta-gent entre deux pôles extrêmes : le mouvement islamiste, qu'anime un jeune professeur de théologie, M. Borhanuddin Rabbani, et le Parti démocratique du peuple (PDPA), communiste. A la faculté polytechnique officient des professeurs venus d'URSS, qui avait fait de la coopération un discret moyen. de surveillance de ce voisin consi-déré comme crucial. Là serait née la méfiance envers le soviétisme de cet Afghan viscéralement indépen-

#### La répression du soulèvement de 1975

Et sa passion de l'islam comme politique? Sans doute de la conviction que, dans un pays aussi éclaté entre ethnies, le seul ciment ne peut être que la religion de l'im-mense majorité de sa population. Lorsque viendront les temps difficiles, face à un ennemi soviétique terrifiant, le Coran sera, plus encore, l'arme spirituelle qui donne au combattant des raisons d'espé-

rer contre toute raison. En 1975, les jeunes islamistes sont très préoccupés. Le prince Daoud, gendre et cousin du roi qu'il a déposé deux ans plus tôt, donne tous les signes d'être «tenu» par le groupe d'officiers

formés en URSS qui l'ont porté au pouvoir et « poussent » des civils sympathisants du PDPA. Ahmed Shah Massoud a été chargé par la Jamiat-i-Islami de faire prendre conscience à de jeunes officiers du danger communiste. Qui succédera à son mentor Habib-ur-Rahman, tué par la police de Daoud? M. Gulbuddin Hekmatyar, son aîné de quelques années, déjà mili-tant islamiste forcené, qui s'était illustré dans les années 60 en vitriolant une étudiante qui avait eu l'audace d'ôter son voile!

Le Jamiat décide un soulève-ment contre Daoud pour la mi-juil-let 1975. Ahmed Shah Massoud commandera celui du Panshir, M. Hekmatyar celui du Paktia. A la dernière minute, le mouvement annule cette action. Le commandant Massoud a toujours soutenu que M. Hekmatyar avait négligé de lui transmettre ce contrordre, de sorte que le Panshir est presque la seule région à s'enflammer, avec pour conséquence une terrible

#### Chef de guerre . et fédérateur

Le jeune Tadjik s'enfuit au Pakistan. Il trouve la beaucoup d'islamistes afghans, mais observe que les services spéciaux d'Islamabad sont noyautés par des Pathans qui n'ont d'yeux, et d'argent, que pour leur cousin pachtoun Hekmature.

Afin de se concilier ses propres islamistes, le premier ministre Ali Bhutto, quoique d'esprit plutôt lalc, a pris parti pour le plus intégriste des Afghans, un choix que poursuivra le général Zia. Ces épisodes contribueront à l'hostilité véhéments du Tadjik envers celui qui est devenu le chef du Hezbi-lslemis une donnée capitale de la situation actuelle.

Après le coup d'Etat du PDPA, le 27 avril 1978, Ahmed Shah Massoud rentre en Afghanistan, il gagne la première vallée qui s'enfiamme contre les communistes : la Kunar, quasiment à la frontière du Nuisse de contre les communistes du Nuisse de contre les communistes du Nuisse de contre de contre les communistes de la Russia de contre de Pakistan. An printemps snivant, il est chez lui, soulevant, une nou-velle fois, le Panshir. C'est là que le trouve l'invasion soviétique.

D'être tout proche de l'axe vital le tunnel du Salang, le désigne comme cible majeure.

Pas moins de six offensives seront menées du printemps 1980 à l'automne 1983. Pour avoir organisé la population de son «pays» dès 1979, il évite un exode massif des Tadjiks du Panshir vers le Pakistan. Les villageois gagnent les vallées adjacentes le temps de Porage de feu, puis rentrent recons-truire leur maison en pisé. Les moudjahidins eux aussi pratiquent l'esquive, puis reviennent.

Le commandant Massoud a très vite entrepris de construire une petite armée de permanents, préoc-cupation que nul ou presque ne partage dans ce pays où chacun limite ses horizons à une vallée, un village. A la fin de 1983, les Soviétiques lui proposent une trève, espérant museler ce combattant irritant. Le commandant la respecte, s'attirant bien des critiques d'autres moudjahidins; mais il se transporte dans la province voisine du Badakhshan, qu'il commence à organiser selon les mêmes priucipes. Avec quatre antres commandants du Jamiat, il fonde la Shura-i-Nazar, ou Conseil de supervision, qui a pour vocation, tout à fait démesurée à l'époque, de fédérer les combattants de tout le Nord.

En 1984, FURSS rompt la trêve et lance une septième offensive sur le Panshir, avec, cette fois, largage de commandos héliportés sur les hauts de vallée, afin de bloquer route fuite. Ses pertes sont fortes, mais celles de l'Armé prouge aussi. Ce sera la dernière opération d'enversure contra celui que ses comvergure contre celui que ses com-patriotes surnomment désormais le «Lion du Panshir».

Le reste est mieux connu : les prises de localités de plus en plus peuplées; les combats victorieux de l'été 1991, qui font de lui, une nouvelle fois, un interlocuteur de ce qui reste de l'URSS (il contrôle décorrasse la formière du Tadificie. désormais la frontière du Tadjikis-tan); la décision de s'allier à l'ennemi numéro un des moudjahidins, Rashid Dostom, pour entrer dans Mazar-i-Sharif le 18 mars. Et la descente fulgurante sur Kaboul, dès le lendemain de l'annonce, par le secrétaire général de l'ONU, de l'installation prochaine d'une administration intérimaire, qui n'a pas son approbation.

のできた。 1965年の日本のでは、1965年の日本のでは、1965年の日本のでは、1965年の日本のでは、1965年の日本のでは、1965年の日本のでは、1965年の日本のでは、1965年の日本の

April 1985

Sales of the

典符》

سر پرچپ

cial des Nations unies, M. Cyrus Vance, visant à ramener la paix en Bosnie-Herzégovine, de même que les menaces de Washington et de la CSCE contre la Serbie et l'armée serbo-fédérale (le Monde du 18 avril) sont restées sans effet. Les affrontements de plus en plus violents, engageant fréquem-ment l'artillerie lourde, se sont Doursuivis en Bosnie-Herzégovine. L'ancien secrétaire d'Etat américain a, d'ailleurs, fait part de son pessimisme, soulignant que la situation était critique.

BELGRADE

de notre correspondante

La ville de Foca - à majorité musulmane, – située dans la vallée de la Drina, non loin de la Serbie, a été prise, vendredi 17 avril, par les milices serbes à l'issue de plusieurs jours de combats qui ont gravement touché le centre historique de cette

A moins de cinquante kilomètres au nord-est, les Serbes et les musul-mans de Cajnice (53 % de Serbes et mans de Cajnice (33 % de serves es 45 % de musulmans) ont décide d'échapper au conflit en signant un accord définissant la commune comme appartenant à la « République serbe de Bossie-Herzégovine ». que serve de Bosnie-Herzegovine». Cette « République serbe», procla-mée en janvier dernier, a fait séces-sion à la suite de la reconnaissance internationale de la Bosnie-Herzegovine à laquelle s'oppose la commu

nauté serbe.

La ville de Zvornik, située plus au nord, sur la Drina, a subi le même sort. Après avoir été «libérée» par les milices serbes et les volontaires venus de Serbie, elle a été rattachée vendredi à la «République serbe de Bosnie-Herzégovine». Zvornik était, avant le conflit, peuplée par 59 % de Musulmans et 38 % de Serbes. Alors que les unités de l'armée serbo-fédérale venues de Serbie restent déployées dans la ville de Visegrad, à cent kilomètres au nord de Foca, la vallée de la Drina et une grande partie de l'est de la République sont désormais sous le contrôle serbe.

Dans le Nord. à la frontière avec

la Croatie, les combats opposant les forces croates – appuyées par les musulmans – et les milices serbes – soutsélues par l'armée yougoslave – ont redoublé d'intensité à Bosanski-Brod et se sont étendus à Derventa ainsi qu'à Bosanski Samac, où le pont qui sépare cette ville bosniaque de la Croatie a été fermé vendredi.

Massacres de civils musulmans et croates

Derventa, pour sa part, est encer-ciée par l'armée fédérale et les ciée par l'armée fédérale et les milices serbes; le centre a été bombardé par des lance-roquettes multiples. Tandis que l'armée fédérale affirme que les forces régulières de Croatie se battent depuis plusieurs semaines dans cette partie de la Bosnie, les autorités bosniaques ont signalé vendredi l'arrivée de 450 chars et blindés fédéraux dans la récien.

défense territoriale de Bosnie-Herzégovine, le colonel Vehbija Karic, qui a quitté il y a quelques jours les rangs de l'armée yougoslave, a confirmé vendredi soir que plus de trente personnes avaient été massa-crées dans la nuit de jeudi à vencrées dans la nuit de jeudi à ven-dredi au cours d'une attaque des milices serbes contre les villages de Donje-Kolibe et Gornje-Kolibe, près de Bosanski-Brod. Selon les pre-mières informations, qui font état des noms d'une dizaine de victimes, il s'agit principalement de civils , musulmans et croates.

Par ailleurs, l'armée fédérale a annoncé vendredi qu'elle avait repoussé en Herzégovine (ouest de la République, à proximité de la frontière croate) les forces croates et qu'elle contrôlait désormais une par-tie du district de Neum. La région de Neum, qui coupe la Croatie en

vine quelques kilomètres de la côte adriatique, est peuplée par une très forte majorité de Croates (88 %); elle est toutefois revendiquée par les

La situation reste, d'autre part, très tendue à Sarajevo, où les affron-tements à l'artillerie lourde se poursuivent désormais chaque mit. Pen-dant les accalmies, les habitants tentent de se procurer des produits de première nécessité. Mais la pénu-rie de produits alimentaires annonce déjà une véritable famine. Selon la radio de Sarajevo, la ville est encerclée par l'armée fédérale et les milioes serbes; elle reste, en outre exposée à la menace du leader serbe local, M. Radovan Karadzic, qui a assuré qu'il ne lui faudrait que « cinq heures pour prendre la ville».

FLORENCE HARTMANN

GRECE

# Le gouvernement conservateur obtient la confiance du Parlement

Le gouvernement conservateur grec de M. Constantin Mitsotakis a obtenu, dans la nuit du vendredi 17 au samedi 18 avril, la confiance du Parlement, par 152 voix contre 22 sur 174 votants, les 121 députés socialistes du PASOK n'ayant pas pris part au vote. L'ensemble de la majorité a voté la confiance, tandis que les députés de la Coalition de Gauche et du Parti communiste présents ainsi que la députée écolo-giste ont voté contre.

M. Mitsotakis avait annoncé, lundi, sa décision de demander la confiance du Parlement à la suite du limogeage de son ministre des affaires étrangères, M. Antonis Samaras, accusé d'avoir des positions trop tranchées en ce qui concerne la reconnaissance de la république ex-yougoslave de Macé-

Le premier ministre a voulu éga-lement obtenir la confiance des parlementaires après deux ans

de la législature. Un rapport de la Commission européenne, rendu public jeudi et amplement cité par la gauche au cours des débats, souligne que le plan de stabilisation économique adopté au début de 1991 par les conservateurs a « échoué » et que les perspectives économiques sont mauvaises.

M. Mitsotais a défendu la politique d'austérité qu'il a imposée depuis deux ans — «la seule politi-que passible» seion lui — et qui a permia, a-t-il souligné, d'obtenir de bons résultats pour réduire l'infla-tion et le déficit de la balance des

Le chef du gouvernement, qui a désormuis la charge de la diplomatie helfénique, a, par ailleurs, souligné qu'il en était en aucun cas question qu'il recule dans la bataille » menée par les Grees sur la question du nom de la République et accompagne de Machacine. que ex-yougoslave de Macédoine.

Papandréou, et les députés du PASOK ont quitté jeudi la salle en signe de protestation contre la cratie, le parti conservateur au condamnation à de lourdes peines pouvoir. — (AFP.)

bles socialistes d'entreprises publiques, accusés d'avoir déposé les fonds de leurs sociétés à la banque dirigée par Georges Koskotas, auteur d'un vaste scandale politicofinancier. M. Papandréou avait, pour sa part, été innocenté en mars dernier par une cour spéciale pour ses responsabilités politiques dans le scandale, - (AFP.)

n M. Léonidas Kouris, nouveau maire d'Athènes. - M. Léonidas Kouris a été élu, jeudi 16 avril, maire d'Athènes à la place de M. Antonis Tritsis, décédé la semaine dernière (le Monde du 9 avril). M. Kouris, quarante-trois ans, ingénieur, était, depuis 1987, adjoint au maire chargé des services techniques, administratifs et économiques de la ville. Il est ingénieurs de la Nouvelle DémoTURQUIE: la lutte contre le terrorisme

## L'armée a intensifié son offensive contre les extrémistes kurdes et d'extrême gauche

Les violences ont redoublé en Turquie depuis jeudi 16 avril, leur bilan s'établissant à cin-

> ISTANBLIL de notre correspondante

Dans la province de Mardin, au sud-est du pays, trente combattants du Parti des travailleurs du Kurdis-tan (PKK), le mouvement extrémiste larde, et un soldat ont été tués au cours d'une opération de sauvetage

incée par les forces armées pour libérer un adjudant enlevé par les rebelles. Le corps de l'adjudant a été retrouvé portant apparemment des marques de torture. Cinq combattants du PKK et quatre soldats ont également trouvé la mort lors de deux autres incidents dans les provinces de Diyarbakir et Elazig.

A Istanbul, onze personnes dont six femmes, suspectées d'être mem-bres du mouvement de guérilla urbaine Dev-Sol, out été abattues urbaine Dev-Sol, ont été abattues vendredi et six autres ont été capturées au cours d'une série de raids nocturnes effectués par la police. Parmi les militants tués se trouvait Sinan Kukul, un des dirigeants du groupe qui s'était évadé de prison en 1990. Les autres militants, porteurs de faux papiers d'identité, n'ont pes encore été identifiés, mais, selon le souverneur d'istanbul. M. Havri gouverneur d'istanbul, M. Hayri Kozakcioglu, une des femmes qui a trouvé la mont au cours de l'opéra-tion était probablement l'épouse de Dursun Karatas, le leader du mou-

> Une guerre sans merci

Les quinze premières minutes du' journal télévisé de la chaîne nationale ont été consacrées vendredi à la mise en nome macabre qui suit régulière-ment les affrontements entre les forces gouvernementales et leurs opposants. Les cadavres, soigneuse-ment alignés, ont été exhibés devant les caméras, entourés de leurs armes et de leurs munitions.

Les refies à Istanbul ont duré de minuit à 8 heures du matin. Lors d'une conférence de presse, le gouverneur a déclaré que plusieurs appartements, situés dans des quar-tiers luxueux sur la rive asiatique d'istanbul, avaient été transformés en forteresses aux portes blindées, abri-

tant chacun un groupe de deux ou Des armes et des explosifs ont été saisis, ninsi que trois téléphones mobiles, un télécopieur et des

sommes importantes en devises et en livres turques probablement obtenues iors de hold-up dans des banques et des boutiques. Le mouvement Dev-Sol a reven-diqué les assessinats de plusieurs dique les assessinats de plusieurs dizaines de personnes su cours des deux dernières années. Dev-Soi s'était également attaqué à plusieurs reprises aux intérêts étrangers pendant et après la crise du Golfe, tuant deux Américains et un Anglais.

Ce groupe d'extrême gauche, né durant la période troublée des années 70, s'était mis temporairement en sommeil après le coup d'Etat de 1980 et l'arrestation de hombreux de ses militants. Il avait repris ses activités de plus belle à la fin des années 80.

La police turque mêne depuis longtemps une guerre sans merci contre le mouvement, implants sur-tout dans les milieux étudiants et les quartiers peuvres d'Istanbul. En juil-let dernier, à quelques jours de la visite du président américain George Bush, les forces de sécurité avaient abattu douze militants lors de rafles à Istanbul et Ankara. L'arrestation de plusieurs autres membres du groupe n'avait cependant pes réduit les acti-vités de ce mouvement très bien organisé, au « professionnalisme » redoutable.

Malgré leurs divergences idéologiques et l'absence d'une cause commune, Dev-Sol avait formé une alliance logistique avec le PKK, qui lui avait prêté une partie de son camp d'entraînement dans la vallée de la Bekaa. Mais de récentes rumeurs ont fait état de différents contre les deux groupes, et les milirumeurs ont fait état de différends entre les deux groupes, et les mili-tants de Dev-Sol auraient été forcés par les autorités sysiennes de quitter la Bekna à l'approche de la visite à Damas du ministre de l'intérieur turc, M. Iamet Sezgin.

A l'issue de leurs entretiens avec M. Sezgin, les autorités syriennes out d'ailleurs signé, vendredi, un proto-cole de coopération antiterroriste, dont les termes demeurent cependant très vagues. Il porterait, selon des informations de sources diplomatiques à Beyrouth, sur un accord concernant la fermeture du camp

41- 5-44

er 🖝 🛎

1. 建基定性 ---

Le Yemen den 6 manœuvres militaire

4-11-4

1 Latt as 1

4. 1877

11111

وويق ج ، نفث

4.30

4 1 19 33

Israël s'inte

EMEDIE CHES ADJUST WWW.CHY.ASS.

sur ses ch

St. . . .

The state of the s

## Les députés ont adopté un compromis. sur le nom de la Fédération

RUSSIE

veille, les députés russes ont finalement adopté, vendredi 17 avril, la proposition de compromis soutenue par le président Boris Elisine sur le nom de leur pays, qui s'ap-pellera donc officiellement « Fédération de Russie, Russie » (nos dernières éditions du 18 avril).

La veille, le Congrès des députés avait voté massivement pour la dénomination prérévolutionnaire et impériale de « Russie ». Mais ce

Revenant sur leur vote de la - vote avait soulevé de vives protestations des représentants des minorités nationales qui composent la Fédération de Russie, et le viceprésident du Parlement, M. Iouri larov, a insisté pour que les dépu-tés réexaminent la question. Après une heure de suspension de séance, le compromis, présenté cette fois avec le soutien des chefs de file du Parlement, a été adopté par 759 voix contre 77 et 30 abstentions. - (Reuter, AFP.)

#### ROUMANIE

#### Manifestation pour la présence d'observateurs aux élections

de notre correspondant

Plusieurs milliers d'opposants ont manifesté, vendredi 17 avril à Bucarest, devant le Sénat, pour protester contre une décision de cette assemblée qui a refusé la présence d'observateurs nationaux lors des prochaines élections générales.

Lors de ce meeting, les leaders de la Convention démocratique (opposition unie) out dénoncé le vote « antidémocratique » des sénateurs qui avaient récemment rejeté, lors de l'examen de la nouvelle loi électorale, un amendement de l'op-position prévoyant la présence d'observateurs roumains aux

futures élections, dont la date n'est

La loi électorale doit être prochainement examinée par la Chambre des députés, qui pourrait l'amender dans un sens contraire. Après le succès de la Convention démocratique aux élections locales de février, le Front de salut national (au pouvoir) avait dénoncé le rôle - tendancieux, selon hi - des observateurs lors du scrutin. Le semaine ces critiques, ajoutant que, alors des élections aux Etats-Unis, il n'y a pas d'observateurs, ni natio-

naux ni internationaux».

o MOLDAVIE : second quatripar-ALBANIE : M. Edouard Selami élu à la tête du Parti démocratique. tite sur le conflit du Duiestr. - Les - M. Edouard Selami, un juriste de ministres des affaires étrangères de Moldavie, Roumanie, de Russie et trente ans, a été élu, jeudi 16 avril, à la tête du Parti démocratique. Il d'Ukraine se sont mis d'accord remplace dans cette fonction. vendredi 17 avril à Kichinev sur un mécanisme permettant de M. Sali Berisha, élu il y a une semaine à la présidence de la consolider le cessez-le-fen dans la région russophone du Dniestr. Des République après la très large vicdivergences subsistent toutefois sur toire de sa formation aux élections législatives du mois dernier. le déploiement de troupes de main**LOIN DES CAPITALES** 

# Corleone, au pays de la «pax mafiosa»

de notre envoyée spéciale

ETAIT avant les récentes élections. Il pleuvait sur Corleone, des ruisseaux boueux dévalaient les ruelles à flanc de cotine où des draps s'obstinaient à vouloir sécher. Empêtré dans sa cape, un berger juché de le cotine de la sur une mule menosuvrait pour faire avancer ses chèvres. Pas facile, la grosse Alfa Romao blindée bouchait presque la rue. Des colleurs d'affiches retardetaires s'enfuyaient comme un voi d'étourneaux, sur le mur un des slogens de la Rete, le parti anti-Mefia, proclamait : « Cambiare si puo», la changement est possible.

Comme si Corleone n'avait pas déjà changé depuis le temps où, respectueux, les policiers étaient venus arrêter Don Luciano Leggio, dit « le mouron rouge de Corleone ». Le parrain, disparu officiellement depuis vingt-cinq ans, lisait tranquillement du Tolstoï dans une maison proche du commissariat. Quand il sortait, les cars lui dissient comme aux seineurs les gens lui dissient comme aux seigneurs d'autrefois : « Baciemu II manu a vossia », « Nous vous beisons les mains »... Meis c'était il y a dix-huit ans, presque une vie.

Entre-temps les fratuzzi, les « petits frères » corléonais, ont remporté «la grande guerre» entre clans, dans les années 80. Depuis, le berceau historique de l'une des plus sauvages branches du crime organisé joue les bour-gades endormies. L'été, dans le cadre d'un jumelage avec le France, les enfants des écoles vont à Saint-Cloud, l'hiver ils organisent beaux dessins. Au-dessus des comptoirs de café, veille la madonina dans son médaillon, eare, veute la maconna dans son medation, et, plus généralement, les 12 000 habitants qui ne sont pas encore allés s'installer à New-York ou à Paleme, honorent san Leoluca, le petron de la ville, et votent démocratie-chré-tienne, perce qu'à Corleone les choses se font

Une «famille» là encore, mais politique celle-là, bien que très élargie, puisque bien avant ceux de Rome qui, pour se faire peur ou se rassurer, parlent de faire un gouvernement fourre-tout - le «governissimo» - avec un strapontin pour chacun autour de la cathèdre démo-chrétienne, Corlegne a réuni une junta composite : DC; PSI; PDS, etc.. Mais les scènes de ménage abondent.

On verra après le 6 avril : les partis peuvent faire le paix, les capi - les chefs - l'orit blen faite. Certains sont encore en cavele, comme Bernardo Provenzano ou Toto Filina; derrière eux, dans Corisone transformée en résidence secondaire, règne la pax mafiosa : «lci il y a peu de drogués, aucune extorsion, prasque pas de criminalités, explique sous un portrait de Nelson Mandela, Dino Paternostro, le conseiller municipal PDS qui anime aussi la section archéologique pour montrer que même ici une via «normale» est possible, et que la ville a assez souffert de son image de marque hollywoodienne.

«La Mafia existe, bien sûr, il faut faire avec, mais ce n'est plus la même. Avant, elle avait



un certein prestige, aujourd'hui on la craint, mais on ne la respecte pas. Tout au plus falt-elle élire trois ou quatre conseillers.... Et d'énumérer les martyrs tombés sous ses coups, depuis le mythique maire de la ville, Bernardino Verro, un socialiste abattu en 1915, car son idée de coopératives faisait peut être trop d'ombre à la coupole.

Au restaurant du Leone d'Oro, le patron étreint respectueusement l'ancien meire en



Dino Crapisi, discute chantiers, espace européen et surtout chômage (25 % à Corleone) : «C'est cela le vrai terreau de la Maña, dit-il, si seulement le Nord investissait plus chez nous, nous sommes son marché naturel!»; et d'ajouter : « Avant d'entrer en Europe, il faudraft que l'Italie se développe à l'intérieur, Heu-reusement que les Bourbons avaient construit la route qui nous relie à Palerme, Sans cela (».

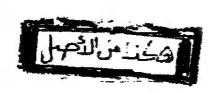
de paroissiens

Du haut de leur perchoir, un fort moyena-geux qui servit de prison à flanc de montagne, les franciscains ont trop de recul pour ne pas être philosophes. En l'absence de Frère Crucifix descendu en ville, Fra Benedetto, volubile, s'enthousiesme devant la recrudescence de la foi à Corleone, qui conduit les pénitents en cagoule et scapulaire derrière le grand Christ en caoutchouc que l'on sort une fois l'an pour

Pour la Fêre-Dieu, il y a même le maire escorté de quatre gendarmes, et l'on festoie très tard avec fanfares et pétards, dit-il avec candeur. « Ces gens-là, ont vraiment le sens de la famille. » Mais comment traiter les mafieux, ces drôles de paroissiens? Certains curés dans l'île sont allés jusqu'à refuser les sacrements, à Corleone on est plus prudent. Dans le journal Citta Nuove édité par l'omniprésent Paternostro, le Père Ribaudo suggère de prêcher que «la lâcheté face à la Mafia est un péchés, et ajoute en conseil pratique que les mafieux étant souvent excommuniés, « il n'est pas judicieux d'en choisir un comme égnoin de mariage ».

Sur la grand-place, l'épicier a fait breveter un amaro, ca digestif aux herbes de couleur sombre, Il l'a baptisé « Don Corleone ». Les boutelles sont déjà rangées en vitrine, il faut se dépêcher, dans quelques jours un pramier tou-riste viendra, inévitablement, demander où est le maison du parrain. Ce sere alors vraiment le

MARIE-CLAUDE DECAMPS



tien de la paix. - (AFP.)

# **AMÉRIQUES**

# Un entretien avec le premier ministre québécois

« On peut construire un Québec très dynamique sans détruire le Canada », nous déclare M. Robert Bourassa

Chef du Parti libéral du Québec, M. Robert Bou- son avail, avec le statut de « société distincte », a été rassa a toujours été un ardent partisan du maintien de sa province dans la fédération canadienne. Plus jeune premier ministre de l'histoire du Québec en 1970, battu six ans plus tard par le Parti québécois (indépendantiste) de M. René Lévesque, M. Bourassa a réussi un extraordinaire retour, en reconquérant le pouvoir lors des élections de 1985, et en remportant un quatrième mandat en 1989. L'année suivante, l'accord du lac Meech, qui aurait permis au Québec d'adhérer à la Constitution du Canada (modifiée sans MONTRÉAL

rejeté. Devant la montée du sentiment indépendand'organiser un référendum sur la question constituquébécois a clairement indiqué que cette consultation portara prioritairement sur les nouvelles propositions au'Ottawa doit présenter, et non sur la souveraineté

de nos envoyés spéciaux

controller of the state of the sauth

Major with a second

« Y aura-t-il vraiment un réfé-rendum cette année ? - Je crois que oui. Il faudrait des - Je crois que oui. Il faudrait des raisons très importantes pour le reporter. Fai déjà donné l'exemple du tremblement de terre. Phésite à le citer devant des journalistes français! M. Michel Rocard avait dit en 1978 qu'il se présenterait à la présidence en 1981, sauf en cas de guerre mondiale ou de tremblement de terre. Il n'y a en ni l'un ni l'autre et il ne s'est pas présenté l'antre et il ne s'est pas présenté... Quand les gens me demandent ce qu'il doit arriver pour qu'il n'y ait pas de référendem, je réponds : des circonstances exceptionneiles.

- Sur quoi portere-t-il?

 Att moment où je vous perle, je crois qu'il y aura des offres du gouvernement d'Ottawa, proposant un renouvellement du fédéralisme un renouvellement du fédéralisme canadien. Le référendum portera sur ces offres. Bien sûr, il faudra alors amender la loi 150 (le texte voté par le Parlement de Québec qui prévoit un référendum sur la souveraineté au plus tard le 27 octobre 1992). Parmi ces offres figurent trois points très imporfigurent trois points très impor-tants. Il faut d'abord que soit reprise la substance de l'accord du reprise la substance de l'accord du lac Meech (à propos du statut de « société distincte » pour le Québec). Il faut ensuite un nouveau partage du pouvoir qui permette un fédéralisme plus efficace. Il faut enfin que, sur les autres objectifs de la réforme constitutionnellé – l'adoption d'une charte sociale, le renformement de l'union économie. renforcement de l'union économique canadienne et la réforme du Sénst; - les pouvoirs du Québec ne soient pas réduits. S'il n'y a pas d'offres du gouvernement fédéral, on verra comment rédiger la ques-tion référendaire.



Vous accusez le Parti québécois d'avoir une conception archalque de la souveraineté, mais l'ONU accueille de nou-veaux pays presque chaque semaine. Pensez-vous vraiment que l'idée d'indépendance soit devenue archaique?

Dans notre contexte nord-américain, avec les valeurs communes que nous avons avec le reste du Canada, il faut partager la souve-raineté. On peut certainement bâtir un Québec très dynamique sans détruire le Canada. M. Mitterrand faisait récemment la distinction entre le droit à la souveraineté et l'exercice de cette dernière. Le Québec a le droit à l'autodétermi-nation. Mais est-il dans son intérêt de l'exercer? " returne et

- Que va changer pour vous l'Intégration européenne?

- Elle va dans le sens de l'Histoire. J'ai toujours considéré que c'était une des grandes réussites de l'humanité. Mon idole politique est Jean Monnet, M. Delors suit ses

tiste qui a suivi cet échec, M. Bourassa a promis tionnelle avant la fin du mois d'octobre. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, le chef du gouvernement

traces et le fait bien. Il a accompli un travail extraordinaire en tant que président de la Commission. – Est-ce que, selon vous, les Européens mesurent bien l'am-

pleur de ce qu'ils vont concéder à Bruxelles? - Tout le monde est favorable en France, à l'exception des commu-nistes et du Front national, à l'inté-gration européenne. Maintenant qu'il ne reste qu'une seule super-

puissance, on prend conscience que l'avenir est du côté de l'Europe, ne serait-ce que pour faire contrepoids à cette superpuissance. Il y a des a cette superpinssance. Il y a des résistances aux transferts de souve-naineté, mais finalement on s'y ral-lie, même en Angleterre. En Europe, on n'aime pas le mot «fédéral» – il a fallu l'exclure des accords de Maastricht – mais on est prêt à accepter l'union moné-taire sous entraines conditions

- La montée des nationaliames dans l'ex-URSS et en Europe centrale ne vous paraît pas en contradiction avec l'évo-lution générale que vous souhai-

- On voit que dans plusieurs cas réalisation de l'indépendance ne se realisation de l'indépendance ne se fait pas sans violence. La situa-tion du Québec est complètement différente. Le Québec existe. Il a sa place sur la scène internationale. Il est respecté. Il a une force écono-mique. Il perçoit lui-même la majorité des impôts. Il a un rayon-nement culturel international. Nons avons un despean et des Nous avons un drapeau et des Nous avons un drapeau et des diplomates québécois. Alors, c'est "quoi la souvergincié? Je ne, dis par que notre situation est satisfai sante, mais on parle ici de l'URSS, de la Yougoslavie. Quels étaient les pouvoirs, rècis du peuple croate en Yougoslavie?»

Propos recueillis par DOMINIQUE DHOMBRES et CATHERINE LECONTE

ÉTATS-UNIS: en trente-neuf ans

Trois cent trois parlementaires ont fait des chèques sans provision

WASHINGTON

correspondance

La commission d'éthique de la Chambre des représentants a rendu publics les noms de trois cent trois membres et anciens membres du Congrès qui, depuis trente-neuf ans, ont tiré des chèques sans provision sur la ban-que du Parlement. Deux spea-kers (présidents) de la Chambre, un chef de la majorité, cinq sénateurs et quatre ministres e

exercice figurent sur la liste. M. Foley, le speaker actuel, a accusé les médias d'avoir systé-matiquement déformé les faits et a tanu à souligner que les trois cent trois parlementaires «n'avaient violé aucune loi, aucun règlement de la Chambre, ni abusé des privilèges de la banque». Il a ajouté qu'à proprement parier el n'y sveit pas eu de chèque sans provision et que l'argent des contribuebles n'avait pas été perdu».

L'institution bancaire de la Chambre avantageait en fait ses clients en honorant leurs chè-ques insuffisamment approvi-sionnés et en anticipant sur leur traitement mensuel pour couvrir le découvert. Mais le banque ne prévoyait pas de pénalité ni de paiement d'intèrêt, faisant ainsi paiement d'interet, taisant aires bénéficier les parlementaires d'une mesure de faveur par rep-port aux simples citoyens (le Monde du 16 mars). D'où la réaction hostile du grand public, entretenu dans son antiparle mentarisme latent par les républicains, qui dénoncent avec véhémence les démocrates, majoritaires à la Chambre au cours des deux demières décen-

# **AFRIQUE**

MAROC: poursuivi pour «injures» à l'encontre du pouvoir

# Le secrétaire général du principal syndicat a été condamné à deux ans de prison ferme

Le secrétaire général de la Confédération démocratique du travail (CDT) a été condamné, vendredi 17 avril, par le tribunal de première instance de Rabat, à deux ans de prison ferme. Plusieurs centaines d'avocats s'étaient spontanément proposés pour assurer la défense de M. Nabir Amaoui, membre du bureau politique de l'Union socialiste des forces populaires (USFP), le principal parti d'opposition. Poursuivi pour «injures et diffamation » à l'encontre du gouvernement, ce syndicaliste a dénoncé, au cours de son procès, « le voi, l'enrichissement illicite, la mauvaise gestion et la

corruption ». Pour dire au pouvoir ses quatre vérités, M. Amaoui n'y avait pas été de main morte, le 11 mars, dans les colonnes du quotidien espagnol El País. Il l'avait tout crûment traité de « groupe de filous sans avenir» qui « en sont arrivés au point de ne plus nous considérer comme des citoyens», lui promettant « qu'un jour viendra où il ne se prouvera pas un seul bateau pour lui permettre de quitter le pays». Ce permettre de quitter le pays ». Co « fort en gueule » n'en est pas à son coup d'essai . « Je n'ai plus peur de rien depuis la détention terrible à laquelle j'ai été soumis en 1974 », assurait-il. La prison, il l'avait connue aussi, entre juin 1981 et novembre 1983, au lendemain des émeutes sangiantes de Casablanca.

A la une du quotidien le Matin du Sahara, qui passe pour refléter les vues du Palais, M. Ahmed Alaoui, ministre d'Etat, a récemment fustigé « les individus qui ne peuvent vivre que dans l'agitation » ct jugé que « le moment est venu de crier et même de gueuler : halte à la subversion ». Dans les rangs de

l'opposition parlementaire, «l'affaire Amaoui» a fini par semer la zizanie entre les tenants d'une a approche négociée» et ceux d'une attitude offensive face au pouvoir, Ainsi, M. Nadir Yata, rédacteur en chef du quotidien procommuniste Al Bayane, a-t-il contesté la position prise par l'organe de l'USFP, Al Itithad Al Ichiraki – qui mettait les membres du gouvernement au défi de faire étai de leur fortune personnelle, – l'accusant de « nolitipersonnelle, - l'accusant de « politi-ser le dossier » dans un but électo-

Il est vrai que les élections légis-latives, repoussées de deux ans dans l'attente du règlement de la question du Sahara occidental, ont été promises, en principe, pour l'automne prochain. Du coup, les partis d'opposition se sont mis en branle pour obtenir de Hassan II que ce scrutin soit moins « préfa-briqué » que les précédents et qu'au préalable la Constitution, vieille de vingt ans, soit rajeunie dans le sens d'un renforcement significatif – pour ne pas dire radical – des pou-voirs du gouvernement et du Parie-

#### Une monarchie à l'espagnole

Jusqu'alors, les partis d'opposi-tion ont privilégié les méthodes douces pour faire entendre raison à Hassan II, avec l'idée en tête de réussir, un jour, à le convertir aux vertus d'une sorte de monarchie constitutionnelle à l'espagnole au sein de laquelle il jouerait un rôle de modérateur. « Pure vue de l'esprit», jugent beaucoup d'observa-teurs locaux, convainens que le souverain chérifien n'est pas homme à partager le pouvoir avec quiconque, encore moins à se pla-cer hors du jeu politique.

Certes, Hassan II s'est engagé à organiser des élections « dans la transparence la plus totale » et a accepté de réviser la Constitution bre » entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif. Mais, nul ne connaît encore les véritables intenposition craignent que, comme de coutume, Sa Majeste n'en fasse qu'à su tête, et refuse de prendre leurs propositions en considération.

C'est dire que les partisans du a parler rude », parmi lesquels se range M. Amaoui, prennent prétexte de ces vaines timidités de l'opposition parlementaire pour affurmer que leur méthode est la meilleure. Et du coup, ce langage neuf et vigoureux plaît aux déçus de l'USFP, notamment aux jeunes, qui sont nombreux à rejoindre la CDT.

La politique d'ajustement structurel, conduite sous la houlette du Fonds monétaire international (FMI) et qui touche à son terme, a été socialement lourde à supporter. couches à revenus modestes », reconnaissait un récent rapport du ministère du plan. Celui-ci notait ministere du pian. Cetui-ci notait que le nombre des pauvres, en forte baisse depuis 1985, s'élevait, tout de même, à 3,9 millions l'an dernier, soit 15,4 % de la population totale, et il soulignait qu'un « écart appréciable » de niveau de vie subsiste entre citadins et ruraux au détriment des seconds au détriment des seconds.

L'indéniable développement économique a engendré un méconteutement populaire qui se nourrit notamment d'une montée du chômage et d'une répartition très inégalitaire des fruits de la croissance. Ainsi, l'idée d'une grève générale - la précédente remonte au mois de décembre 1990 - a-telle fait son chemin et vaut-elle à M. Amaoui, qui en a brandi la menace, accompagnée des propos jugés «injurienx», de retourner en prison.

JACQUES DE BARRIN

# PROCHE-ORIENT

Tension entre Ryad et Sanaa

## Le Yémen dénonce des manœuvres militaires saoudiennes

Le Yémen a récemment protesté auprès de Ryad au sujet de manœuvres effectuées par l'armée d'Arabie saoudite près de la frontière entre les deux pays, a-t-on appris vendredi 17 avril, de sources diplomatiques, dans la capitale yéménite. De mêmes sources, on indique que ces exercices ont lieu depuis plusieurs jours, sans toutefois préciser l'ampieur des forces engagées.

Un conflit frontalier oppose depuis plusieurs décennies les deux pays. Récemment, le président yéménite Ali Abdallah Saleh avait exprimé le souhait de résoudre tous les conflits frontaliers avec ses voisins, notamment avec le royaume saoudien. Vendredi. l'hebdomadaire yéménite El Tas-shih (réforme), d'obédience nassérienne, a affirmé que les autorités saoudiennes ont adressé récemment des mémorandums aux compagnies pétrolières British Petroleum et Total travaillant pour le compte du Yémen, leur enjoignant de « mettre fin à leurs opérations, qui se déroulent en territoire saoudien ». Dans son éditorial, El Tasshih accuse le royaume saoudien d'avoir obtenu « le feu vert des Etats-Unis pour pratiquer une politique de chantage sur le Yémen et le priver de ses res-

Un conflit des années 30

Le conflit remonte aux années 30. Les deux pays avaient conclu en 1934 un accord pour vingt ans, appelé « traité de Taëf», stipulant que les provinces frontalières d'Assir, Najtane et Jizzane appartenaient à l'Arabie saoudite. En 1974, le « traité de Taëf» a été renouvelé pour vingt autres années par le premier ministre yéménite, Mohamed Al-Hijri, assassiné ensuite à Londres par des opposants qui revendiquaient ces provinces. L'actuel gouvernement du Yémen unifié s'oppose catégoriquement au renouvellement du traité, qui vient à échéance en 1994. -

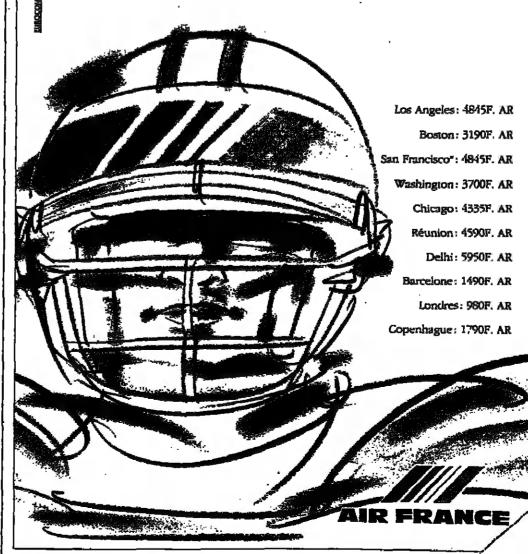
LE MONDE diplomatique

**Avril 1992** 

Israël s'interroge sur ses choix

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 20 F

# New York: 3190F. AR Embarquement immédiat



Tarifs aller-resour applicables au départ de Paris à partir du 11 mai 1992, sauf pour les USA où la validité est int as particulières de vente et de transport. Prix sous réserve de modifications en fonction de la réplet

## Bourgogne: M. Soisson à la tête d'un « gouvernement » de gauche

Après le refus de la droite d'accepter des vice-régidences M. Jean-Pierre Soisson est ormais à la tête d'un exécutif incomplet, qui comprend, outre le président, cinq socialistes et trois écologistes.

de natre correspondente

« Cette attitude prouve avec certitude qu'il y a eu un contrat entre Jean-Pierre Soisson et le Front natio-nal. » Pour M. Dominique Perben, RPR, la preuve est incontestable : la «collusion» du président du conseil régional avec l'extrême droite «ne fait plus de doute». L'assemblée venait de mettre un terme, vendredi 17 avril, à l'élection des vice-présidents, faute de candidats. Neuf avaient été élus, tous membres de la coalition qui soutient M. Soisson. Le dixième devait, en toute logique, selon la représentation proportion-nelle, être attribué à l'un des huit élus d'extrême-droits. Or, à l'appel des condidats la ellege, a replit le des candidats, le silence emplit la salle. Six vice-présidences (sur quinze) restaient donc vacantes.

Le scénario des élus de l'UAB (union RPR-UDF) devait conduire l'ancien ministre dans les griffes du Front national. Leur refus de toute vice-présidence, en dépit de leur commission permanente, et leur absence de la salle pendant les scru-

tins des 14 et 17 avril, avaient pour but de pousser les élus du Front national à prendre une vice-présidence qu'ils appellaient encore de leurs voux il y a quelques jours. «Il n'y a pas eu de contrat, j'ai simplement pris la précaution pendant une suspension de séance, de mesurer auprès de M. Jaboulet-Vercherre (FN) s'il souhaitait présenter un candidate, se défend M. Soisson. Si le Front national est apparu comme l'arbitre de la situation, il estime que ce n'est pas de son fait. «L'artitude de l'UAB est celle de la démission, dit-il. Elle a porté le Front national dence qu'ils appellaient encore de dit-il. Elle a porté le Front national sur un piédestal.»

L'UPF et le Front national se disputent la paternité de l'opposition de droite à M. Soisson. M. Pierre Jaboulet-Vercherre n'a pas attendu une minute à la clôture du scrutin pour s'affirmer comme «la vraie

France unie, le «gouvernement» de M. Soisson s'est installé à gauche. Mais l'ancien ministre est confiant. « Je continue à proposer l'ouverture à l'UAB. Vous verrez qu'avant six ans les six vice-présidences seront attri-

**CHRIS MAISIAT** 

## Limousin: l'opposition divisée après son échec

le PS, le Limousin est aujourd'hui, le théâtre de règlements de comptes internes à la droite, les chefs de file du RPR en Corrèze et en Creuse reprochant à M. Jean-Marie Brachet, tête de liste en Haute-Vienne, d'avoir umis dans sa poches le drapeau du mouvement gaulliste.

de notre correspondant

L'opposition RPR-UDF ne parvient pas à surmonter la déception de son échec aux élections régionales en Limousin. Persuadée, avant le 22 mars, qu'elle allait enfin arracher la région à la «coalition socialo-communiste», confortée dans cette conviction par plusieurs sondages, elle est maintenant divisée sur les raisons de son échec.

M. Jean-Marie Brachet, président de la chambre de commerce et d'in-dustrie de la Haute-Vienne, qui menait la liste UPF dans ce département, a introduit un recours en Conseil d'Etat. Il estime que « des erreurs provenant de nombreux bureaux de valen ont privé sa liste d'un siège lors de la répartition à la plus forte moyenne, siège qui a été attribué au PS pour une différence de

L'aboutissement de ce recours ne renverserait pas, de toute façon, la majorité relative de l'assemblé nale. Et M. Jean-Marie Brachet doit aujourd'hui subir les critiques de ses amis politiques. Il a mené une cammettant, dit-on aujourd'hui à droite « le drapeau [drapeau RPR en l'occurrence] dans sa poche», alors qu'il aurait fallu mener un combat très

Dans les deux autres départeme limousins, les têtes de liste RPR MM. Raymond-Max Aubert (Corrèze), chargé de mission à la mairie de Paris, et Jean-Claude Pasty (Creuse), ont également attribué l'échec aux «mauvais résultats» obte-nus en Haute-Vienne par la liste de M. Brachet, liste, qui, avec 31,54 % des suffrages, a perdu trois points par rapport au pourcentage des voix qui, en 1986, se réclamaient des familles politiques aujourd'hui alliées dans UPF. M. Jean-Claude Pasty, qui présidait, dans le conseil régional sor-tant, le groupe d'opposition, a du coup décide, non sans amertume, d'abandonner ses responsabilités régionales pour se consacrer aux dos-

 PRÉCISION. - M. Bernard Blois. conseiller général de l'Eure, vice-président du conseil régional de Haute-Normandie, nous précise qu'il est UDF, et non RPR, comme nous l'avons écrit par erreur dans le Monde du 11 avril. et que si, comme nous l'indiquions. il a bien participé au scrutin pour l'élection de M. Dominique Chaboche, FN, an poste de sixième vice-président du conseil régional, il a voté blanc.

Seule région dirigée par siers nationaux et européens. C'est PS, le Limousin est aujour- M. Raymond-Max Aubert qui a pris

Vive réaction en Haute-Vienne, où l'on estime «ne pas avoir de leçon à recevoir» et où l'on fait observer que la liste de M. Pasty en Creuse
(41,65%) a perdu elle-même plus de
deux points par rapport à 1986, et
celle de M. Aubent (40,48%) près de
huit points M. Michel Bernard, prour à l'université de Limoges el gaulliste «historique», accuse ses deux voisins de parti de cracher dans rée car, estime-t-il, c'est à Paris qu'a été composée la liste qui est montée au créneau en Haute-Vienne. Cette liste, dit-il en substance, n'était sans doute pas la meilleure possible -« Pour jouer les jeunes loups, il fau avoir des dents », dit-il, - mais elle s été imposée par l'état-major national sans aucune information ni consultation des responsables locaux. Or MM. Pasty et Aubert exercent tous deux à Paris l'essentiel de leurs activités politiques. Ils ne peuvent donc se dédouaner de l'échec commun. Et c'est la cohésion même de l'UPF (18 élus sur 43 conseillers régionaux) qui est aujourd'hui incertaine en

GEORGES CHATAIN

LIVRES POLITIQUES

TETTE révision constitution-

nelle qu'impose le retifica-tion du traité de Maas-

tricht, il convient de s'y préparer

sérieusement : les questions de

souveraineté ne se traitent pas à

la légère. La souveraineté, rappe-

lons-le, est notre bien commun.

L'article 3 de la Constitution dis-

pose qu'elle cappartient au peuple

et par la voie du référendum.

Aucune section du peuple ni

aucun individu ne peuvent s'en

attribuer l'exercice ». Voità qui est

net, sinon tout à fait clair. « Para-

doxalement, souligne Pierre Bou-

retz, l'un des fragments les plus

essentiels de la Constitution est

aussi l'un des plus éniometiques.

Définie par référence à la nation, la

souverainaté appartient au peuple,

comme si l'assance du phéno-

mène ne pouvait coîncider avec le

Il faut donc remonter dans l'his-

toire pour dégager le concept

e des héritages et symbolismes

ambivalents » qui le surchargent,

ce que fait Pierre Bouretz dans

l'article qu'il a rédigé pour le Dic-

tionnaire constitutionnel établi par

cent cinquante-sept auteurs sous

la direction d'Olivier Duhamel et

Yves Mény. Souveraineté est

l'une des quelque sept cents

entrées de cet imposant outil de

traveil, dont l'utilité va bien au-

place qui lui est assignée. »

qui l'exerce par ses représe

pour s'antimer comme « la vraie opposition ». M. Jean-François Bazin (RPR), président du groupe UAB, avait pris les devants quelques heures plus tôt, en déclarant à M. Soisson : « Nous serons vos opposants, calmes, mais déterminés. » Avec cinq socialistes, deux Verts, un élu Génération Ecologie et un élu

# Le septennat en porte-à-faux

La durée du mandat présidentiel ne paraît plus correspondre au « tempo » de la Ve République Un double quinquennat serait sans doute mieux adapté

M. Mitterrand n'a pas eu l'occa-sion, dimanche 12 avril, de donner son avis sur un éventuel raccourcisse-ment du mandat présidentiel. Il a, en revanche, rappelé qu'élu pour sept ans, c'était à lui seul d'apprécier s'il devait volontairement écourter son mandat dans le cas où il estimerait n'avoir plus els conscités de l'exermandat dans le cas où il estimerait n'avoir plus e la capacité » de l'exercer. Une éventualité comparable avait été soulevée en 1969, lorsque Georges Pompidou, qui n'était plus premier ministre, avait déclaré à Rome le 17 janvier : «Si le général de Gaulle renait à se retirer, je me porterair candidat à sa succession.»

porterais candidat à sa succession.»

Cette phrase ayant provoqué une forte émotion dans les milieux politiques de la majorité, de Gaulle, dès le 22 janvier à l'issue du conseil des ministres, avait fait publier un communiqué ainsi rédigé : « Dans l'accomplissement de la tâche nationale qui m'incombe, j'ai été, le 19 décembre 1965, réélu président de la République pour sept ans par le peuple français. J'ai le devoir et l'intention de remplir ce mandat jusqu'à son terme, » Cependant, trois mois plus tard, le 27 avril, après l'échec du référendum sur la réforme du Sénat et des régions, dans l'adoption duquel il s'était personnellement engagé, le général de Gaulle quitait définitivement l'Elysée. Le problème de la ment l'Elysée. Le problème de la durée du mandat présidentiel se trou-

C'est moins le septennat lui-même que son doublement en cas de réflec-tion qui pose la question d'une éven-tuelle réduction . Jamais encore un président de la République ayant entamé un deuxième mandet ne l'a

accompli jusqu'à son terme. Jules Grévy, après huit aus passés à l'Elyste, a du démissionner en 1887 en raison des indélicatesses de son gendre, Daniel Wilson, qui monnayait les légions d'honneur. Albert Lebrun, également au bout de huit années, a quitté le pouvoir en 1940 pour le cèder au maréchal Pétain, et de Caulle au terme de près de cere per le comple au terme de près de cere per le comple au terme de près de cere per le cere de la les de ceres per le cere de la les de ceres per les de la les de ceres per les de la les de la les de ceres per les de la les de la les de la les de la les de les de la les de les de la les de les de la l Ganlle, au terme de près de onze ans de présidence, a démissionné le 27 avril 1969. M. Mitterrand est donc le quatrième président à tenter d'accomplir un deuxième septennat.

> Dix ans ca suffit!

Si le septennat instauré en 1873 au bénéfice du maréchal Mac-Mahon n'a été récliement remis en cause qu'un siècle plus tard par Georges Pompidou, c'est d'abord en raison du rôle essentiellement représentatif du président de la République élu jusqu'en 1958 par le Congrès du Parlement, puis par un collège de notables et sculement depuis 1965 (après la réforme de 1962) par le suffrage universel.

En revanche, sous la Ve République, le chef de l'Etat est devenu, selon la formule consacrée, «la clé de voûte des institutions». Si l'on excepte les sénateurs, dont le mandat est de neut ans (mais le Sénat est renouvelé par tiers tous les trois ans et son président doit être chaque fois réélu), aucun mandat électif n'est en France aussi long que celui du président de la République : cinq ans pour les députés et les conseillers municipaux, aix ans pour les conseillers régionaux

Mais surtout l'histoire politique de la V- République enseigne que le rythme septennal, et a fartiori bisep-tennal, ne correspond plus à une grande réalité. Le «tempo» biologi-que du corps politique français sem-ble se situer plutôt entre dix et douze ans, c'est-à-dire un doublement du quinquennat ou du sextennat. Un premier coup de semonce est en général adressé par l'opinion aux dirgénéral adressé par l'opinion aux din-geants du pays avant le terme de sept ans. Le renouvellement du mandat permet de vérifier alors les senti-ments du corps électoral. Ainsi, après avoir ressenti les premiers effets de la désaffection lors de sa mise en ballottage à l'élection présidentielle de 1965, le général de Gaulle, arrivé au pouvoir en 1958, a-t-il été ouverte-ment mis en cause en mai 1968 avec le slogan révélateur de « Dix ans ça suffit». Bien que son mandat se soit prolongé encore une année, son auto-rité ne s'est donc en réalité exercée que dix ans.

Georges Pompidou, emporté par la maladie le 2 avril 1974 après cinq ans passés à l'Elysée, avait pris conscience de la nécessité d'une réforme. Il avait entamél année précédente l'instauration du quinquennat que l'hostilité d'une partie de la gauche et les réticences des centristes au Parlement avait bloquéte.

M. Valéry Giscard d'Estaing a pu terminer son septennat en 1981. Mais au bout de quaire ans de mandat, les élections législatives de 1978, gagnées

de justesse après les cantonales de 1976, mauvaises pour le pouvoir, ainsi que les municipales de 1977, peu favorables hormis à Paris, avaient eu valeur d'avertissement. Et, dès la sixième année du mandat, l'affaire des «diamants» avait porté atteinte au crédit du chef de l'Etat.

M. Mitterrand a lui aussi connu M. Mitterrand a jui aussi connu l'épreuve de la cinquième année puis-que c'est à ce moment-là, en 1986, que le parti du président de la Répu-blique a perdu les élections législa-tives. S'il a pu rétablir la situation à son profit au terme de la cohabita-tion de la Mitternet de la cohabitation, en bénéficiant de la division de ses adversaires, son deuxième mandat a été marqué, en 1991, par une chute sensible de sa popularité avant l'échec de son parti aux élections locales l'année suivante. Il a ainsi, à son tour, connu le passage difficile de la dixième année de mandat.

Qu'il s'agisse de la solitude du diri-grant suprême, de l'usure du pouvoir, des mutations de la société, du rajeu-nissement des prétendants et de leur impatience ou de l'accélération de l'Histoire, le septennat, surtout lors-qu'il est réitéré, ne semble plus cor-respondre réellement à la sociologie politique du pays et aux aspirations des électeurs . Toutefois, une réelle réforme n'aurait tout son sens que si elle s'accompagnait d'une adaptation plus vaste des institutions puisqu'il devrait être possible, au terme de trente-quatre ans de pratique, de dresser un bilan et d'effectuer une sorte de check-up de la Constitution de la V- République.

ANDRÉ PASSERON

# L'émergence du fait minoritaire

logique majoritaire yers l'impasse minoritaire ne doivent rien au lassard. Ils sont le fruit malheureux de quatre facteurs essentiels. D'abord, chronologienement, le retone progressif de la du système électoral français. Il vient d'être contenu, mais il n'est pas stoppé. Après vingt et un ans de règle majoritaire, les premières élections européennes de 1979 ont eu lieu sous le régime proportionnel. La bipolarisa-tion manichéenne de l'époque en a éclipsé les effets. Ceux-ci furent pouranés. A gauche comme à droite, les liens entre alliés se sont aussitôt desserrés, et les rapports de force modifiés. Les deuxièmes élections européennes (1984) en ont dramatisé les conséquences, avec l'irrup-tion du Front national, l'enlisement du PC, l'émiettement des partis. Les élections législatives et régionales de 1986 ont accentué cette pente, malgré le dualisme politique sommaire de l'époque. Les élections européennes de 1989 et les élections régiodémonstration. Qu'il soit national ou

tatives de révision constitution-

L'arricle choisi ici, comme illus-

tration de l'ouvrage, court sur

quetre pages en raison de la com-

plexité du sujet justement relevée

per l'auteur. Celui-ci observe que

la souveraineté, principe d'identité

nationale, demeure e jalousement

gardée par la jurisprudence consti-

tutionnelle lorsqu'il s'agit de régler

les relations du droit interne et du

droit public externes. Mais, de

plus en plus, elle doit céder le pas

à « des valeurs universelles qui

justifient le droit d'ingérences.

Pierre Bouretz poursuit : « SI I'on

ajoute que sur fond de construc-

tion européenne et de fin de

guerre froide des identités souve-

raines travaillent à s'effecer lors

même qu'un consensus se forme

sur la nécessité de protéger celles

qui sont violées, le destin de l'idée

de souveraineté est paut-être

scellé en un ultime paradoxe. Calui

qui noue l'urgence de sa recon-

naissance à l'idéal de sa dispari-

tion sur l'horizon régulateur de

l'avenement d'une République uni-

verselle. »

proportionnel italianise irresistibleproportionnel transmise irresistrole-ment PHexagone. La règle majoritaire impossit une discipline brutale, la règle minoritaire tourne toute cohé-rence en dérision. Or elle triomphe sur le terrain régional et empoéen, et elle compte d'influents partisurs pour

Deuxième facteur, à la fois conséquence et amplification du premier : le déclin des partis de gouvernement, la condamnation des partis dominants. La V. République a connu un vrai parti dominant - la formation gaulliste - et un parti qui aurait pu aspirer à le devenir, le PS. En fait, inégalement - la durée au pouvoir et la primauté électorale qui caractérigaulliste a réellement coîncidé ave ce qui en constitue l'autre trait. l'idéologie dominante de l'époque. Le PS, en revanche, a perdu son « projet» en gagnant le pouvoir. Alors que gaul-listes et socialistes ont dépassé jadis les 35 %, les premiers vise d'hui modestement les 25 %, que les seconds n'approchent même plus. Il n'y a plus de parti dominant, mais

traité de Maastricht, en ce qui

concerne le droit de vote des res-

sortissants de la Communauté aux

élections municipales et les trans-

ferta de souveraineté que suppose

l'union monétaire. Le débat, parce

qu'il touche précisément à toute

une symbolique de l'Etat-nation (et pas seulement en France), ne

se cantonnera pas à une argumen-

tation juridique. On voit déjà se

profiler une joute politique, à la

fois embarrassée et passionnelle,

où vont se croiser les vieilles que-

relles sur l'intégration européenne

et les prérogatives du pouvoir

Les articles du Dictionnaire

constitutionnel sa renvoient les

uns aux autres. C'est ainsi qua

souverainaté débouche sur abso-

lutisme, droits de l'homme, droits

fondamentaux, individualisme et

que la lecteur est invité à se recor-

ter à nation, s'il s'intéresse parti-

culièrement à souveraineté natio-

nale, et à nation et peuple s'il

cherche du côté de souveraineté

populaire. Le risque de ce jeu de

Ce que souveraineté veut dire

delà, on s'en doute, des rares ten- , que va soulever l'application du

trois partis (RPR, PS et, à un degré bien moindre, UDF) qui peuvent espérer dépasser l'an prochain la barre des 20 %, plus une myriade inconstante de formations de tailles moyennes ou médiocres (Front natio-nal, PC, Verts, Génération Ecologie). On frèle le contre-modèle italien, on

Troisième facteur porteur de la logique minoritaire : le désert idéocogrape actual. La V. République était encore, il n'y a pas tongtemps, le champ privilégié de guerres de religions furiesses, thélitales et minutes.

In'en resté plus déstrejais que des fragments et des débries L'idéologie communiste s'est effondrée et désarticulée. L'idéologie socialiste appar-tient à l'histoire des idées mortes. Le «projet» adopté l'an demier constitue une honnête abjuration du passé, une sage conversion au présent, une anticipation de l'avenir.

locales

L'idéologie gaulliste s'est fondue rogressivement dans l'idéologie libéprogressivement dans l'ideologic illus-rale, laquelle, après avoir été si longmps introuvable en France, fut tour à tour conquérante en 1986, puis embarrassée après 1988. Sur le terrain des valeurs, des concepts, des idées, tout est à reconstruire, rien ne pent fédérer les minorités enchevêtrées et

Enfin, la montée en puissance des féodalités locales (régionales, départe-mentales, municipales), très sensible

ANDRÉ LAURENS

mots et des idées.

courir tout bon dictionnaire aux aventuriers en quête du sens des

Les directeurs de l'entreprise. Olivier Duhamel et Yves Mény, Indiquent que celle-ci na se limite pas à la France, dont l'histoire constitutionnelle est très riche, mais qu'elle s'étend à un grand nombre de pays et que, dans la mesure du possible, « l'histoire, le droit et la science politique comparés s'y insèrent». Ils soulignerit le caractère collégial de ce travail, qui ne prétend pas à l'unicité des vues, mais dont la richessa réside plutôt dans « la multiplicité des voix qui y concourent, le diversité des approches et des analyses qui donnent davantage l'image du plu-

ralisme que de la cacaphonie ». La richasse de cette production collective est évidente à la première consultation d'un ouvrage qui, bien sûr, en appelle d'autres s'il est vrai que s'impose le constitutionnalisme, lequel définit la supériorité accordée à la Constitution sur toute sutre norme, parca equ'elle bénéficie d'une légitimité érigée en mythe sacralisé». Que d'entrées et de renvois

à consulter l Dictionnaire constitutionnel. verselle.»

On est là au cœur du problème

lecture qui s'alimente ainsi d'ellemême, mais il est celui que fait

ou cœur du problème

neme, mais il est celui que fait

ou cœur du problème

ou cœur du problème

ou cœur du problème

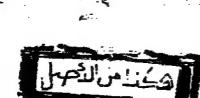
en dix ans, décompose la géographie par ailleurs dominée par l'échéance européenne. Ce quatrième facteur n'est pas en lui-même négatif puis-qu'il enracine la démocratie locale et propose au moins un dessein exté-rieur pour la France. Il contribue cependant à disloquer en même temps la logique majoritaire. Traver-sée par l'individualisme, démembrée par le corporatisme, la société politi-que française est menacée d'émiette-

Le fait minocitaire n'est certes pas irrésistible, irréprésable, irréversible. La funtre élection présidentielle sera, recomposition. Si la commission charpée de la réforme de la loi électorale aboutit et propose par exemple un simple correctif proportionnel a un système qui resterait clairement sous Pempire majoritaire, l'équité y gagne-rait sans que l'efficacité y perde, Encore faudrait-il songer alors à ce natore mutatat songer autre a conque chaque type de scrutin (municipal, départemental, régional, national) comporte à l'aveair une prime majoritaire et qu'en somme le principe de la loi municipale (majoritàire à cor-rectif proportionnel) soit généralisé. Encore faudrait-il aussi que chaque parti de gouvernement se montre capable d'élaborer une plate-forme de capable d'élaborer une jame idéologie propositions illustrant une idéologie propositions illustrant une idéologie propositions illustrant une idéologie pour qu'il redevienne clair qu'à l'alterpour qu'il receveme com l'alternative. Encore faudrait-il enfin que s'affune de nouveau un Etat régalien fédéra-teur, d'autant plus nécessairement prestigieux que la démocratie locale progresse, d'autant plus nécessaire ment ambitieux que l'Europe se construit, d'autant plus légitime enfin qu'il saurait se rénover. Et qu'ainsi les récentes élections régionales, loin de constituer la maquette diabolique de la société politique française du vinst et unième siècle, en sezzient tout au ALAIN DUHAMEL

**EN BREF** 

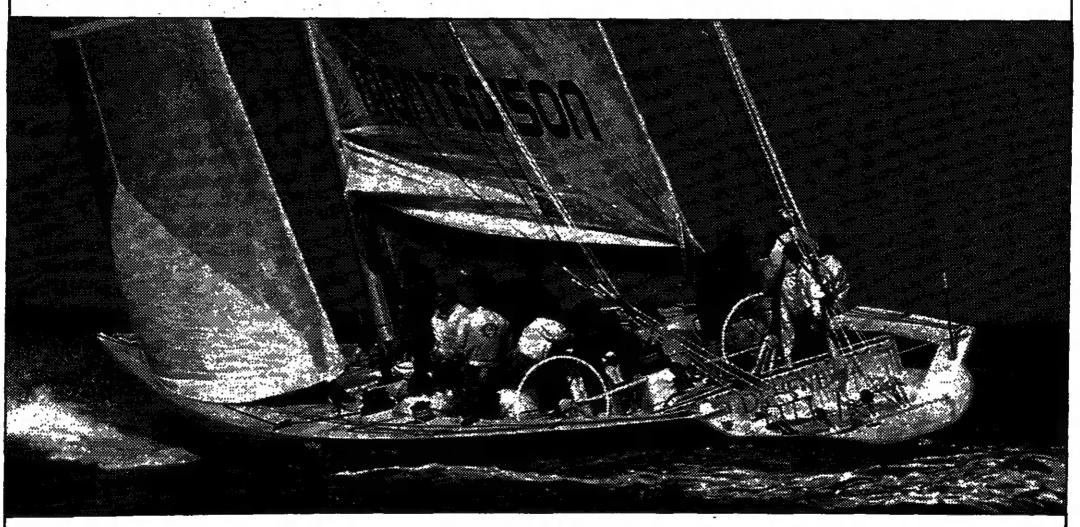
D M. Le Pors (PC) ne mettrait « aucune exclusive » à une participation au gonvernement. - M. Anicet Le Pors, membre du comité central du PC, ancien ministre, a affirmé jeudi 16 avril, au cours de l'émission «le Grand O» O'FM-la Croix. qu'en raison de l'abandon progressif du clivage droite-gauche il ne mettrait a priori « aucune exclusives à sa participation à un gouvernement, sauf à l'égard des a forces qui défendent des positions de violence et de racisme » telles que le Front national. Il a estimé, en prenant l'exemple du Haut Conseil à l'intégration, que « sur des problèmes concrets et sur des valeurs, des gens qui se situent les uns à droite, les autres à gauche, peuvent se retrouver ».

Débat sur la presse et l'audiovisuel le 23 avril - Le débat sur la presse et l'audiovisuel annoncé le 15 avril par M. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat à la communication, aura lieu jeudi après-midi 23 avril à l'Assemblée nationale. Il sera précédé d'une déclaration du



# porte-a-faux

# AMERICA'S CUP. La Technologie ITALIENNE a PLEINES VOILES.



Du jamais vu!

Pour la première fois
dans l'histoire de
l'America's Cup, un
bateau italien
s'est qualifié pour la
finale des
challengers. Ce succès
est celui d'un
grand équipage et
d'une technologie

triomphante: celle de

Montedison,
holding industrielle du

Groupe Ferruzzi,
qui a construit en un
temps record non
pas un mais cinq

engagés dans la
compétition. C'est
justement avec le Moro
di Venezia 5 que
Montedison a remporté
cette étape.

importante. Une
victorie rendue
possible parce que
Montedison s'est
engagé à fond, qu'il a
employé les
meilleurs de ses

chercheurs et de
ses techniciens et qu'il
a réalisé les
coques, les quilles, les
mâts et les voiles.
Maintenant,
Montedison tout
entier dit à l'équipage
"Allez-y! Nous
sommes tous avec

POUS"

# MONTEDISON

LEADER MONDIAL DES MATERIAUX AVANCES.

n: 6s, rds et s. rds et s.

#### L'affaire Touvier

# Des avocats s'émeuvent du placement sur écoutes téléphoniques de deux de leurs confrères

Deux petites pages de «l'arrêt Touvier» rendu le 13 avril out sus-cité l'indignation de bon nombre d'avocats. Au chapitre des annulations d'actes, les magistrats de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris évoquent en quelques lignes le placement sur écoutes de deux avocats, Mª Jacques Buttin, du barreau de Chambéry, qui fut le conseil de Paul Touvier en 1976 dans le cadre d'une procédure civile concernant le testament de son père, et M. Jacques Vergès, du bar-reau de Paris, qui a défendu Klaus Barbie lors du procès de Lyon. Au mois de novembre 1988, alors que Paul Touvier était en fuite, une commission rogatoire du juse d'ins-truction tendait en effet à «faire procèder aux réquisitions utiles à connaître l'ensemble du courrier

à placer sur écoutes la ligne télépho-nique de Me Buttin ainsi que celles

Depuis l'arrêt de la chambre d'accusation, ces pièces ont disparu du dossier : estimant que le magistrat instructeur « devait s'interdire d'ordonner de telles surveillances des a ordonner de teues surveitunces des lors que la personne intèressée avait la qualité d'avocat et qu'il n'y avait pas lieu de présumer qu'elle pouvait entretenir avec l'inculpé des rapports indépendants de sa qualité profes-sionnelle », les magistrats ont annulé commissions rogatoires. La colère des avocats ne s'est pas éteinte pour autant. M. Vergès, qui se dit « scan-dalisé par ces mèthodes de voyou», a transmis au bâtonnier de l'ordre des avocats de Paris, Mª Georges

deux juges d'instruction qui se sont succédé dans ce dossier, MM. Claude Grellier et Jean-Pierre Getti. Me Buttin, qui admet avoir reçu après la procédure civile enga-gée en 1976 plusieurs lettres éma-nant de Paul Touvier, a fait de même à Chambéry.

« Un avocat n'est pas au-dessus des lois, déclare Me Vergès, mais il s'agit là des rapports professionnels qu'il entretient avec ses clients. Il n'y a pas de profession d'avocat possible si le secret professionnel est violé. » Dans un communiqué diffusé ven-dredi 17 avril, le conseil de l'ordre des avocats de Chambéry s'est lui aussi élevé contre ces pratiques : dénonçant cette « violation intoléra-ble du secret professionnel que rien ne saurait justifier », le conseil souprises afin que, désormais, toute écoute téléphonique soit interdite et que la confidentialité de la corresance soit scrupuleusement assu

□ Le Syndicat des avocats de France dénouce «une idéologie partisane», après l'arrêt de non-lieu. -Réagissant à l'arrêt Touvier, la section parisienne du Syndicat des avocats de France (SAF) «s'inquiète de constater que de hauts magis-trats, statuant au nom du peuple français, n'hésitent pas à détourner leur mission et le pouvoir qui leur est ainsi confèré pour les mettre au service d'une idéologie partisane en confondant examen juridique des faits et révision de l'histoire».

## Les articles 226 et 227 du code pénal et la jurisprudence Le droit de critique des décisions de justice

par Maurice Peyrot

A l'annonce de la décision de la chembre d'accusation de Paris concernant Paul Touvier, les résotions ont été immédiates, spontanées, incontrôlées et parfois incontrôlables. Une colère sincère engendrait des mots quelquefois violents, et les plus pudiques lâchaient à l'égard des juges les phrases les plus sévères. Largement repris par tous les orgenes de presse, ces cris de fureur dénonçant l'injustice de la justice dans une décision perticulière ne tombelent-il pes sous le coup de la loi? Le corps judiciaire n'allair-il pes se protéger en soulevant quelques vieux cartons poussiéreux pour brandir un texte qui réprime la criti-que des décisions de justice?

Nul n'y a pensé, car, outre le fait que l'initiative aût été maineureuse, Il semble bien que ce texte ne corpénal dispose : « Quiconque aure publiquement, par actes, paroles ou écrits, cherché à jeter le discrédit sur un acte ou une décision juridictionnelle dens des conditions de nature à porter atteinte à l'auto-rité de la justice ou à son indépendance, sere puni de un è six mois d'emprisonnement et de 500 è 30 000 F d'emende, » Issu d'une ordonnance du 23 décembre 1958, cet article provoqua un tel trouble que le garde des sceaux. dans une conférence de presse, déclarait, le 13 mars 1959, qu'il ferait l'objet de «l'interprétation la plus libérale». Il s'agissait cependant d'un texte pouvant avoir des conséquences graves sur la liberté

consacrée à l'article 226, M= Danièle Mayer, chargée de cours à l'université de Dijon, sou-ligne ce danger en observant capendant une distorsion entre le but poursuivi per la législation et la formulation de l'article. A l'époque, il s'agissait de lutter contre les abus de la presse à sensation en marquent «le limite entre la liberté et la licence». Mais Mayer constate que, si l'article a provoqué peu de condamnations, elles ont été infligées principalement à de petites publications politiques. Car, pour appliquer l'article 226, il faut que la critique ne s'adresse pas seulement à une décision meis jette le discrédit sur le pouvoir judiciaire

> L'institution on les magistrats?

« il faut une volonté d'atteindre la le substitut général Marc Domingo, qui fut le chef de la section du parquet de Paris spécialisée dans les délits de presse. Avant d'ajou-ter : «C'est un texte qui n'est pas facile à manier, ». Certains l'ont carrément manipulé puisque quelques très rares condamnations visalent des écrits fustigeant una simple décision judiciaire. Mais il semble que l'on soit revenu à une interprétation plus stricte.

Ainsi, la 7 mars 1988, la Cour de cassation a rejeté la demande de l'Association professionnelle des magistrats (APM) qui souhaitait poursuivre M. Raymond Forni, à l'époque président de la commis-sion des lois. Celui-ci avait déclaré,

d'expression. Dans son étude à propos d'un jugement condam-consacrée à l'article 226, nant Jean-Marie Tjibaou, leader indépendentiste canaque, « pour avoir poné atteinte à l'intégrité du territoire national», qu'il s'agissait d'une décision «absurde et imbé-

> La Cour de cassetion avait estimé que les infractions à l'article 226 e ne sont punissables que lors-qu'il est porté atteinte à l'intérêt de la lustice comme institution fondsmentale de l'Etat et non aux magistrats qui concourent à la justice s. tales que concourent à la pusque s. Et les juges suprêmes an dédui-saient que seul le parquet était habilité pour exercer des poursuites sur ce texte « dont l'objet exclusif est la protection de l'intérêt général qui s'attache à l'autorité de la justice ou à son indépendance » (le Monde du 12 mars 1998).

Un opuscule (1) diffusé par l'Association d'études et de recherches de l'Ecole netionale de la magistra-ture commente cette décision après avoir constaté : «On doit se montrer (...) très réservé face à de telles incriminations qui, en voulent certes limiter les critiques abusives ou malvelllantes de la pressa, ris-quent vite d'aboutir à l'instauration d'une véritable obligation de réserve pour les journalistes totale-ment incompatible avec leur liberté d'opinion proclamée per ailleurs. »

Un autre article sembleit pouvoir constituer une menace pour la liberté d'expression. Il porte la numéro 227 et réprime la publication e de commentaires tendant à exercer des pressions (...) sur la décision des juridictions d'instruction ou de jugement». Pour M- Mayer, c'ast un article «mort-né», puisqu'il n'a entraîné

arrêt de la Cour de cassation du 10 juin 1988 a sévèrement réduit son champ d'application.

n'ont toujours pas été abrogés et que les circonstances peuvent un jour amener une juridiction à en interpréter le sens d'une manière conjoncturelle. La suppression des textes ambigus s'impose afin que le droit de critique prenne toute le valeur que lui donnait M. Pierre Drai, premier président de la Cour de cassation lors de l'audience solennelle du 6 janvier 1989 en déclarant : « Dépassant les limites de l'enceinte où nous sommes réunis, je veux, pour fair, élergir mon propos à tous les magistrats de notre pays (...). Feites comsitre vos efforts quotidiens; soumettez à critique vos décisions; engagez un débet ouvert avac l'opinion chaque fois que les règles de notre institution le permettent; puis attendez que nos concitovens. comme nous le faisons nousmêmes ; avec rigueur mais com-

L'année sulvante, il insistait en reppelant : « Veillons à nous enrichir de le critique (....). Que l'opinion publique s'intéresse eu contenu d'un jugement, en discute et le critique, cela est normal, et c'est aussi une règle fondamentale de la

(1) Le Droit à l'information et le pro-cès pénal, par Gilbert Cousteaux et Patrick Lopez-Terres, juillet 1991. Col-lection « Les points de ropère judi-ciaires ».

Pour faux, usage de faux et abus de confiance

# Une information judiciaire est ouverte contre l'Olympique de Marseille

Conformément aux directives données par le ministre de la justice, M. Michel Vauzelle. visant neuf clubs de football professionnel, le parquet de Marseille a ouvert, jeudi 16 avril, une information judiciaire contre X concernant l'Olympique de Marseille, des chefs de faux, usage de faux et abus de confiance. Mª Bernadette Augé, doyen des juges d'instruction, a été chargée du dossier. C'est ce magistrat qui instruit déjà l'information judiciaire partielle, du chef d'usage de faux, ouverte le 21 février dernier à la suite d'une plainte de l'ex-inspecteur Antoine Gau-

MARSEILLE

de notre correspondant régional

L'affaire des comptes de l'OM remonte à novembre 1990. A cette date, une enquête préliminaire de police avait été ordonnée par le parquet de Marseille dans le prolongement de l'affaire des malversations du RC Toulon. Les policiers avaient découvert dans la comptaavaient découvert dans la compta-bilité du club marseillais une série ularités portant, notamme sur des contrats de prêts fictifs consentis par l'OM à certains joueurs et le versement d'importantes commissions à de mystérieux intermédiaires agissant sous le couvert de sociétés étrangères.

Le directeur général de l'OM, M. Jean-Pierre Bernès, avait notam-ment admis que ces contrats de prêts n'étaient que « l'habillage juri-dique de primes occultes convenues entre les joueurs et le club ». Un fait également reconnu par l'un des joueurs, Philippe Vencruysse.

Le sort de M. Bernard Tapie

De même, M. Bernard Tayle, président de l'OM, après son audition par les enquêteurs, le 22 avril 1991, avait expliqué, sur TF 1, que la rémunération, des intermédiaires professionnel, qu'il déplorait, sans avoir la possibilité de *éfaire mare-*ment ». Le futur ministre du goument ». Le futur ministre du gou-vernement Bérégovoy avait toute-fois estimé que ces pratiques avaient un caractère « fiscal mais non pénal» (1). Dans un rapport de synthèse, adressé à la Chancellerie le 4 juillet 1991, le procureur de la République de Marseille, M. Olivier Dropet, s'était prononcé pour l'ou-verture d'une information judi-ciaire.

«Les délits de faux et usage de faux paraissent d'ores et déjà établis», écrivait-il en estimant que MM. Bernard Tapie et Michel Hidalgo (ancien directeur de l'OM), tous deux signataires des contrats,

de ces chefs ». Il considérait toute-fois que «l'existence du délit d'abus de confiance, ou son inexistence, ne pourra que résulter d'investigations (...) dans le cadre de commissions rogatoires à l'étranger».

L'avis du magistrat instructeu peut, certes, être différent de celui du parquet. Si Ma Augé estime que les charges contre M. Tapie ne sont pas suffisantes, elle peut encore l'entendre comme témoin. Dans ce l'entendre comme témoin. Dans ce cas, elle devra obtenir l'autorisation du conseil des ministres (c'est le président de la Cour de cassasion, ou son délégué, qui procède alors à l'audition). Mais on conçoit mal qu'elle choisisse octie voie en ce qui concerne les délits de faux et d'usage de faux. L'article 105 du code de procédure pénale lui interdisant, sauf à faire échec aux droits de la défense, d'a entendre des personnes contre lesquelles il existe des indices graves et concordants de culpabilité». Reste, éventuellement, pabilité ». Reste, éventuellement, l'inculpation à laquelle, juridiquement, rien ne s'oppose, passé le délai d'un mois suivant la nomination de M. Tapie comme ministre.

Une issue qui, dans l'immédiat, paraît politiquement douteuse. Dans son communiqué, publié le 15 avril, M. Vauzelle souligne que 15 avril, M. Vauzelle souligne que e seul le traitement judiciaire permettra de faire équitablement, et de manière complète, la part des irrégularités de gestion, de celle des éventuels cas d'enrichissement personnel ou de corruption ». Or l'enquête préliminaire de police n'incrimine pas les dirigeants de l'OM en ce qui concerne ces derniers cas et il convient peut-être d'attendre, à ce sujet, le texte de la loi sur la moralisation du sport préparé par M= Frédérique Bredin.

(1) Ni le fise ni l'URSSAF, auxqueis surait été porté préjudice, n'ont, jus-qu'lei, engagé de poursuites.

M. Antoine Gaudine craint ane amnistie pour M. Bernard Taple. – M. Antoine Gaudine, qui avait porte plainte contre M. Taple en qualité de contribuable représen-tant la ville de Manscille dans l'af-faire de l'OM, se demande dans un faire de l'OM, se demande dans un communiqué si le pouvoir n'a pas « déjà préparé une porte de sortie au président de l'OM, membre du gouvernement » : « Derrière l'annonce d'une loi de moralisation des pratiques du monde du football pourrait se décider, comme pour Urba et M. Nucci, une nouvelle amnistie épargnant à M. Taple d'avoir à répondre, face à un juge d'instruction, de la véritable destination des fonds de l'OM transfèrés à l'étranger. Il appartient au premier minis-10 DE 11 jonas de l'OM transjèrés à l'étran-ger. Il appartient au premier minis-tre de démentir cette redoutable perspective et de dire si M. Taple, qui aurait dû être inculpé depuis juillet 1991, répondra devant la jus-tice de ses actes comme tout choyen de ce nave »

POINT DE VUE

# **Discrédit**

par M. Michel Laval

A décision randue le 13 avril 1992 par la chambre d'accu-Paris, qui a renvoyé le chef de la Milice, Paul Touvier, à une retraite palsible sur le lit de ses crimes, est une mauvaise décision de justice. La devoir, aujourd'hui, commande de la dire, et de le répéter sans relâche, jusqu'à ce que la salutaire fronde civique qui s'est levée contre elle en ait enfin raison.

Une meuvaise décision de justice, c'est une décision qui jette le désordre dans la nation et outrage la conscience des citoyens. C'est honnête protestant au supplice de la roue; c'est le jugement d'un tribunal militaire qui jette au bagne un offi-cier juif innocent; c'est la décision d'une juridiction de circonstance, la guillotine des hommes déjà jugés et déjà condamnés pour les mêmes faits. La décision rendue le 13 avril 1992 par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, qui a essessiné une seconde fols les sept otages juifs de Rillieux-la-Pape en absolvant leur bourreau, est entrée dens le panthéon noir des mauvaises décisions de justice.

Cette décision ne doit rien au hasard, ni à l'erreur. En 215 pages, elle se livre, sous couvert de dire le droit, à une interprétation de falts historiques qui, pour aberrante qu'elle soit, est suffisamment

méthodique et élaborée pour qu'on puisse considérer que ses auteurs l'ont longuement pansée et mûrie, avant de la lancer à la face de la communanté publique. Le révisionnisme vient de recevoir là sa consécration judiciaire sous la forme du régime de Vichy, et d'une non moins stupéfiante disculpation de la Milice. Les «amants inconsolebles de la défaite et de la colleboration», dont parle dans ses «Mémoires» le général de Gaulle, tiennent enfin, cinquante ans après, leur viatique. L'arrêt fera date, n'en doutons pas, quelle que soit son éphémère desti-

Chacun prend ses responsabilités. Il est dans le code pénal un article qui punit ceux qui cherchent «publiquement par actes, paroles ou écrits, à jeter le discrédit sur un acte ou une décision juridictionnelle...; Si, d'aventure, les lignes écrites ici paraissent tomber sous le coup de ce texte, qu'on nous poursulve. Nous verrons alors, qui, du juge qui a pris le parti du bourreau, ou du citoyen qui s'est rangé du côté de ses victimes, qui, du megistrat qui juge au nom du peuple français, ou du peuple français qui juge ses magistrats, s'est mis hors la loi. Nous verrons alors qui, de la décision rendue, ou de la critique qui en

est faite, a jeté le discrédit. ▶ M. Michel Laval est avocat au SCIENCES

En travaillant sur des souris mutantes

# L'Institut Pasteur a réalisé la première substitution fonctionnelle de gènes chez un mammifère

autre dans des cellules embryonnaires, une équipe de l'Institut Pasteur est parvenue, pour la première fois au monde, à obtenir des souris mutantes dont la morphologie a été modifiée au cours de l'embryogenèse. Publiés dans les dernières livraisons des revues Cell (datée du 17 avril) at Médecine/Sciences (avril 1992), ces résultats s'appuient sur deux techniques récemment mises au point, qui ouvrent de nouvelles perspectives pour l'étude du développement embryonnaire et la compréhension des maladies héréditaires

En remplaçant un gêne par un

Comment un amas de cellules indifférenciées, issues des divisions successives d'un œuf fécondé, s'organise-t-il pour aboutir à une ébauche embryonnaire formée d'une tête, d'un thorax, d'une colonne vertébrale? Dans cette métamorphose, l'une des plus mystérieuses de la biologie, on sait désormais qu'intervient un groupe très particulier de gènes, chargés de déterminer le devenir des cellules

selon la région de l'embryon où

elles sont situées. Découverts chez la mouche drosophile à la fin des années 70, ces « homéogèaes » existent également chez tous les mammifères. Une soixantaine ont été identifiés à ce jour chez la souria, et la liste n'est sans doute pas close. Mais l'on ignore encore pour l'essentiel la manière dont ils fonctionnent, ainsi que les anomalies de développement que peuvent developpement que peuvent et de le comm normal de leur développement. La seconde technique, dite de recombinaison génétique homologue, donne aux chercheurs la possibilité de « greffer » dans les chromosomes, de manière extrêmement précise, le gène étranger qu'ils souhaitent étudier. Pendant longde développement que peuvent provoquer leurs dérèglements.

C'est sur l'un de ces homéogènes de souris, appelé Hox-3 1, qu'ont porté les travaux de l'équipe de l'Institut Pasteur. Les chercheurs Philippe Brület, Hervé Le Mouellic et Yvan Lallemand (1) se sont appuyés sur deux techniques récentes qui, combinées l'une à l'autre, devraient désormais constituer un outil de choix pour le transfert de gènes animaux ou

> Greffe «au hasard»

La première, testée chez la souris depuis quelques années, consiste à travailler sur des cellules souches embryonnaires. Prélevées à un stade très précoce de l'embryoge-nèse, ces cellules ES (pour embryonic stem) ne sont pas encore spé-cialisées; cultivées en laboratoire, elles peuvent donc y recevoir un gène etranger, puis, une fois réin-

loppement.

La seconde technique, dite de recombinaison génétique homologue, donne aux chercheurs la possibilité de «greffer» dans les chromosomes, de manière extrêmement précise, le gène étranger qu'ils souhaitent étudier. Pendant longtemps, en effet, la plupart des transferts de gènes pratiqués sur des embryons de mammifères (souris, vaches, moutons) étaient réalisés en introduisant ce gène « au hasard ». D'où une perte de rendement considérable.

Délicate et complexe mois de

Délicate et complexe, mais de mieux en mieux maîtrisée par les biologistes moléculaires, la technibiologistes moléculaires, la techni-que de recombinaison homologue permet désormais de contrôler combien de copies du gène sont introduites dans une cellule et de programmer le lieu de leur intégra-tion. On peut ainsi insérer un gène donné en un endroit précis du génome receveur, sans risquer la modification indésirable d'autres gènes.

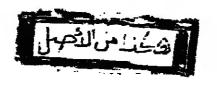
Par recombinaison homologue, les chercheurs français ont ainsi obtenu des souris dans lesquelles le gène Hox-3 l avait été remplacé par un gène «marqueur» (n'inter-venunt pas dans le développement de l'embryon mais permettant de repérer les cellules qui le contien-

présentent une anomalie de certaines vertèbres, qui se sont transformées en prenont l'apparence de vertebres plus antérieures », résume Hervé Le Mouellic. Ainsi la perte du gene Hox-3 1 a-t-elle transformé le devenir de toute une région embryonnaire, wen modifiant non pas la position, mais l'identité des cellules qui auraient du exprimer cet homéogène ».

Ces travaux, qui présentent un intérêt fondamental pour les embryologistes, pourraient également ouvrir d'importantes perspectives à la recherche biomédicale. Cette technique de substitution génique, très spécifique, permet en effet d'évaluer le rôle d'un gène dans des conditions physiologiques réelles. Elle devrait ainsi scoélérer la mise au point de modèles animaux porteurs d'affections humaines héréditaires ou à incidence génétique, modèles qui manquent encore cruellement pour comprendre l'étiologie de nombreuses et graves maladies.

CATHERINE VINCENT

(I) Unité de génétique cellulaire de l'Institut Pastour de Paris (associée au CNRS, URA 1148).



 $(A_{i},A_{$ 

e see landing

5 10 38

- S. .. M.

----

4. - N

Distance of

Para Line

990

ي د

Reserved to the second second

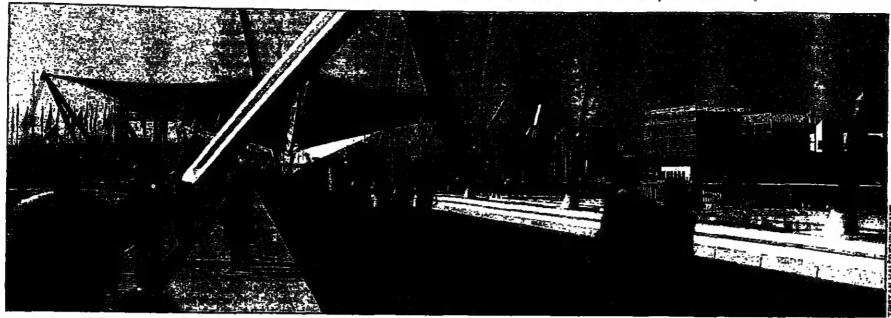
in wetene a deux ellossos

Bordea

# HEURES LOCALES

# Espagne, pays des autonomies

L'Exposition de Séville met l'Andalousie à l'honneur au moment où les régions qui composent la péninsule lbérique bénéficient de nouveaux transferts de compétences



L'Espagne se conjugue au pluriel, du nom de ses provinces autonomes, dont les pavillons se dressent derrière la porte de la Barqueta.

#### MADRID

#### de notre correspondant

OIT-ON dire une Espagne ou des Espagnes? Plus que jamais cette nation, que quarante ans de franquisme ont maintenne dans un carcan centralisateur, se conjugue au pluriel. e En quinze ans, le pays le plus centralisé d'Europe est devenu l'un des plus décentralisés derrière des fèdérations traditionnelles comme la Suisse et l'Allemagne », écrit le professeur de droit constitutionnel de l'université de Barcelone, M. Eliseo Aja. Ce juriste ajoute : « La transformation réalisée par la Constitution et les statuts d'autonomie a été énorme. » Mais c'est surtout la Constitution de 1978 qui, en facilitant l'accession à l'autonomie, a été à l'origine de ce bouleversement puisqu'elle a donné un cadre juridisement puisqu'elle a donné un cadre juridi-que à des aspirations nationales qui exis-taient depuis longtemps déjà sur le territoire

Les particularismes régionaux sont en effet une vieille notion en Espagne. Ils corsondent à des sentiments nationalistes bien ancrés qui, encore aujourd'hui, font dire à un Castillan ou à un Galicien qu'il est d'abord de sa province avant d'être un Espad'abord de sa province avant d'este un Espa-gnol. Ce qui ne préjuge pas de l'«indissoluble unité» du pays comme le prévoit la Constitution, qui « reconnaît et garantit » néanmoins « le droit à l'autonomie des nationalités et des régions... » et admet, dans son article 3, le caractère « officiel dans les communautés respectives des autres langues espagnoles ».

#### Un système à deux vitesses

Ce principe posé et la singularité autoce principe pose et la singuarité auto-nome admise, comment donner satisfaction à des revendications régionales de plus en plus gourmandes sans mettre en péril l'unité de la nation? C'est ce modèle qu'a réalisé le régime socialiste de M. Felipe Gouzalez. Imparfait, critiqué, original et équilibré, il a permis d'épouser certaines réalités sans froisser des susceptibilités tout en associant les autres partis politiques à sa définition et à sa mise en pisce.

**金米** 

- 12.

77 June 1

C'est ainsi que le président du gouverne-

direct. M. José Maria Aznar, ont signé, le 28 février, le « pacte antonomique » qui va permettre à dix des dix-sept communantés autonomes d'augmenter considérablement leur pouvoir puisque trente-deux nouvelles compétences leur sont dévolues, ce qui représente le transfert de l'administration centrale à l'échelon local de près de 240 000 fonctionnaires. Certes, les autres pertis n'ont pas encore signé le pacte, mais le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) et le Parti populaire (PP) représentent à eux deux 70 % des votants.

Ce texte a prévu deux voies d'accès à l'au-Ce texte a prévu deux voies d'accès à l'antonomie. La voie rapide de l'article 151, en principe réservée aux trois régions qui ont un particularisme affirmé et une langue différente du castillan, à savoir la Galice, la Catalògne et, bien sûr, le Pays basque, qui d'entrée de jeu pouvaient revendiquer le maximum de compétences. A os favorisées, ces communautés dites «historiques », sont venues se joindre par exemple l'Andalousie et des provinces, pour «motifs d'intérêt national», comme les Canaries et le pays valencien.

des compétences minimales dont le liste peut être révisée après cinq ans de pratique et concerne dix des dix-sept communautés, dont certaines se sont constituées à la sur-prise générale, comme la Rioja, célèbre pour son vin mais toute petite portion de terri-toire, ou Madrid, qui s'est dissociée de la Nouvelle-Castille.

Ces deux voies législatives constituent un système souple, évolutif, qui «x'est bien gardé de s'enfermer dans un cadre rigide dont toute modification compromettrait l'équilibre global et... qui se présente comme un véritable laboratoire expérimental », selon les termes utilisés par M. Frank Moderne, professeur à l'université Paris-l. Cette autonomie à la carte s'applique également aux compétences, qui peuvent varier suivant les régions, car il ne s'agit pas de paquets à prendre ou à laisser en bloc.

« Chaque communauté établit ses comp tences, ses principes, drolts et devoirs juri-diques en accord avec ses besoins fondamen-taux et sa personnalité nationale et régionale», constate M. Francesc de Carreras, professeur de droit constitutionnel à l'université autonome de Barcelone. Le prosoit atteint un plafond de compétences, lequel est lui-même quelque peu flou puis-que l'article 149 énumère les prérogatives de l'Etat, au nombre de trente-deux, mais cerser la politique espagnole ». La flexibilité, qui avait été résumée par la formule « café pour tous », va-t-elle permettre d'uniformiser les compétences et les prérogatives de chaque taines peuvent être excercées conjointement par le gouvernement central et les auto-

Le fonctionnement institutionnel de ces Le fonctionnement institutionnel de ces autonomies est calqué sur celui de l'Etat, avec : une assemblée législative, dont l'appellation varie suivant les régions et qui est êlue au suffrage universel selon un système de représentation proportionnelle; un exécutif composé d'un conseil de gouvernement et d'un président élu par l'assemblée et nommé par le roi; enfin, un tribunal supérieur de justice sur lequel le Tribunal suprème a autorité.

#### Le privilege .....de lever l'impôt

Le point le plus important reste bien sûr les finances. Le Pays basque et la Navarre ont toujours en un statut à part et penvent, pour des raisons historiques, recouvrer l'impôt, sur lequel les administrations prént une partie avant de reverser le reste à lévent une partie avant de reverser le reste à l'Etat. Les autres communautés sont régies par un accord complexe, signé en 1986 après bien des turbulences. Cet accord est venu à expiration à la fin de l'année dernière, et le nouveau n'est pas encore complètement finalisé. Il conditionnera en grande partie le devenir des autonomies. La Catalogne voudrait par exemple bénéficier du privilège de lever l'impôt. Iandis que d'autres commulever l'impôt, tandis que d'autres communautés plus pauvres, comme l'Estrémadure, exigent que l'Etat répartisse les ressources.

En 1992, la totalité des budgets des com-munautés se monte à près de 6 milliards de pesetas (environ 324 millions de francs), soit 25 % des dépenses de toutes les administrations publiques. Le nombre des fonction-naires atteint 565 000. Des chiffres qui illustrent l'ampleur du transfert de comp qui n'est pas sans provoquer certains gas-

La souplesse du système a permis d'en corriger rapidement les imperfections et d'adapter les structures aux nouvelles réalités. Un monde en constant mouvement qui, comme le fait remarquer M. Pedro Cruz Villalon, professeur de droit constitutionnel à l'université de Séville, contribue à « dynami-

#### Adieu l'armée

'HISTOIRE pourreit être racontée comme une fable à la moralité amère : le gouvernement Cresson avait donné l'ENA à Strasbourg ; le gouvernement Bérégovoy lui enlève ses militaires. L'annonce par M. Pierre Joxe, ministre de la défense, de son plan de restructuration des forces armées a fait l'effet d'une bombe dont les ondes de choc n'ont pas fini de se répendre non seulement an Alsace, mais sur l'ensemble des 93 communes qu'il affecte et qui commencent dats... et leurs emplois perdus.

Réactions unanimes exprimées en des termes plus ou moins virulents. Jean-Jacques Weber, député UDF du Haut-Rhin : « C'est le bombe à neutrons » ; François Léotard, député et maire UDF de Fréjus : «La ferme ture de notre base, c'est des families qui souffrent et une vill qui s'appauvrit»; la CFDT de Cherbourg : «Le premier ministre a dit que la lutte contre la chômage était sa priorité, or i commence par supprimer des emplois dans un secteur qui dépand de l'Etat »...

Le Nord at l'Est, vieilles régions de gamisons, sont, bien entendu, les plus touchés par le premier train de mesures de resserrement du dispositif militaire qui, à partir de judiet 1993, por-tera sur 24 000 militaires et 4 750 civils. Les premières protestations viennent, bier entendu, des élus de l'opposi-

li est bien certain que les conséquences, pour plusieurs responsables locaux, de dispositions qui peuvent paraître perfai tement justifiées sur le plan national seront très sévères. Un exemple : l'armée de terre en Picardie, c'étaient 10 000 emplois directs et 5 000 indirects, soit au total 2 % de la population active dans une région où 10 % de celle-ci sont au chômage. Mais, au-delà de l'évènement, deux questions d'ordre plus général mériten d'être posées

Les mesures ennoncées l'ont été dans le cadre du plan Armées 2000, qui n'était inattendu. Elles sont considérées comme d'autant plus surprenantas qu'elles sont plus douloureuses. Peut-être auralent-elles dû être préparées par une mellleure concertation avec les intéressés. Mais le ministre de la défense pouvait-il s'engager dans de longues négociations alors qu'il n'avait, sur le fond et sauf à renoncer à son plan, rien à négocier?

Ca nouveau coup quì frappe des dizaines de communes et de départements n'est finalement que le contrecoup d'un phénomène plus vaste : le désangage-ment progressif de l'Etat, qui retire son soutien économique aux collectivités locales après leur avoir transféré certaines de ses compétences politiques. Une sorte de décentralisation à l'envers qui ne peut qu'accroître et rendre plus ardue, pour les élus locaux, l'exercice de leure res-ponsabilités

MICHEL BOLE-RICHARD

## Une illustration que l'on peut vivre ensem-ble tout en cultivant ses différences. ment et son adversaire politique le plus cessus est entièrement ouvert jusqu'à ce que Bordeaux réduit ses dépenses

La municipalité de Jacques Chaban-Delmas accuse l'Etat de l'obliger à diminuer ses investissements

#### BORDEAUX

#### de notre correspondante

ÉPENSES revues à la baisse, ralentissement des investissements et pressions fiscales en nette augmentation (+ 15,90 %): le budget primitif 1992, qui s'élève à 1,8 milliard de francs, a été présenté par la municipalité de Jacques Cha-ban-Delmas comme celui d'un « paquebot qui décélère avant l'accostage ». L'a adaptation » contraint notamment à réduire de 40 millions de francs les investissements par rapport à 1991.

Le personnel qui part en retraite ne sera pas remplacé. Des équipe-ments qui étaient promis depuis plu-sieurs années déjà sont repoussés : un auditorium, un nouveau pont sur la Garonne, un bâtiment neuf pour abriter le Musée des beaux-arts, sans parfer de l'aménagement des quais, dirigé par Alain Lombard, pour 1,5 million de france un immeuble

qui était également à l'étude depuis plusieurs années. En revanche, 3 milions de francs sont consacrés à l'édification d'un planétarium et 10 milions de l'art lyrique ». L'Orchestre et le Grand Théâtre bénéficient d'un budlions de franci à l'aménagement du Musée de la plaisance, dans l'an-cienne base sous-marine de Bordeaux. Les « dépenses compressibles» ont été revues à la baisse. «La ville, indique la mairie, ne peut aller au-delà de ces efforts d'économie sans mettre en péril l'existence d'un certain nombre de services, ou pour le moins réduire les services rendus. » Le budget culturel 1992, qui représente 30 % des dépenses de fonctionnement de la commune, c'est-à-dire la part la plus importante de ses. dépenses, n'est pas épargné. Le Centre dramatique national du port de la Lune, le Festival Sigma et la plupart des troupes subventionnées subissent une baisse de 20 % de leurs subsides.

Mais Bordeaux continue de miser

get de 139,7 millions de francs. Le Musée d'art contemporain enregistre également un bond financier : sa subvention passe de 4,5 à 10 millions de francs, Enfin, Bordeaux consacre 11 millions de francs aux Floralies internationales, une manifestation qui a lieu jusqu'au 27 avcil.

#### 9,2 millions de francs pour les Girondins

Dans le domaine sportif, les Girondins de Bordeaux ne sont pas oubliés. Le club de football actuel, qui fut repris par Alain Afflelou après la déconfiture de l'équipe Bez, bénéficie d'une subvention de 9,2 millions de francs, soit 900 000 francs de plus qu'en 1991.

qui appartint à l'ancien club afin d'y loger le nouveau. Surtout, Bordeau continue de payer les annuités des emprunts (soit 8,2 millions de francs) garantis pour le club de M. Bez pour des acquisitions d'immeubles et des achats de joueurs. Tous ces éléments n'ont évidemment pas échappé à l'opposition municipale qui, tous groupes confondus (PC, PS, Verts, et Front national), s'est prononcée contre le budget primitif 1992. Les Verts ont notamment mis l'accent sur « les garanties d'emprunt données à la légère ». Le Parti socialiste affirme, quant à bij our « la ville set eu boud. ent à bui, que « la ville est au bord du gouffre à cause de méthodes de prévisions budgétaires erranées ». Au contraire, pour Jacques Chaban-Delcontaire, pour Jacques Chaoan-Del-mas et ses adjoints, «ce budget n'est difficile que par la seule faute de l'Etat» qui a diminué sa dotation giobale de fonctionnement et ponc-tion de solidarde urbaine. tion de solidarité urbaine.

# Menaces sur les enseignes

Interdictions et taxes s'accumulent sur cette nouvelle forme de communication commerciale

lettres lumineuses qui annoncent les heures d'on-verture et les spécialités des magasins se sont multipliés ces dernières années. Ils affichent souvent, en alternance avec ces messages, l'heure et la température extérieure. Ces enseignes commerciales animées out fait leur apparition aux Etats-Unis, Elles sout l'application commerciale, à échelle réduite, du journal lumineux à ampoules qui informait en direct, juste après la guerre, les voyageurs qui sortaient de la gare Saint-Lazare.

communauté selon un statut unique? On n'en est pas encore là, même si les dix régions de la «voie lente» viennent de rat-

traper leur retard avec la signature du

« pacte autonomique ». Il ne leur manque plus que d'assumer la gestion des services de santé, de police et d'éducation (le transfert de cette dernière a lieu au terme d'un pro-

cessus de cinq ans) pour faire pratiquement jeu égal avec les communautés historiques.

Au Pays basque, par exemple, le statut d'autonomie accordé en 1979 a permis de mettre en place un ensemble administratif et économieme qui jouit d'une grande capacité de décision. Cette province contrôle l'enseignement, la police, les ports, l'agriculture et dispose de deux chaînes de télévision. Un less chemis admentir autonument les

long chemin a donc été parcouru, mais il est loin d'être terminé. Comment parachever

l'œuvre sans provoquer une dérive dange-reuse, que tertains dénoncent déjà comme une « atomisation de l'État »?

avaient entraîné une surenchère nationaliste.

avaient entraîné une surenchère nationaliste. L'exemple des pays baltes devenus indépendants avait-il provoqué des envieux chez les Basques et les Catalans? Le pragmatisme a, depuis, repris le dessus, et cette flambée revendicative s'est traduite par des exigences financières plus grandes et de nouvelles revendications de compétences. Le président de la junte de Galice, M. Manuel Fraga Iribarne, a proposé, le 10 mars, que les « nationalités historiques » se convertissent en « administrations uniques » sur leur territoire

« administrations uniques » sur leur territoire respectif, c'est-à-dire contrôlent tous les ser-vices de l'Etat, à l'exception de ceux qui lui

sont constitutionnellement réservés. Il est revenu à la charge le 12 avril, affichant le souci « d'une efficacité plus grande et d'une duplication inutile ».

Comment le modèle évoluera-t-il? Il est

vraisemblable que certaines institutions cen-trales, comme le Sénat, seront modifiées et qu'il faudra harmoniser les liens entre le pouvoir central et les autonomies. Le sys-

ème – et la façon dont il a progressé – est

en tout cas un exemple de vie démocratique.

Depuis dix ans, ces systèmes d'affichage se sont répandus dans les villes. La plupart sont installés derrière les vitrines des magasins, mais quelques-uns remplacent les enseignes traditionnelles et affichent même leurs messages lumineux perpendiculairement aux façades. On en a vu caux au titre de la dota-darité urbaine.

apparaître sur certains bâtiments municipaux pour annoncer des évéus-ments locaux ou des heures d'ouver-

ES caissons dans lesquels défilent des messages en blement pour éviter les excès que des municipalités ont commence à réglementer, voire à interdire, et, presque toujours, à taner ces nouvelles enseignes. Elles l'ont fait, pour la plu-part, après les avoir tolérées pendant quelque temps. Ces formalités administratives et ces taxations ont découragé des commerçants qui avaient été séduits par cette nouvelle forme de communication.

D'abord produits par des sociétés implantées en Extrême-Orient, ces écrans à diodes électro-luminescentes sont aujourd'hui fabriqués par des sociétés françaises. Celles-ci ont réussi à en diminuer la taille et en out fait baisser les couts. L'entreprise Sayag Electronic, créée en 1983 avec une quarantsine de salariés pour fabriquer et commercialiser de tels équipements, a d'abord connu un dévelop-

CHRISTOPHE DE CHENAY

Lire la sulle page 10

#### REPÈRES

#### BRETAGNE

Un aéroport international à Brest

BREST a inauguré, le 8 avril, son aéroport, devenu international. L'Etat, les collectivités locales et la chambre de commerce et d'indus-trie (CCI) ont financé les 89 mil-lions de francs de travaux néces-poisses et d'indussaires au réélargissement de la piste et à l'installation d'un dispositif d'atterrissage tout temps.

Cet aéroport assure déjà un trafic de 500 000 passagers par au, sur-tout à destination de Paris, assuré tout à destination de Paris, assuré par Air Inter (six rotations par jour). L'eajeu pour la CCI de Brest, gestionnaire de l'aéroport, est main-tenant le développement du fret international. Des gros porteurs à pleine charge peuvent à présent atterrir à la pointe de Bretagne. En 1990, une expérience de transport de produits agricoles à destination de produits agricoles à destination de Montréal avait été tentée, mais la ligne, supportée par les collectivi-tés, a dû être abandonnée faute d'une rentabilité suffisante. L'expérience a permis d'acquérir des com-pétences qui ont été précieuses au moment des fêtes de fin d'année lorsque 260 tonnes de homards en provenance du Canada ont transité

La CCI vise à présent les Antilles pour l'approvisionnement en viande, et aussi le Japon pour des exportations de produits agricoles. Un accord portant sur l'expédition de carcasses de porcs dans ce pays est en négociation. Cette infrastructure doit permettre de rééquilibrer l'ouest par rapport à l'est de la Bre-tagne, plus proche des grands cen-tres industriels.

#### HAUTE-NORMANDIE Les quais de Rouen s'effondrent

PARTIELLEMENT épargnés par les bombardements de 1944, quei-que 800 mètres de quais du port de Rouen partent en lambeaux. Construits il y a cent cinquante ans sur des pieux en bois, ils avaient bien résisté à l'épreuve du temps, malgré les variations quotidiennes du niveau de l'eau provoquées par la marée, les pieux étant régulière-ment immerges.

Selon les techniciens, la séche-resse persistante les a mis au sec-pendant une période trop longue. Résultat : ils se sont fendus ou crodés. Au total, 4 800 mètres de quais sont à refaire. Une première esti-mation porte à 240 millions de francs le coût total de la réfection, que devraient supporter le Port autonome de Rouen et les collectivités locales.

Cette dégradation n'a que peu d'incidence sur la vie portuaire puisque les navires de haute mer ont abandonné les docks attenants pour des installations modernes en amont. Mais elle inquiète la ville et la chambre de commerce et d'industrie, qui souhaitent construire, dans le secteur touché, une gare maritime pour les paquebots de croisière, nombreux à remonter les 120 kilomètres de Seine qui séparent la mer de la capitale nor-

#### **!LE-DE-FRANCE** Bientôt un centre de tri postal

à Roissy

E N partenariat avec Aéroports de Paris (ADP), La Poste réalise actuellement un centre de tri, de transit du courrier et du fret postal sur 17 hectares dans la zone de fret de l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaule. L'achèvement des travaux est prévu à l'automne, ce qui devrait améliorer l'acheminement des lettres et paquets en partance ou à destination de l'Île-de-France et des dix-sept départements qui lui sont rattachés. Coût de l'investisse-ment : 250 millions de francs.

Implanté au bord des pistes, ce complexe regroupera un ensemble d'installations et de bâtiments dont un centre de tri postal de 14 000 mètres carrés, un centre d'exploitation et de transit pour la SFMI-Chronopost de 14 000 mètres carrés, un centre d'exploitation et de transit pour la SFMI-Chronopost de 14 000 mètres carrés de la constant d'acceptant de la constant d rés, et un bâtiment d'exploitation piste de 1 200 mètres carrés sur deux niveaux réservés à l'aéropostale. Il sera desservi par quinze lignes aériennes. Conscients de constituér une gêne supplémentaire pour les riverains, La Poste et Aéro-ports de Paris ont décidé d'appli-quer, avant même qu'elles soient obligatoires, les futures normes de restriction du bruit définies par l'Organisation de l'aviation civile internationale.

> Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de nos correspondants: Martine Boulay-Méric (Bobigay) et Cabriel Simon (Brest).

# Les lapins de l'Hérault seront sauvés par les « puces vaccineuses »

Un laboratoire va élever les insectes capables d'immuniser les ronaeurs en liberté contre la myxomatose

#### MONTPELLIER

de notre correspondant

N cette année 1976, le fusil à l'épanle, Auguste Commeyras, professeur de chimie à l'université de Montrellier l'épanie, Auguste Commey-ras, professeur de chimie à l'université de Montpellier, se morfond en parcourant les champs de la région Languedoc-Roussillon. Pas un lapin à l'horizon, ou parfois sculement un de ces cadavres sur pattes agonisant, la tête boursoufiée par la myxomatose. Ses amis toulou-sains, les professeurs Pierre Saurat et Yves Gilbert, viennent de découvrir le SG 33, un vaccin à base d'une souche de myxomatose atténuée qui va vite renforcer l'efficacité de l'an-cien vaccin. Mais seuls les élevages vont pouvoir bénéficier de cette nouelle protection. Il semble inconcevable de pouvoir capturer des milliers de lapins sauvages pour les vacciner avant de les relâcher. Craignant de voir son passe-temps

favori disparaître à terme faute de gibier, le Montpellièrain décide donc de passer à l'action. Au terme d'un constat assez cynique, il estime que, pour sauver la chasse, il faut d'abord sauver les proies. Il va alors créer l'Association nationale des chasseurs de lapins et de défense des chasses traditionnelles (ANCLATRA). A force de démarcher fédérations et sociétés de chasse en France, cette association réussit à recueillir des fonds faibles mais suffisants (environ 300 000 francs par an) pour aider financièrement les laboratoires et instituts de recherche qui travaillent

Mais pourquoi laisser à d'autres ce Mais pourquoi laisser à d'autres ce que l'on peut faire soi-même? Et c'est à l'occasion d'un voyage en Aus-tralie que germe l'idée géniale. « Les Australiens avaient déjà démontré que les puces pouvaient transporter le virus de la myxomatose. Pour stopper la prolifération des lapins, ils ense-mençaient des zones giboyeuses avec des puces contaminantes, explique Auguste Commeyras. Si les puces pouvaient transporter le virus et pouvaient transporter le virus et détruire les lapins, pourquoi pas du

**A**GENDA

vaccin, et les sauver? Il nous suffisait ciation vient d'embancher un virolo-

d'essayer de faire l'inverse.» A Toulouse, le professeur Saurat se met au travail. En 1987, après un premier échec, il décide de tremper les puces dans une solution de vaccin très concentrée. Il découvre alors qu'il suffit de tremper un milliers de puces, soit I centimètre cube, dans une solution virale pendant trente secondes pour qu'elles chargent leur rostre en liquide.

#### Un brevet déposé ·

Une fois lâchées à proximité des lapins, elles retrouvent l'animal, rentrent leur rostre sous sa peau, et inoculent du produit en quantité suffisante pour le vacciner. La puce sante pour le vacciner. La puce seringue peut ainsi être active pen-dant plusieurs jours. Le brevet de la découverte sera déposé pour la France, l'Espegne et l'Italie.

Mais il faudra encore cinq ans de mars 1991 qu'a été portée sur les fonts baptismaux une nouvelle asso-ciation, baptisée Bio-Espace, une émanation de l'ANCLATRA, administrée par des représentants de sociétés de chasse de soixante-sept départements en France et une tren-taine de fédérations. Elle s'est fixé pour objectif de passer d'ici trois ans du stade de la recherche au stade de la production de puces. Séduit par l'idée, le conseil général de l'Hérault a décidé de lui fournir des locaux dans la maison de l'environnement à Restinciières, au nord de Montpel-

C'est là que sera bientôt installé le nouveau laboratoire de Bio-Espace qui dispose déjà d'un budget de 1,3 million de francs, renouvelable pour trois ans. «Le discours des chas-seurs a intègré la préservation de la nature. Il correspond donc à notre démarche d'aménagement et de protection des espaces naturels », remarque Louis -Villaret, président de l'agence foncière du département de l'Hérault. Forte de ce sontien, l'assogue et un entomologiste.

Mais si le chantier avance, le bout du tunnel est encore loin. Pour pouvoir lancer dans la nature les puces vaccinantes aux trousses des lapins de garenne, Bio-Espace devra obtenir du ministère de la santé une autorisation de mise sur le marché. « comme pour tout produit vétérinaire », précise Ferdinand Jaoul, administrateur de la fédération de chasse de l'Hérault. « Nous mettons tous les atouts de notre côté, à commencer par le laboratoire, qui sera aux normes du ministère. Mais il faudra sans doute trois ans pour boucler le dossier. »

Outre la lutte contre la myxomatose en milieu naturel, Bio-Espace va intensifier les recherches déjà entreprises sur la Virale haemorrhagic disease (VHD), un autre virus dévastateur identifié il y a cinq ans en Espagne, qui provoque une hémorra-gie pulmonaire et la mort de l'animal en vingt-quatre heures. Il existe anjourd'hui un vaccin réalisé à base de souches mortes, mais il ne se prête pas pour le moment au support des puces. Des laboratoires travaillent déjà dans ce domaine en France, en Espagne, en Allemagne et en Chine.

Quelques bémols viennent nuancer l'optimisme des chasseurs héraultais. «Les puces ne multiplient pas le virus », remarque un vétérinaire, ce qui limite leur efficacité dans le temps et géographiquement. » Mais per-sonne ne semble remettre en cause l'intérêt scientifique du procédé. De leur côté, les chasseurs font miroiter un débouché industriel à ce type de recherches, précisant que le marché est porteur en Europe et an-delà. C'est aussi ce qui a séduit le conseil général et Louis Villaret. « On a l'exemple ici d'une association entre l'Université, la recherche et le quotidien à travers la chasse. C'est aussi notre mission que de favoriser ce type de transfert de technologie.»

**JACQUES MONIN** 

## BLOC-NOTES

 Energie et urbanisme. –
L'Agence de l'environnement et de le maîtrise de l'énergie (ADEME) organise un colloque initiulé : «Energie et urbanisme : quel rôle pour les collectivités locales?», marcredi 22 avril, à Réseaux européens. – Le Centre d'étude et de recherche sur les collectivités locales européennes (CERCLE) et la Communauté Bruay-la-Buissière (Pas-de-Calais). Les participants essaieront de mettre en évidence l'importance de économique européenne organisant, mercredi 29 et jeudi 30 avril è Bruxelles, un colloque sur «la coopération transnationale en l'environnement et de la maîtrise énergétique dans la définition des politiques d'urbanisme. Europe», destiné à faire le point sur ► Renseignements au (16-1) 47-65-20-00 les multiples réseaux - universitaires,

économiques, associatifs, institutionnels - qui se créem actuellement au sein de la CEE. ➤ Renseignements au (16-1) 42-56-39-70.

**Energie-Cités** 

Créée en septembre 1990, à Besançon, "sous forme d'une association que préside Robert Schwint (PS), maire de cette ville, Energie-Cités a'est donné pour tâche de rassembler, en un réseau d'échange d'informations,

réseau d'échange d'informations, les communes urbaines sensibles aux questions énergétiques et à l'environnement. Vingt-six villes de onze pays de la CEE (seul le grand-duché de Luxembourg n'est pas encore représenté) et de Suisse sont intégrées à ce réseau qui souhaite s'ouvrir aux pays de l'Est.

pays de l'est.

La première réunion, à Besancon les 9 et 10 avril a permis
l'analyse d'expériences et de projets prenant en compte la
maîtrise de l'énergie dans les
bâtiments communaux, les équipements municipaux et l'éclairage public. La prochaine réunion
est prévue à Mannheim (Allemagnel pour évoquer la planifica-

magne) pour évoquer la planifica-

tion énergétique urbaine. D'au-tres rencontres doivent suivre à

Madrid, Amsterdam, Copenha-gue... autour de thèmes tels que les transports, la gestion des déchets, les énergies renouvela-bles et la communication. Ener-

gie-Cités est, modestement financée par l'Agence française de l'environnement et de la

maîtrise de l'énergie (1,2 million de francs), les Communautés européennes (0,7 million de francs), la région Franche-Comté

(0,4 million de francs) et la ville

► Energie Cités, 2, chemin de Palente, 25000 Besan-con. Tél.: 81-50-73-49.

□ Réseaux de villes. - La délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) organise des Rencontres auropéennes des réseaux de villes le mardi 28 avril, à Mulhouse. Au programme : l'histoire de ces aux, leur structure géographique, leur rôle dans l'espace communautaire, l'importance des acteurs économiques. Pour éclairer le débat, la DATAR vient de publier un ouvrage intitulé: En Europe, des villes en réseaux.

➤ En Europe, des villes en réseaux, 109 pages, 120 francs, La Docu-mentation française, 29-31, quel Voltaire, 75007 Paris, Renseigne-ments au (16-1) 43-55-33-60.

Europe et finances locales. L'Union des dirigeents territoriaux de L'Union des dirigeents territoriaux de l'Europe (UDITE) tiendra ses troisièmes Assises à Ventse, samedi 2 mai. Cette réunion doit être l'occasion d'évoquer «les finances dans les collectivités locales en Europe». L'UDITE est dirigée par M. Gérard Combe, président du Syndicat national des secrétaires pérférant et directure des ferres des généraux et directeurs généraux des collectivités territoria ➤ Renseignements au (16) 83-37-65-01.

## EXTE

☐ La filière sportive. — Le *Journal* officiel a publié, vendredi 3 avril, les décrets indicieires qui réglementent la filière sportive de la fonction publique territoriale. Ces textes donnent un statut, ainsi que des perspectives de carrière, aux 30 000 personnes employées par les collectivités locales dans le secteur du sport (le Monde daté 5-6 janvier 1991). Ils améliorent le sort des matres nageurs et des moniteurs titulaires d'un brevet de premier degré, qui passent de la catégorie C à la catégorie B; enfin, ils créent une catégorie A.

# Le Val-d'Oise à la découverte de son passé

Une étude géologique permet de retrouver les paysages du quaternaire

ponr bâtir l'avenir : tel est l'objectif de l'étude sur « le quaternaire dans le Val-d'Oise» réalisée entre avril 1989 et mars 1991 par deux spécialistes du centre de géomorphologie de Caen, à la suite d'une convention passée entre le conseil général du département et le CNRS. A l'origine, le constat, par les élus du Val-d'Oise, de l'absence d'une carte des dépôts du quaternaire, c'est-àdire du proche sous-sol.

Cette étude est un véritable inventaire de ces gisements. Elle donne lieu à une exposition : a 120 000 ans de paysages en Vald'Oise», qui se tient, jusqu'au 17 mai, dans l'abbaye cistercienne de Maubuisson, à Saint-Ouen-l'Aumône. L'étude des géomorpho-logues, qui a coûté i million de francs, servira de base au service départemental d'archéologie du Val-d'Oise (SDAVO) pour signaler, avant toute ouverture de chantier, les zones susceptibles de renfermer encore des vestiges préhistoriques. Tous les organismes concernés par l'urbanisation du département, c'est-à-dire l'Etablissement public d'aménagement de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise (EPA), le Comité d'expansion économique du Vald'Oise (CEEVO), l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Re-de-France (IAURIF), ont reçu le rapport scientifique - un peu plus de deux cent cinquante pages - de Hervé Halbout et Patrick Lebret

Le président du conseil général, Jean-Philippe Lachenaud (UDF), souhaite que ces organismes tien-nent compte des résultats de cette étude : «Le département du Vald'Oise est un secteur à hauts risques. en raison des nombreux travaux prérus dans les prochaînes années » Risques pour les richesses contenues dans les différentes couches sédimentaires qui permettent de comprendre l'environnement ancien. «L'histoire du sol doit désormais faire partie intégrante du raisonnement d'un promoteur, explique Philippe Soulier, directeur du SDAVO. Jusqu'à présent, naus n'avions ni grands moyens ni vue d'ensemble du sous-sol pour éviter à temps toute destruction. Le schéma d'aménagement de l'Ile-de-France devruit en tentr compte.»

L'exposition distingue les quatre grands ensembles topographiques du département : Vexin français, vallée de l'Oise, vallée de Montmorency et plaine de France. Elle permet de comprendre la formation et Pévolution du paysage depuis la dernière glaciation, il y a quelque cent vingt mille ans jusqu'à Pactuelle période interglaciaire, qui a commencé il y a dix mille ans. L'exposition montre la formation

OMPRENDRE le passé du lœss, d'origine éolienne, qui constitue aujourd'hui, sur une épaisseur approchant 5 mètres, les terres arables du Vexin et du pays de France, et celle des dépôts d'al-luvions le long des rivières du département. Les exploitations de gravières, le long de l'Oise, notam-ment à L'Isle-Adam et à Cergy, ont permis de reconstituer, grâce à la découverte de silex et d'ossements, une berge de la rivière d'il y a près de cent mille ans.

#### La faune et la flore de la période glaciaire

Parmi les autres documents exposés : la première carte de profil en long de la vallée de l'Oise. De très nombreux chantiers qui étaient en cours durant les deux années d'étude des morphologues leur ont permis d'enrichir leurs données. Une carte au 1/25 000 a été dressée d'après les images infrarouges prises par satellite. Un panneau retrace la dernière – et actuelle – ère géologique de la Terre et mon-tre l'apparition du bouleau, du noisetier, du chêne, puis du hêtre et du charme, ainsi que les changements dans les espèces animales.

Des dessins et des aquarelles d'Agnès Fontzine, dessinatrice au SDAVO, reconstituent les paysages, la faune et la flore qui se sont succédé dans le Val-d'Oise pendant les périodes glaciaire et interglaciaire. On y voit des rhinocéros laineux, des lapins des neiges, des sangliers, des mésanges. On peut manipuler les différents types de matérianx (limons, gypse, lœss, argile, silex). De nombreux objets sont exposés : outils, morceau de sarcophage mérovingien, carreiu de plâtre ori-ginaire d'une cave gallo-romaine du carré Sainte-Honorine à Taverny, molaire d'un éléphant antique trouvée à Cergy, dents de chevel du début de l'époque interglaciaire, et une défense de mammouth fossilisée découverte à Guernes

الجيف

74(14)

- 4 - -

1.4

1.51

Sec.

4.9%

بهداف

140 M 845

1.4:2

4424

24.

Talling Control of the State of

Comments of the first of the fi

Comments of the second of the

EN BREF

apout Stantung

Pour intéresser le plus grand nombre de jeunes à ces problèmes. un montage audiovisuel a été adressé aux collèges et lycées du département. Des visites de l'exposition et des animations dans les classes primaires ont été proposées aux enseignants, avec réunions pédagogiques à l'appui.

#### JACQUELINE MEILLON

► «120000 ans de paysages en Val-d'Oise », abbaye de Maubuisson, 95310 Saint-Ouen-l'Aumône. Tél : 34-64-21-20. Ouvert au public les mercredis, vendredis et samedis de 10 heures à 18 heures, dimanches de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 17 mai 1992.

# Menaces sur les enseignes

Suite de la page 9

Elle employalt en 1990 deux cents personnes et réalisait une centaine de millions de francs de chiffre d'affaires. Devant le vérita-ble effondrement des commandes consécutif à la mauvaise conjoncture, mais aussi aux tracasseries administratives, la société Sayag Eletronic a dil engager en 1991 un salariés.

plan de restructuration et réduire ses effectifs à soixante-quinze M. Jean-Pierre Sayag, PDG et fondateur de la société, dans laquelle il a investi tontes ses économies, s'est engagé à dénoncer le flou d'une réglementation qui per-

net, selon lui, « aux autorités locales de décider arblirairement de l'autorisation ou de l'interdic-tion, et de la taxation des journaux lumineux. » Il a déposé, au nom de sa société, une centaine de recours devant les tribunaux administratifs. Sur les treize juge-ments déjà rendus, neuf admettent un abus de pouvoir de la part des

En effet, si certaines villes comme Amiens ou Aix-en-Pro-vence ne réclament pas de demande d'autorisation pour des enseignes installées à l'intérieur d'une propriété privée, la plupart des services municipaux exigent qu'une demande d'autorisation soit formalée avant toute implan-tation. La ville de Marseille, considerant que les journaux lumineux sont de la publicité, interdit leur installation sur les façades. Selon les villes, les services municipanx se référent à des textes très divers. La mairie de Strasbourg applique « un règle-ment de la pose d'enseignes et de réclames » qui date du 25 juin 1936. La ville de Lyon se réfère à un décret de 1964 pour justifier une demande d'autorisation. Le service de la publicité et des droits de voirie de la ville de Paris tient compte du code des communes et du code de la voirie routière pour exiger une autorisation préalable

et imposer des taxes sur cette forme d'enseigne.

La loi du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes définit précisément les enseignes comme a toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relaapposée sur un immeuble et rela-tive à une activité qui s'y exerces. Le ministère de l'intérieur a tenu, en août 1989, à faire référence à cette loi pour rappeler que « l'ins-tallation d'une enseigne n'est sou-mise à autorisation que sur les monuments historiques et dans les sites classés ou inscrits, ainsi que dans les zones dites de publicité restreintes. La société Sayag s'ap-puie sur une décision du Conseil d'Etat du 24 juillet 1981 pour qualifier d'illégaux les droits de qualifier d'illégaux les droits de voirie qu'impose la mairie de Paris sur les euseignes luminenses, et rappelle également que les taxes sur les enseignes, balcons, log-gias... prévues par la loi du 13 août 1926 ont été supprimées en 1974. D'antant qu'il existe déjà dans la capitale une taxe sur les affiches publicitaires qui, au terme du code des communes, est exclusive de la taxe sur les emplacements publicitaires.

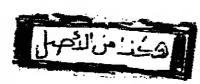
Cette polémique montre que les réglementations peuvent être rapi-dement dépassées par l'arrivée de nouvelles technologies. Car, si les fabricants et les installateurs d'enseignes lumineuses ont sans doute raison de dénoncer une manyaise interprétation de la loi, une nouvelle réglementation s'impose pour éviter la prolifération anarchique d'enseignes dans les villes.

CHRISTOPHE DE CHENAY

LUNDI 19 avril (dáté mardi 20) Le Monde

#### SPÉCIAL EXPOSITION DE SÉVILLE

Le poids économique de l'Exposition et ses retombées en Andalousie. L'économie espagnole



de Besancon.

# Le Val-d'Oise decouverte de son passi

#15 Marie Commission

**聞**になるという。 こうしょ

titati i seria

make a second

 $\frac{a_1}{a_2}\frac{\partial p_1}{\partial p_2} + \sum_{i=1}^{n} \frac{1}{a_i}$ 

19, 19 G

THE PROPERTY.

there is no seen

通いたしない。 ひと

والمراكبة فاقتلاءها

Mary Commercial

ere Right over the self-the

But the second

Material Control

Mr. Adv. m. C

MARKET CO.

Legion Service

Market 1

29.0

10.7

gramma in the 

State of

والعام يراني يبطأ

14627.15

a terretain

200

1000

 $-(g-2)^{-1}$ 

# SOCIÉTÉ

#### **ENVIRONNEMENT**

L'aménagement de la Loire

Le gouvernement la reconstruction du barrage de Rochebut (Allier)

MOULINS

de notre correspondant

Après la décision du gouverne Apres la decision du gouverne-ment de ne la construire le l' rage de Chambonchard (le Monde du l'III), on s'interrogeait sur le de la solution alternative roposée : la l'III du la ge EDF de Rochebut, la Tardes, un affluent du Cher, en amont de affluent du Cher, en amont de Montluçon (Allier). Le prese de l'Allier, M. Eric de Trèmont, levé les derniers libutes en présen-tant, vendredi 17 avril, les premières conclusions de l'avant-pro-jet de du barrage de Rochebut.

Après l'abandon in barrage de Serre-de-la-Fare (Haute-Loire), obtenu haute in par les gistes, le projet il Chambonchard d'un par le maire il Tours, M. Jean Royer (non inscrit), président de l'EPALA (Etablissement public d'aménagement de la Loire public d'aménagement de la Loire et de ses affluents) et par les organisations àgricoles désireuses développer l'irrigation dans la campagne berrichonne. M. Goldberg, potable de sa ville, souhaitait un ouvrage d'une capacité minimum de 100 millions l'm³, le gouvernement a qu'une capacité de 70 millions de m³ suffi-largement au l'acceptant la largement de l'acceptant le la largement de la

présentées par le pré-confirment la faisabilité du pro-jet de Rochebut, tant au plan technique qu'en matière d'impact technique qu'en matière d'impact

I l'environnement. Le coût de
reconstruction du barrage EDF,
581 millions de l'alle révèle
même inférieur à celui du projet de
Chambonchard de l'alle de supplémentaire de trente millions de montre qu'une de supplémentaire de trente millions de montre qu'une de supplémentaire de trente millions de montre cubes à Chambonchard était susceptible de faire Rachebut seulement deux années sur quarante-cinq. Il ne suffil d'avoir
un grand barrage, il faut pouvoir le
rempitr...», a précisé le préfet de
l'Allier, en avançant la
de la bre 1992 pour la décision
de déclaration d'utilité publique.

**JEAN-YVES VIF** 

#### L'ADEME lance le label «retour»

Pour le maise toujours plus grande 🔤 déchets. les pouvoirs publics s'efforcent d'encourager la reprise un infournisseurs des matériaux gés. A mi effet, in président de l'Agence in l'environnement et de maîtrise in l'énergie (ADEME), Michel Mousel, a initial officiellement, jeudi M avril, le nouveau Mel - Think

Ce label - m boomerang industriels qui en feront b demande et qui s'engageront respecter un cahier im charges centré sur man points : la protection the l'environnement a la qualité du service proposé un client. Ainsi, industriels se sont déjà engagés le récupérer les CFC (chlorofluorocarbones) des cirréfrigération bien reprendre batteries perportatives. Dans deux cas, récupération du matériau par me fournisseur permet une valorisation par recyclage. L'objectif l'ADEME labelliser cinquantaine d'entreprises

▶ ADEME, 27, rue Louis-Vicat, 75015 Paris. Centre d'Angers: 2, Square Lafayette, B. P. 406. 49004 Angers Cedex 01. Tél: 41-20-41-20.

EN BREF

D Tentative d'attentat an régional d'Aquitaine. - Deux bâtons d'explosifs programmés pour être mis à feu samedi 18 avril à 4 h 45 ont été december quelques instants avant leur déclenchement contre un mur des locaux du conseil régional d'Aquitaine à Bordeaux. Le concierge, aper-cevant un colis suspect, a appelé la police, et l'engin a pu être neutralisé. Samedi, en fin de matinée, aucune revendication n'était parvenue au conseil régional, qui n'avait jamais reçu de menaces particulières.

L'assassin présumé du berger de Custellar remis sous mandat de dépôt. - La chambre d'accusation de la cour

9.

d'appei d'Aix-en-Provence a ordonné, jeudi (6 avril, la remise sous mandat de dépôt d'Alain Verando, l'assassin présumé du berger de Castellar, Pierre Leschieria. Blessé par chevrotines puis achevé à coups de crosse de fusil, Pierre Leschieria avait été retrouvé mort le 17 août 1991 au bord d'un chemin, dans l'arrière-pays de Menton. Inculpé d'assassinat le 10 décembre 1991 à la suite d'une expertise relevant sur ses mains des traces de résidus poudreux identiques à ceux découverts sur le corps de la victime, Alain Verando avait me remis en liberté le 19 mars.

RELIGIONS

# Le réalisme inouï de Pâques

Fraude vis-à-vis de la foi, Ou'il suffise de rappeler - et 📠 saluer saine méssance que l'Eglise aux visant transposer dans le domaine scientifique les d'année dont elle la garde. Dans ce d'exercice, les les plus facilement leur compte la religion. Il reste que depuis un débuts, la

joué son in harman des corps; que depuis les de la prédication, extraordinaire m rencontré le plus extraordinaire rencontre te plus grand scepticisme. double constat conduit se deux questions pourrait-ii que l'extravagance la et surfolie, n'ait finalement grand-chose à voir progrès des progrès des progrès des progrès des progresses des progres notamment scientiplus loin dem l'interrogation. Seral I possible i plaider que l'invraisemblance, tout en gardant son caractère massif et irrémédiable, surait, d'un minuscule petit degré, reculé plutôt qu'avancé? Voilà La seconde mi relative il l'actualité, Il l'on peut s'exprimer ainsi, Il notre résurrection : dans quelle mesure ce dogme. Il l'on y apporte-t-il m réponse (il en mi évidemment beaucoup d'autres) aux interrogations de nutra temps.

#### Un pari indivisible

Qu'il y ill un pari, i un pari indivisible, dans l'alle d'une résurrection par la hommes, plus haut que quiconque ■ pu le faire par la ■ Il en fait l'argument contral de sa proclamation:

«S'll n'y à pas la résurrection des
moris, Christ non plus n'est pas ressuscité...» (1), Autrement dit, le
tunde vide, "Il inverse les
termes du célèbre syllogisme (« lous
les hommes sont mortels, or je suis un homme, donc...) n'en remet pas en cause le principe. Qu'un seul homme, son destin füt-il iz olus exceptionnel qu'on puisse imagi-ner, triomphe de la mort, cela suf-fit pour qu'il impossible sur les man a'en impossible pas. Admettre une exception, ce serait la du Fils de Dieu falt homme un personnage magique.

Du degré 🌬 réalité 🖮 la résurrection de l'ima dépend le degré de mythe, retour mythe, une fausse L'apôtre sa marit pes mots : «...el II The n'est pur ressuscité, with prédication est vide, sommes in faux ilmini de Dieu... ». Foat les hommes de vingtième siècle, le plus extraordi-naire, peut-être, la que l'une Paul la l'une où se trouversient ceux dont la 🖃 se serait ainsi malle evides, ou, reprendre un autre adjectif par iui employé, alliante . Si 🖼 le leur dit-il, ch bien péchés ». En termes plus una et théologiques : mourrez
corps d'âme, point final,
en sommes
moins persuadés.

On pourrait sontenir, m forcant à peine la note, que mil «bonne nouvelle», ou, si l'on préfère, ce «message», ne fut pour ainsi dire jamais reçu pour ce qu'il est dans l'Occident chrétien, sauf par quelques saints et une petite minorité de croyants. Poser d'embléa le problème de l'existence de la personne humaine au-delà de la mort sous sa

parole de l'envoyé présumé de Dieu, mettre de l'irréa-lisme total d'une telle supposition. Il ... Par Turner plus ainsi que, dans le monde païen de vicille civilisation où le nombreuses manufic chrétiennes a formèrent vite, était disponible une solution intermédiaire, plus acceptable. Elle découlait d'une conception and a la section humaine. Sous l'influence de plus grands person de l'Antiquité, que la vis telle per man la connaissons résultait de l'union temporaire d'un corps périssable et d'une âme immortel Les fictions

forme in plus extrême, la réappari-

tion du - lui-même - «Ne

pas que vos corps sont membres La Christ? » (2), —

c'était. fond, faire preuve d'un réalisme inoui : jamais en l

plus petit commencement d'un indice de preuve qu'un l'il

humain puisse exister

que dans son corps, par son corps? Mais c'était aussi, sauf à croire la

#### athéniennes

I manual devant le public d'Oc-

supposé le plus exigeant de son époque, les philosophes d'Athènes, l'apôtre déjà cité com-mence habitement par les railler sur un point où ils se sentent euxmêmes très mal assurés. Au vu du nombre des statues et des temples qui oment leurs rues, il est enclin. leur dit-il, à les considérer comme des hommes « presque trop reli-gieux». Dans lour souci de rendre un culte à tout ce qui est sacré et de n'en rien oublier, les Athéniens ne vont-ils pas jusqu'à dresser un autel au «dieu inconnu» (3)? Paul a beau jeu de feindre que ce der-nier n'est autre que celui dont il a recu mission de leur annoncer la venue. Ce dieu inconnu-connu, il le décrit comme celui « en qui nous la vie, le mosrement et l'a En cette phrase directement imitée d'un poète grec, le prédicateur est certain de son effet; il = écouté attentivement. Il cesse aussitôt III l'être des qu'il en ses auditeurs avec ses « propos étranges » sur la résurrection des mine. A son lier d'être moqué. On lui surpe la parole : « l'ant l'entendrons le l'entendrons une sur

#### Le tzigane de Monod

L'idée que la mort est une «délivrance» permettant à l'âme droite, enfin libérée des chaînes du corps, de se rapprocher de Dieu, a jusqu'à une époque récente, servi en quel-que sorte d'alibi pour prolonger les fictions athéniennes. La croyance à l'âme, c'est la forme « philosophique» de l'animisme. On était loin de la vision évangélique, et vétéro-testamentaire, selon laquelle la Vie forme une unité indissoluble, radicalement opposée au trépas. «Laissez les morts enterrer leurs morts »,

Jésus (4). Visiblement, l'Église
n'épronvait urgence à exoliquer la pourquoi, si l'âme pouvait survivre su man, et heur II and III an n'ayoir pas secours la grâce), ll était besoin prévoir, à la fin de temps, se réunion avec le corps. Après tout,

le Jugement dernier n'était pour demain!

l'âme ainsi entendue, insiste beaucoup moins. Ayant d'être un un de révision, un fait communication : ce qui durant des siècles paru version plus croyable 🕌 l'immortalité perdu m force de persuasion. La métaphore de l'âme «qui mall au n'arrive plus a faire passer au plan la réalité qui 📰 l'ensevelissement six pieds terre.

Ainsi produite une révolution un sens étymologique un terme : il pratiquement impossible, même (surtout?) pour un croyant, de parier de l'âme!

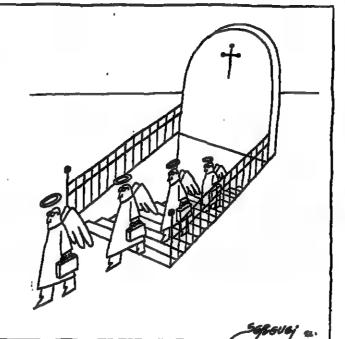
Après la mort de l'am reste au chrétien I valle avec la plus indéchiffrable énigme jamais proposée à l'esprit de l'homme, la plus I la poésie comme dans l'amour humain. » Vocabulaire compris, notre renoue avec la philosophie dualiste. Il omet toutefois préciser beaucoup de choses | ce sujet. | « crimes » il parle plus haut, l'homme les commet-il m tant membre de la «biosphère» («règne animal») ou en tant que sujet du «royaume 🌆 idées»? A défaut

> Dien et 🖊 chimie

d'une unité il l'être, il est urgent

l'animal ou la filtrer les idées.

with the wision infiniment plus synthétique de l'homme qui se Testament. Transposée de notre



pourrait la Manier en ces termes : des promesses, lede ment inimaginable = lointaine que la plupart l'essi les c'est val que tout, al l'homme, croyants, ont du ne s'exprime que par le truchement de mas chimique; pui de viennent-elles à se dérègler, l'être peut de être profondement modifié se sentir concernés par elle, voire à la prendre au sérieux. Inversement, des transe du carac-tère indéterminé du dogme, dans .... Mais cela vent en être inspirés : comme on ne prouve per que l'annur « n'est demandait I Jorge Luis Borges a'il que melhe (une metheus croyait I une survie, il répondit en substance : peut-être, comme une implicitement écartée aum par March Cela prouve que l'amour a besala de la calmin pour se lointaine possibilité. Mais, faute de manifester, prompris dans in expressions les ples lende : per de folle espérance au yeux du monde, les fidèles devront rendre les armes montes de cri poussé par Jacques poèmes, pu de prières sans neurones du cerveau. Et si l'on est prêt à franchir un pas M plus, cela indi-Monod dans son admirable livre, simplement que l' peut Hasard et in Macon (5): «...ll faut l'Homme enfin se réveille pour lotale solitude, plir son mann L'Illia de résurrection, c'est la synthèse de l'ara poussée jusqu'à étrangeté missis Il pait maine med per amount of Trigane, Il at son point d'achèvement, allers anno en marge de l'Univers 📶 🐧 doit dit, d'unification : S'll y = = niam librar sourd il 🖿 musique, animal, il y a seed in corpi

spirituel » M. Par certains menoteurs, come animal and committed comms mieux mais par l'expres-les psychique. Quant à l'E-prit, il n'est i la limite pas besoin il illimin théologique particulière pour en reconnaître l'action. N'est-ce pas ce phi le mail philosophe agnostique en invoquant le «royaume 📥 idées»?

Ou'on remi comprence idea : ce qu'en d'analogies trompeuses et indignes in Irmi imiri que l'on pourrait découvrir, Mas im illima modernes de la physide la biologie moléculaire, l'électronique, etc., permettant d'entrevoir le possibilité d'une résurrection des morts. Le made serait, après avoir

fert d'une science idéologique, de cultiver une science superstitieuse! La seule question qu'on puisse avancer pourrait se formuler a peu près en ces termes (non scientifiques): que cette hypothèse,
démente au regard de
nos catégories mentales, paraît
encore plus folle aujourd'hui qu'il a deux mille ans, voire deux mille sept cents et deux mille six quand prophète Esaïe, puis le prophète Ezéchiel firent allusion? En fait, cela revient se demander s'il serait plus ou moins difficile à des hommes notre temps qu'à hommes d'un reculé (mais nullement barbare, au contraire) d'imaginer lequel ils pourraient représenter, vaguement, elle opération.

Transporté au milieu d'une val-Me pleine d'ossements, Ezéchiel sommé par le Seigneur (7) de dire revivre. « C'est toi qui le sais », répond-il. Qui pourra fair une réponse mieux appropriée! Seigneur manual au prophète de prononcer l'oracle qu'il va faire venir un martin sur ma manuel a derniers se rapprouns ill autres, qu'ils recouvrent de nerfs et a chair... S'il voulait transposer monde moderne irlin scène, un cinéaste, pour surmonter un inserait - l l compliquer quelque peu. Il ferait sans doute appel à ce qu'il mi ou mui savoir des - Figure 14 la science

#### «Même vos cheveux sout comptés »

Hours téméraire mettres es scène se minimicali que la biogénétique d'un nos plus infimes particularités - en um um membre 📥 l'espèce 🌆 🚾 🚾 en Peut-être I cette occasion ferait-il entendre en voix off l'évangéliste (8) récitant le paroles de Jésus : rem n'est voilé qui ne sert n'est qui ne sera
connu... vos qui ne sera
connu... vos sont
tous comptés. Chaque homme
chaque femme, dans ce qu'ils ont
de plus personnel, irremplaça-Dien les a de a son mage » (9). Comment pas conserver la mémoire une image qui cinéaste de la ci police pour retrouver humains. En mobilisant, quand les temps seront accomplis. immense énergie au service de l'amour qu'il a gardé pour 🔚 🏗 🖽 qui vécurent sur cette terre, il les Dieu accomplirait ce prodige non in tout à fait il partir du néant, ce qui serait contraire à une loi fondamentale du monde physique formulée depuis au moins le poète Lucrèce, mais en réactiwan le can qu'il n'a jamais perdu. Toute la mémoire du monde, depuis qu'il existe, un pourrait-elle pas mair dans un point immaté-riel? Fin de la représentation.

#### PAUL FABRA

(1) Première épitre aux (1) (1) Co) chapitre 15, 13. 1 Co. 6, 15.

(3) 4--- 17.23.

M Matthieu 8,22

Jacques Monod, le Marcessité, 1970. Le Scuil,

100 IN 1 Co 15,58. Ezóchiel, chap.37.

(8) Saint Luc 12,1 suiv. On

striv. 1,277.

#### Les chemins de croix du Vendredi saint A Paris

#### ■ Jésus dérange... »

A Jésus dérange, il derange in 10 000 personnes qui un suivi, riches... J. Au rond-point de ce Vendredi saint dans les rues départ du chemin de croix qui va les conduire à l'église Saint-Pierre de Chaillot dans le 16 arrondissetaigne, devent quelques-unes des capitale. Encadrés par des chevaevaient été rassemblés notemment par la communauté charlematique de l'Emmanuel et Jean

Champs-Elysées, vendradi 17 avril de Paris, des processions organi-à Paris, qualques miliers de per- sées en souvenir de la crucificion sonnes attendent le signal du du Christ. Im Same bu plus nombreux ont gravi, avec le cardinal Lustiger, la butte Montmartre, de Chaillot dans la 16 arrondisse-ment, en passant, avenue Mon-lieu autour de l'église Saint-Germain-l'Auxerrois (1°), === le Grâce de Passy (16+). «S'll y ■ liers de l'Ordre de Mahe, sous le beaucoup de fidèles aujourd'hui, regard étonné des passents, ces c'est parce que nous vivons dens idèles, en majorité des jeunes, un monde de contradictions et d'inquiétudes, a affirmé Mgr Lustiger. Plus on se pose de questions, plus on s'interroge sur Vanier, fondateur de l'Arche, une l'énigne la vie, la mort, association d'aide aux handicapés. l'amour de Dieu.»

Indifférent & ses espoits comme à

importante que ce pessase

désespéré 🚅 la fière conclusion

que Monod limit de la prise de

conscience par l'homme, à in-

nègle de conduite, de me peut lui in que pu la rigueur

vérité scientifique. Dans l'homme, écrivait-il, sl'éthique la

connaissance will voir l'animal,

in pu mon de étrange, pré-

par son étrangeté même,

qui, appartenant simultanèment deux règnes, biosphère, et est la fois dualisme d'art

and souffrances and a new crimes. »

#### **EDUCATION**

Souhaitant = crever l'abcès =

## Le recteur de Paris prêt & «tirer toutes les conséquences» du rapport sur ses services

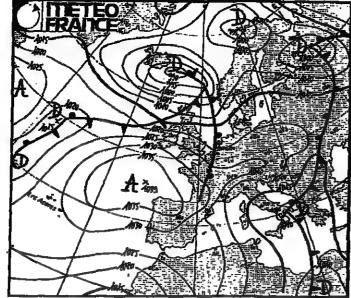
M= Michèle Gendreau-Massalou, de rémunération des instituteurs 2 Miss Michèle Gendreau-Massatou, de l'année, de publication nos colonnes rapport de l'inspection générale de l'inspection de l'inspection en personnel renforcés, tion de l'administration 🍱 l'éducanationale sur la situation in mantrophique» in action du maint de Paris, et en particulier du service des traitements (le Marie du 16 avril). Dans une interview au journal Libération 18-19 avril, elle souligne que cette situation était et que ce rapport avait été commandé « pour crever l'abcès ». M= Gendreau-Massalou précise, a part, que le services du rectorat.

a inventaire systèmatique des retards et des anomalies», réorganisation et classement « rationnel » des dossiers.

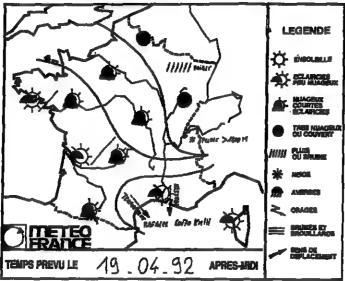
«Les effets sont déjà perceptibles», souligne le recteur. «Je ne peux pas vous dire qu'il y a une certitude de redresser completement la situation a ajoute-t-elle cependant. Enfin, clie se déciare prête à « tirer toutes les conséquences» du rapport définitif qui est en préparation sur l'ensemble des

è

SITUATION LE 18 AVRIL 1992 A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 19 AVRIL 1892



Dimenche : ensoieillé près de l'Atde déficerranée, très
nuageux affeurs. de Nord-Floadie, le Normandie, l'Île-de-France, l'ensemble des régions du Nord-Est ainsi
que le région finêne-Alpes, les nuages
abondants donment per moments un peu de pluie ou
de bruine les Alpes, il neigera
fablement au-dessus de 1 800 mètres.
En journée, éclaircles
i coutafois se dévelop-

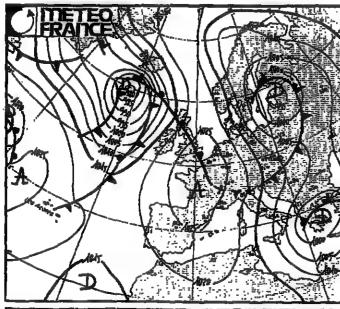
Sur le Centre, la Bourgogne sinsi que

Sur les régions de l'Ouset et du Sud-sera sera Midi.

per de nombreux ruages bes ainsi que per des bancs de brume ou de brouil-ies ; se la la la de belles apparitions. Mai la relief des Pyrénées Mervere un peu plus de nueges. Sur les régions méditerranéennes. le

tamps sneolelijé persistera, avec simplement \_\_\_\_\_\_ Les températures seront sens limite évolution : les minimales seront généralement comprises entre 6 m 8 degrés dans l'intérieur, entre 9 et 11 degrés sur les côtes ; quent aux le nord du Massif Central, les nueges prédomineront le matin, alors que des éclaircles se développeront l'après-Centre-Est, tandis qu'elles atteindont

PRÉVISIONS POUR LE MANAGE 1982 A MI HEURE TUC



TEMPÉRATURES	maxima -	minima	at	temps	observi
	nes relevées emre				-4-92

FRANCE	TOULDUSE 19 8 P	
AJACCIO 14 3 D	TOURS 8 7 C	MADRID 18 10 D
BIARRITZ 11 10 P	POINTEA-PITES. 30 22 D	MARRAKECH 30 16 D
BORDEAUX 10 3		MEXICO 11 N
SOURGES 10 6 P		MILAN 1 D
BREST 12 10 C	ALGER 15 6 10	MONTRÉAL 6 I C
CAEN 12 10 C	AMSTERDAM 0 7 P	MOSCON 16 D
CREERBOURG 13 9 C	20 t3 B	NAIROB! 26 17 N
CLERNONT-PER_ 8 5 C	BANGKOK 36 D	
DLJON 8 4 II	BARCELONE 16 6 C	SINK Direction for the
GRENOBLE 12 6 F	19 1 D	NEW-YORK 7 5 A
	DEDICATE TO C	OSLO 7 - 1 D
LILLE 8 8 A	BERLATIV 12 P BERLAT 7 C BRUKELLES 8 7 P	PALMA-DE-MAJ 15 3 D
LIMOGES 8 4 P	DECOMPOSITION OF THE	PEKIN 28 11 D
LYON 10 4 P	COPENHAGUE 8 - 3 D	ENO-DE-JANEIRO
MARSEILLE 13 8 D	DAKAR 23 18 N	ROME 10 6 P
NANCY 9 6	DJERBA 16 11 C	CTION A DATED
NANTES 12 10 C	GENEVE 8 2 C	Amount A A A
NICE 16 8 D	HONGKONG 23 50 N	STOCKHOLM 6 - \$ D
PARIS-MONTS _ 10 8 II	ISTANBUL 19 10 D	SYDNEY 19 13 D
PAU 9 6		TOKYO 19 70 D
PERPIGNAN 12 9 D	LE CAIRE 24 13 D	TUNES 15 6
RESONES 12 II	LISBONNE 22 14 D	VARSOVIE 5 - 4 N
ST-STIENNE_ 8 4	LONDRES 16 9 C	
	LOS ANGELES 22 16 C	VIENNE 9 3 N
STRASBOURG 10 4 P	TANS VANCETON TO 10 C	1100 TIME 3 3 A
{		
		D T *
ABC	DNO	P   T   *
average kird		
averse brame convert	degage nuageux orage	pluie tempéte neige

TUC = temps universel coordonné, = pour la France : l'annual l'ann moins I have an été ; heure mains I heure m hiver. (Document avec la rechnique spécial de la la mationale.)

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans supplément daté dimanche-lundi.

Signification des symboles : > signalé dans s le Monde radio-télévision » ; □ Film s éviter : s On peut voir ; s s manquer ; s s Chef-d's n ou classique.

# Samedi 18 avril

TF 1 20.50 Vandous: Sébastien Van fou l 22,35 Magazine : William Formule sport.

1.10 Journal W Météo.

20.50 Magazine : La Nuit des héros 22.45 Magazine Double Juli 0,00 Journal Météo.

0.10 Soirée spéciale :
Blacks, Blancs, Beura.
Jeunes, Tisés, mais sportifs... Une opération du ministère de la Jeunesse et

21.00 Documentaire : Haute-Savoie 1944, 1. Le fureur de la guerre La Courrier des téléspectateurs. 22.30 Journal et Line 22.55 Téléfilm : Andre's Mother

FR 3

23.40 Magazine : Mégamb. **CANAL PLUS** 20.30 Táléfilm I

21.55 Flash d'informations.

l'ami de mon file.

22.00 Sport : Boxe. Championnat d'Europe des super-welters. (France) - Wally rande- Bretagne). 22.45 Sport : Football.

Monaco-Marselle. 36\* journée du championnat de de 1\* division, en différé de Monaco.

0.40 Cinéma · After Midnight. # Film américain de Ken et Jim Wheat (1989), M 6

20,30 Divertissement: Les Dents de l'humour. 20.40 Téléfilm : Pancho Barnes l'aventurière du ciel. De Richard T. Heffron. Táléfilm :

Tuer n'est pas jouer. 0.35 Musique : Flashback. 1.05 His minutes d'informa-

LA SEPT H O Documentaire: Denis Chegaray Dun.
Doat. 1. La Fureur de la

querre civile. 22.25 Le Courrier AND MANAGE 22.30 Solr 3. 22.55 Téléfilm : Andre's Manual l'ami 🕍 mon fils.

# Dimanche 19 avril

TF 1 14.15 Série : Rick Hunter inspecteur = 22 15.15 Serie : Learne 16.35 Disney parade.

18.05 Magazine : Téléfoot.
Coupe d'Europe : Feyencord
Monaco (résumé) : champion
Let de France A 18.58, Lote 19.05 Magazine : 7 sur 7.
Invité : Michel-Edouard
Lecierc, coprésident de l'As-

sociation des cantres de influence Edouard-Lecierc.

20.00 Journal, Tiercé, Météo, Trafic Infos et Tapis vert.

20.45 Cinéma : Le Pont La rivière Kwal. Es 23.30 Magazine : Ciné dimanche.

23.35 Cinéma : La Grande Bagarre de Don Camillo, d

18 10 Série : Mac Gyver. 16.45 Dimanche Martin. 17.25 Documentaire : L'Equipe Cousteau du monde.

19.25 Série : Maguy. Journal, Journal des 20.50 Téléfilm :

A deux pas du peradis. 22.20 Magazine : Bouillon de culture. 23.40 Journal et Météo.

FR 3

14.45 Magazine : Sports 3
dimanche (suite).
Gymnastique : champiornets
du monde : spécialité :
direct du POPS : Cyclleme :
Liège-Bastogne-Liège : Tennis : Tournoi de Nice (finale) ;
The company : Auteuit ;
Auteuit ; Actualités
mômes. 18.00 ▶ Les Vacances de Mori-

19.00 Le 19-20 de l'informa-tion. De 19.12 à 19.35, le journal de le région. 20.05 Divertissement : Táláchat.

20.70 Série : Benny Hill. 20.45 Divertissement: Rien à cirer. 22.05 Magazine : Le Divan, D'Henry Chapier Invitée : Mathikla May, 22.25 Journal et Météo.

22.50 Sport: Voile (et à 0.10). Coupe de l'America: finele (résumé).  **CANAL PLUS** 

14.00 Táléfilm : Les Nuits de Derek Ekon ministre de Sa Majesté. 15.20 Magazine : 24 heures. 16.15 Documentaire : Colobes, singes en habit. Dessin animé :

Les Simpson 17.25 Comple et cascadeurs nº 3. 17.56 Le Journal du cinéma. 18.00 Cinéma : La Diable. II Film américain de Susan Sel-(1989).

En clair jusqu'à 20.30 -

19.40 Ca 20.20 Dis Jérôme...? 20.25 Magazine : L'Equipe du 20.30 Cinéma : All sources MII, ## Film américain de Sob son (1989).

22.40 Flash d'informations. 22.40 Hash d'informations.

22.45 L'Equipe du dimanche.
Football: Milan; Liverpool-Leeds; neu
Madrid-Espanol Barcelone;
les buts de la D1 et de la D2;
iles buts européans. Volle : le
samaine olympique de
Hyères.

0.45 Cinéma :

Les Nuits de Harlem. 
Film américain d'Eddie Mur-

M 6 14.45 Manuals : Multitop. 16.15 Série : Clair de lune. 17.05 Série : Le Saint. 18.00 Série : Esplon 19.00 Les Routes du paradis.

19.54 d'informations, Météo. Millians, mereu.

Série :
Madame est servie.

20.30 Magazine : Sport 6.

20.40 Téléfilm : Le Fantôme des Canterville.

22.25 Magazine : Canur pub.
22.50 Cinéma :
Le Chat à neuf queues. ■
0.48 Six ri le d'informstions.

LA SEPT

15.30 Flash d'informations
16.30, 18.00, 18.00, 19.55).
15.35 Magazine: Dissensus, invités: Jean-Claude Barreau, Bruno Etienne. 16.35 Téléfilm : Le Siècle des Lumières (2º partie). 18.05 Documentaire :

The Highly Exalted. 19.00 Documentaire : Doodlin'Len Lye. 20.00 Le Dessous des cartes : 1997, Hongkong. 20.25 Le Courrier des téléspectateurs.

20.30 Cinéma : Cinq solrées, 92 Film soviétique de Nikita Mikhalkov (1978). 22.10 Le Dessous des cartes, 22.20 Cinéma : La Mari en ce jardin.

# CARNET DU Monde

<u>Décès</u>

- Patrice CAIRE, est décédé le vendredi 17 avril 1711

lunérailles seront célébrées au Saint-Bonaventure de Lyon, le svril, 10 heures.

De la part le la famille le Patrice, De la part de la famille de Marcelle, Ainsi que de tous leurs amis. Ni ni couronnes

Cet avis tient lieu de faire-part

On pric d'annoncer le rappel la Dieu, le 15 avril de

M. André VIALARD-GOUDOU. professeur marite la faculté pharmacie de Tours, croix de guerre 1939-1945, chevalier de l'ordre national du Mérite, commandeur des académiques,

dans sa quatro-viner-deuxième année. religiouse aura le le mardi 21 avril, le 9 h 30, en l'église Seinte-Jeanne-d'Arc, l' Tours.

L'inhumation aura lieu, # 16 # 30, == cimetière Moulis-en-Médoc (Girande).

De la part in Philippe ot Catherine Visland-Goudou,
Dorothée et Patrice Pattée,

Vlalard-Goudou, petits-enfants, Contribution for many

121, rue Origet, 37000 Tours.

# **CARNET DU MONDE**

40-65-29-94 ou 40-65-29-96 Les answers être LE JOUR MEME s'ils nous perviennent avent ill h au slège du journel. 16, rue Falouière. Tillex : 208 806 F

T@6copleur : 45-88-77-13 Tarif de le ligne H.T. Toutes rabriques ... Abonnés et zotionneires ... Les lignes en capitales grasese sont facturées sur le base de danx lignes. Les lignes en bient sont obligataires et facturées. Minimum 10 lignes.

- Villers-lès-Nancy. Verneuil-sur-Avn. Metz.

THE THE

J18 15" CO. 55" P. 15"

M= Henri Mutel,

son épouse, M. ■ M= Michel Godinot, enfants et petits-enfants, M. et Me Beard M

et leurs enfants, M. René font part du décès de

Henri MUTEL, ingénieur honoraire en chef des instruments de mesure, chevalier de E Légion d'honneur,

officier des Palmes académiques, survenu dans sa quatre-vingt-neuvlême année, le jeudi 16 avril 1992.

brées ce samedi avril, à 14 h 30, à Liffol-te-Grand (Vosges).

🔤 gyls 🚞 🔚 🗃 faice-part.

9, Georges-Clemenceau Villers-lès-Nancy,

<u>Anniversaires</u>

- La III avril 1992.

Jean-Louis CALDERON cu trente-quatre ans.

Que tous sum qui l'ont simé, sion une pensée pour lui en ce jour qui un jour de joie.

Nominations

- M. Maria Lacezo, président EDIPHI,

Henri-Paul VANEL elère, directeur for rédactions

M. Henri-Paul Vanel, quarante-six ans, diplôme de l'amb supérieure de journalisme, a été rédacteur, puis grand reporter pendant tracal ans il la Desforate, rejoindre 1982 le groupe Echon de depuis 1989, rédacteur de dépuis 1989, rédacteur de dépuis Bourse-finances, il EDIPHI, outre de la cière, de développer les synergles exis-tant entre l'hebdomadaire, le mensuel Plus-values et m futures publications du groupe destinées aux pro de la finance et de la

#### Soutenances de thèses

Paris-I (Panthéon-Sor-bonns), M. Eric Lehmann une thèse arts plastiques et accessed de l'art, le mardi 21 avril 1992, à 10-b une tentative esthictique nouvelle utilisant le laser, « outil » de deux expé-riences plastiques : L488 : ligne et lon-queur d'onde. TC488 : trame, chaîne et longueur d'onde ».

Trames de recherche : L le profes-sour Pierre Baqué.

#### **MOTS CROISÉS**

PROBLÈME Nº 5781 HORIZONTALEMENT

I. Font admirer des personnes trun balancées. Un transpose dans son ilt quand vient le nuit. - II. Elles languissent partout. Reste la poli en des régions froides. - III. grammaticale. Bête il nous endormir. la fenêtre ou se

la fenêtre ou se déplace dans un bureau. - IV. IIII noisettes sufficient parfois à les allementer. Acide. - IV. IIII ment parfois à les allementer. Acide. - IV. IIII noisettes sufficient parlie au pour le la culotte (gravitaient la culotte (gravi 1 2 3 4 8 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 déplace dans un

X. Mare Thans en vue M faire mauvais accueil. De même. Dignitaire étranger. - XI. Instrument de l'Amour. Sont pêtes au four. De nombreuses voies s'y croisent. - XII. Il rares choses qu'un avare consent I donner. Dans leur domaine, il y a des cases et des tours. - XIII. Est noir. Ont un garde dans im cabinets. Quartier de Manosque. - XIV. Pronom. Eciate violemment. Beau théâtre de verdure. - XV. Trou en . relief. A l'étranger.

VERTICALEMENT

1. Sont soumis à une passion dévorante. — 2. Un contretemps ne le contrete à un manchot de pacher adroitement, ~ Est percée avant d'être enfilée. Elle recevait un soufflat sur le derrière. - 4. Dodo. La boussole du gourmet. Fit un certain travan. 5. Remplit des poches après avoir été fauché. Agitation. Cognent. 6. Symbole. Douzième provisoire. Pronom. - 7. Sont prises à la gorge. In quart et un milleme. - 5. Mi. Ri. être. - 6. Tsunami. En I - 7. Stroma. Brut. - 8. Emil Crème. - 9. III de Mauser. Etat des choses. Prise de catch. -

Préfixe. en Orient. Fait le tour du bois. -10. Patate ou cornichon. Des journées, iles semaines, den meis Pilote d'essai. – 11. Voua i la dégradation. Ancien sigle, Roi. -12. Son compte est bon. Sont deux
is se partager le monde. -- 13. D'un
auxiliaire. Est sombre. Interjection. Participe. -- 14. Ne se prête pas aux longues confidences. Nous en forgeons sans cesse de nouveau pour nos besoins. - 15. Entrent dans un train pour suivre la route. Brûle petit feu. Animal, Solution du problème nº 5760

Horizontalement

I. Enfants. - II. Palmistes. -III. Huai. Urne. - IV. Etne. Note. -V. Mi. Brame. - VI. El. Lima. -VII. Reve. Ca. - VIII. Ame. Bru. -IX. Délétères. - X. Enrhumé. -XI. Sotte. Ter.

Verticalement Ephémérides. — 2. Nautile. —
 Flan. Valet. — 4. Amiablement. —

- 9. Theo. Mauser. GUY BROUTY

Dada

40.74 544

A 19 1 - 40 F

-4 -1 ·

 $\omega = 1/4\sqrt{\epsilon}$ 

1000

 $\{ c_i, c_i, c_i \}$ 

40 mg/2

25 中,2016年

and the second

: •••

7 give

4.50 mm (2002)

1 ..... 12 B. M. V. - -----

No. 1ste

1000 - 1000

Solver States

2.7 10 No. 18

224.

1200

50000

POSITIONS

14-20

HATE

The make

 $\gamma := A_{n} \otimes_{p}$ 

Syre grant

ئى ئىراد ئىرى زادساد ئاراد

in indige to the series of the series of

All marky

The Control of the Co

2.0

----

Section 1

ويون خانده

्र *करो*त्र स्

المنظمة المنظمة

The seeing

 $(\omega_1, \omega_2, \ldots, \omega_r, \omega_r)$ 

1 - 1-25

Francisco 🙀 1 3 - Labor 

\*\* 130(5) i - mai a

111.45

- - - Tark

Deux ans après l'effondrement

espaces commerciaux naissem à

création, avant le 1ª juillet, d'une

zone de libre-échange appelée

les Etats-Unis, qui souhaitent

voir renaître les liens entre des

La revitalisation du commerce à

l'intérieur de l'Europe centrale,

qui stimulerait sans nul doute

l'activité de cea pays frappés

les pays les plus développés,

qui sont aussi parmi les plus

par la récession, a fait l'objet de

nombreuses propositions. Ainsi,

pauvres en énergie, achèteraient

à l'ex-URSS du pétrole, du gaz

et des matières premières, et

manufacturés qui manquent cruellement aujourd'hui à

Moscou et dans les autres

Républiques, Las pays . occidentaux avaient même

l'équilibre financier de ces

l'Europe centrale pour les rétrocéder, sous forme d'aide, à

ambitieux, c'est pour l'instant

une simple abolition - sur une

barrières douanières entre trois

pays qui voit le jour. Comment

l'ancienne Europe socialiste ne

tient pas actuellement à renouer

les liens qu'elle a réussi à briser

il y a deux ans, même si les

nouvelles attaches promettent

Chaque Etat se soucie avent tout

de ses relations commerciales

avec l'Ouest et n'a pas . -

forcement confiance dans la

stabilité des marchés de ses

voisins. D'autre part, du côté

des Occidentaux, on reconnaît

commerciale pourrait se révéler

exportateurs d'Europe de l'Ouest

que l'effondrement du

marchés à l'Est. La

communisme a ouvert des

reconstitution d'une zone

et des Etats-Unis de leurs

donc, de grand schéma

La nouvelle zone de

ambitieux.

depouchés tout neufs. Point,

libre-échange relève surtout d'une stratégie politique

commune entre trois Etats qui

ont tous, en décembre demier,

signé des accords d'association

avec la CEE et qui espèrent bien

tchécoslovaques et polonais ont

tous rappelé que l'adhésion à la

O Nouvelle grève des dockers les 18 et 19 avril. - La Fédération

nationale des ports et docks CGT a

appelé les dockers à faire à nou-

veau grève les samedi 18 et dimanche 19 avril. Il s'agit du

vingt-sixième arrêt de travail

depuis octobre. « Cette action est

une riposte immédiate à la décision

prise par le conseil des ministres le

15 avril, qui a adopté le projet de

loi sur la réforme de la manutention », indique la fédération. « Ce

projet doit être retiré ou gelé afin

de permettre une négociation natio-

nale», ajoute l'organisation syndi-

FRANÇOISE LAZARE

CEE est leur objectif premier.

adhérer formellement à la Communauté. Dans leurs

ministres hongrois,

déclerations de vendredi, les

coûteuse et priver les

d'être bien plus fructueuses.

periode de dix ans - des

l'expliquer? D'une part,

l'ancienne URSS. Or, au lieu de ce schéma

suggéré qu'ils pourraient assure

échanges, tout comme la faisait l'Union européenne des paiements du temps du plen

Marshall. Selon un autre projet, l'Ouest achèterait des produits à

vendraient les biens

Etats contraints de coopérer

entre eux pendant quatre

décennies de régimes

communistes

« Comité de coopération de

l'Europe centrale ». Cette nouvelle devrait réjouir la CEE et

du COMECON, de nouveaux

l'Est. Vendredi 17 avril, la Hongrie, la Tchécoslovaquie et

la Pologne ont annoncé la

La course

à la CEE

Palith

A quelques jours de la réunion du Groupe des sept principaux pays industriels (G7), qui doit avoir lieu dimanche 26 avril à Washington, les déclarations en faveur de la relance économique se multiplient. Après la forte augmentation des dépenses publiques intervenue en Grande-Bretagne et l'appel à la relance européenne exprimé jeudi 16 avril par M. Bérégovoy (le Monde du 18 avril), le secrétaire américain au Trésor, M. Nicholas Brady, s'est inquiété, lors d'un voyage en Grande-Bretagne, de la faiblesse de la croissance au sein du G7. M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale américaine, s'est pour sa part déclaré

**NEW-YORK** 

peu satisfait du niveau de l'acti-

de notre correspondant

vité aux Etats-Unis.

Wall Street s'envoie mais la Réserve fédérale fait la moue. A l'issue d'use semaine écourtée en raison du vendredi saint, le New York Stock Exchange a gagné 3,4 % en quatre séances, celle du 16 avril marquant un nouveau record – le troi-sième consécutif – de l'indice Dow Jones, qui a clos à 3 366,50 points sous l'effet d'un courant d'achats motivé par les bénéfices en hausse pour l'exercice 1991 annoncés par de nombreuses entreprises du secteur industriel et des services. Pourtant M. Alan Greenspan continue à faire montre d'une grande prodence. «Je

Après un arrêt du Conseil d'Etat L'UIMM réclame le remboursement

de 1.6 milliard de francs à la Sécurité sociale L'Union des industries métallur-

qué, vendredi 17 avril, que la Sécurité sociale pourrait avoir à rembourser « au minimum » 1,6 milliard de francs aux entreprises au titre de leurs cotisations

Cette revendication fait suite à un arrêt du Conseil d'Etat - rendu le 26 février 1992 - qui annule les textes gouvernementaux du mois de décembre 1987. La plus haute de décembre 1987. La plus haute juridiction administrative a en effet jugé que les majorations de tarification décidées par le gouvernement pour l'année 1988 ont dégagé des excédents qui « dépassaient de façon manifeste la marge nécessaire à la gestion » de la branche accidents du travail. Depuis 1984, l'UIIMM'n'a en de cesse d'ericer une baisse des cotisses. cesse d'exiger une baisse des cotisa-tions et de dénoncer « l'importance des excédents déjà dégagés », soit 25 milliards de francs depuis 1981 selon ses estimations.

L'arrêt du Conseil d'Etat intervient alors que les derniers chiffres publiés par la Caisse nationale d'assurances-maladie (CNAM) font état d'une augmentation du nombre et de la gravité des accidents du travail pour la troisième année consécutive (le Monde du 10 avril). ne pense pas qu'un taux de croissance réelle de 2 %, qui est ce que nous constatons actuellement, soit suffisant pour réduire le chômage», a indiqué le 17 avril le pussident de la «Fed» lors de son audition par la commis-sion bancaire du Sénat.

A cette occasion, M. Greenspan a indiqué que le taux de croissance réel du produit intérieur brut (PIB) avait progressé de 2 % en taux amuel au cours des trois premiers mois de l'amée, après une augmentation de 0,4 % au cours du quatrième trimestre 1991. M. Greenspan a toutefois concenté le boune tenue de plusions constaté la bonne tenue de plusieurs indicateurs économiques, le dernier en date étant l'annonce, le 17 avril, d'une augmentation de 6,4 % des constructions de maisons neuves et d'appartements au mois de mars, ce qui constitue la quatrième progres-sion mensuelle de cet indice, relève le département du commerce en publiant cette information.

Les propos très mesurés du pré-sident de la Réserve fédérale quant à l'absence de vigueur de la reprise économique ont été interprétés par certains commentateurs comme le prélude à une nouvelle baisse des taux d'intérêt aux Etats-Unis. En décembre dernier, la banque cen-trale avait ramené le taux d'escompte à 3,75 %, son plus bas niveau depuis près de vingt ans. Plus récemment, le 9 avril dernier, la banque centrale

avait réduit d'un quart de point les teux des fonds fédéraux (l'équivalent taux des fonds fédéraux (l'équivalent du loyer de l'argent entre banques) pour les fixer à ce même taux de 3,75 %. La baisse du coût de l'argent continue à se répercuter dans l'énsemble du système financier. Après les taux des prêts hypothécaires, c'est au tour des taux pratiqués par les émetteurs de cartes de crédit, le véhicule essentiel de la consommation aux États-Unis, de baisser.

Citibank, le plus grand émetteur de cartes Visa et Mastercard, a donné le coup d'envoi en annonçant le 16 avril une réduction de 19,8 % à 15,9 % des taux pratiqués sur les cartes «classiques» Visa et Mastercard, tandis que les taux des cartes «privilégiées» seront ramenés de 16,8 % à 13,9 %. En février dernier, American Express avait déjà réduit les taux applicables à sa carte Optima laquelle, il est vrai, éprouvait quelques difficultés à trouver preneur. Dans un premier temps, Citibank a déterminé certains critères (durée de détention de la carte, montant de transection) en la carte, montant de transection de la carte, montant de la carte properties de la carte de la ca tant des transactions) qui donneront droit à ces taux minorés dont vont bénéficier environ neuf millions de porteurs de ces deux cartes affiliés à Citibank, soit le tiers de l'ensemble des détenteurs de cartes Visa et Mas-

#### INDICATEURS

ÉTATS-UNIS

 Mises en chentier: + 6,4% en mars. – Pour le quatrième mois consécutif, les mises en chantier de logements ont fortement augmenté aux États-Unis en mars. Le hausse de 6,4 % enregistrée le mois demier fait suite à celle de 8,7 % du mois de février et confirme la très nette reprise de l'immobilier aux États-Unis, surtout dans le sud et dans

Les suites de l'affaire Parretti

## Le Crédit lyonnais annulerait près de la moitié de la dette de la MGM

**AMSTERDAM** 

de notre correspondant

Le quotidien nécriandais NRC Handelsblad affirme, dans son édition du vendredi 17 avril, que le Crédit lyonnais va reprendre la part de l'homme d'affaires italien Giande l'homme d'affaires italien Gian-carlo Parretti dans la Metro Goldwyn Mayer (98,5 %). L'opération sera financée par l'annulation de la moitié environ des prêts consentis par la filiale de Rotterdam de la banque (CLBN) à M. Parretti, qui se mon-tent au total à 888 millions de dol-lars. Ce montant avait été révété par le PDG du Crédit lyonnais, M. Jean-Yves Haberer, l'été dernier, après que le Crédit lyonnais eut décidé de couper les ponts avec un partenaire anssi coûteux tant en argent qu'en aussi coûteux tant en argent qu'en

A coups de procédures judiciaires aux Etats-Unis et aux Pays-Bas, la banque française a réussi, ces der-niers mois, à éloigner l'homme d'af-faires italien de la direction de plu-sieurs sociétés-clés de son empire et a'est fait attribuer les droits de vote s'est fait attribuer les droits de vote qu'il détenait, notamment dans la MGM. C'est dans cette stratégie de répudiation totale que s'inscrit la volonté du Crédit tyonnais d'acquérir la propriété des actions de M. Par-retti dans la MGM, en vertu du mandat de vente qu'elle l'avait contraint à hii confier il y a environ

un an, au moment où le torchon commençait à brûler. La nouveauté vient du fait que la banque française son propre bénéfice, non sans annu-ler, selon le journal nécriandais, 400 millions de dollars de dettes. Il est vrai que la MGM est difficilement vendable : la major de Los Angeles a annoucé, cette semaine, une perte de 347 millions de dollars pour l'exercice 1991. En tirant un trait sur près de la moitié de sa créance, le Crédit lyonnais essaie de sauver les meubles.

Cet énième épisode du feuilleton Parretti-Crédit lyonnais survient quelques jours après l'ouverture d'une enquête sénatoriale sur la généresité de la banque publique à l'égard de M. Parretti. Il précède de deux semaines l'assemblée générale du CLBN. Au cours de cette réunion, le 4 mai à Rotterdam, il sers pourvu au remplacement de M. Jean-Yves Haberer en tant que membre du conseil d'administration du CLBN. Mais le président en exercice du Crédit lyonnais n'oubliera pas de sitôt sa filiale néerlandaise, dont il a dit, sous la pression des autorités bançaires aux Pays-Bas, se porter garant au cours des deux derniers exercices, pour une somme comprise entre 10 et 15 milliards de francs.

**CHRISTIAN CHARTIER** 

Une étude de l'INSEE

# Les Français dépensent moins de 34 francs par jour pour se nourrir

Chaque Français dépensait en moyenne 33,90 francs par jour pour se nourrir en 1989 (soit 12 380 francs sur l'année), dont 6.50 francs pour prendre ses repas à l'extérieur (2,8 repas par per-sonne et par semaine contre 1,9 en 1969), selon le dernier numéro d'INSEE première sur «20 ans de consommation alimentaire:

En vingt ans, le budget alimentaire de nos concitoyens s'est allege, dans tous les sens du terme: d'une part, il ne représente plus que 21 % du budget total des ménages contre 30 % auparavant; d'autre part, la consommation de corps gras, de pain et de vin a baissé. En vingt-cinq ans, les Français ont quasiment divisé par deux la quantité de pain qu'ils mangent moins d'une demi-barnette gent : moins d'une demi-baguette

par jour aujourd'hui (121 grammes) et 100 grammes de beurre par semaine (- 37,5 %). Ils ne boivent plus que 21 litres de vin ordinaire par an, soit moins d'un ordinaire par an, soit moins d'un demi-litre par semaine (400 dl), à comparer avec les 72,5 litres d'eau (minérale) absorbés chaque année, ce qui représente moins d'une bouteille par semaine.

Finalement, de l'image d'Épinal du Français, béret sur la tête, baguette sous le bras et litron dans un filet, il ne reste plus que le camembert: 16,9 kilos de fromage consommés en 1989 (+ 62,5 % en vingt-cinq ans), ce qui représente 70 camemberts par an, soit près d'un et demi par semaine, à condi-tion bien sûr qu'il néglige le roque-fort, le gruyère on le cantai.

D'autant que, contrairement à

laquelle les habitudes alimentaires des Français s'homogénéisent, le contenu de leurs assiettes reste sociologiquement très marqué. A titre d'exemple, les agriculteurs restent les plus gros consommateurs de pain (60 kilos par personne et par an contre une moyenne natio-nale de 44,3 kilos), de pommes de terre (46 kilos contre 34,7 en moyenne), même s'ils ont tendance à normaliser leur alimentation. Les ménages où la femme travaille prennent en moyenne un repas de moins chez eux par semaine (!! au lieu de 12) que chez ceux où la femme reste à la maison. Dans ce cas, le repas est plus riche en pro-duits traditionnels, meilleur mar-ché, et douc moins onéreux : 14 francs en moyenne contre 16.

En Allemagne

## « Dollars-bananes » contre «bananes des colonies»

FRANCFORT

de notre correspondant

L'Allemagne ne parle pius que des bananes et de leur prix, qui va augmenter à la suite d'une de ces obscures décisions de la Commission de Bruxelles. «Les citoyens grognent déjà contre le traité de Maastricht, qui va faire disparaître le deutschemark, protestent les journaux, unanimes. Ils grognent contre les lourdes contributions allemandes au budget européen, que M. Delors veux encore augmenter..., et voici que la Commisaugmenter..., et voici que la Commis-sion menace notre régime alimentaire!» Trop, c'est trop. Le ton n'est

L'objet du litige est simple. Afin d'harmoniser le marché européen de la banane, la Commission européenne propose d'imposer des quo-tas d'importations sur les bananes ne provenant pas de la CEE et d'y appliquer une taxe d'importation de 20 % (le Monde du 11 avril). Ce choix a été fait, remarque-t-on choix à été fait, remarque-t-on outre-Rhin, sous la pression des Français, des Espagnols et, dans une moindre mesure, des Portugais, qui font veair les fruits de leurs «colonies des Caraibes». L'arbitrage, qui semble avoir été délicat, permettra selon Bruxelles d'obtenir un marché selon Bruxelles d'obtenir un marché unique européen, un prix unique et de favoriser les ventes des produits s'interness de la CEE, de la Martinique, de la Guadeloupe et des Canaries. En outre, il s'agirait aussi, dans le cadre des négociations du GATT, de montrer les dents aux pays du Sud et aux Américains pour sur faire comprendre que la Communanté sait être ferme.

Sculement voilà : les Allemands sont les plus gros consommateurs européens de ce fruit. Chaque habi-tant en avale 15 kilos par an, deux fois plus qu'un Français. Son prix

est de première importance pour la ménagère, juste derrière celui du pain et celui de la bière. Or, en ce moment, les prix grimpent déjà beaucoup. Si celui de la banane

Cet engouement bananier repose sur un privilège économique ne en 1957. A cette date, le chancelier Adenauer a accordé un monopole d'importation sans droit de douane à deux groupes américains, qui se fournissent au Costa-Rica, en Equa-teur ou en Colombie. Le marché agricole commun n'y a rien fait : les Allemands importent toujours ce Allemands Importent folipoirs ce qu'ils appellent leurs « dollars-ba-nanes» (1,3 million de tonnes par an) à un prix — celui du marché mondial — nettement inférieur à celui payé par les Français aux plan-teurs martiniquais. La différence atteindrait pariois 40 %.

On a eu bean expliquer que la On a ell bean expliquer que la banane tigrée des Caraïbes a bien meilleur goût, la probable hausse du prix suffit à soulever de vives critiques. Il s'agit «d'un coup porté aux consommateurs allemands et aux pays en voie de développement», s'est écrié M. Ignaz Kiechle, ministre de la consommation. Pour rides les rous recursons pages veut la aider les pays pauvres, mieux vaut le «dollar-benane» que la «banane des colonies», argumentent les édito-

Le projet de la Commission doit encore être approuvé par le conscit des ministres des Douze avant d'entrer en vigueur. Il devra ensuite échapper aux recours probables auprès du GATT, Bataille que l'on dit bien difficile. Reste que le choix de Bruxelles provoque un tollé chez les consommateurs, qui envisagent très mal qu'on les force à changer de

**ERIC LE BOUCHER** 

Pour faire face à la crise de la publicité

#### Le groupe Express doit réaliser 18 millions de francs d'économies

Comme de nombreux journaux, l'Express subit de plein fouet la crise de la publicité. Au cours des premiers mois de 1992, ses recentes de publicité commerciale ont baissé de publicité commerciale ont cause de 11 % par rapport au premier trimes-tre 1991, et les annonces classées (offres d'emploi surtout) d'environ 18 %. Le chiffre d'affaires du groupe, qui était supérieur à 1 milliard de francs en 1990, a régressé d'environ 100 millions l'an dernier et devrait constaître une baisse du même ordre

Le nouveau PDG du groupe Express, Mª Françoise Sampermans a donc réuni l'ensemble du person nei, jeudi 17 avril, afin de lui annon-cer l'arrêt de la revue Belvédère (le Monde du 18 avril) et la cure d'amaigrissement qui l'attendait. Le nouveau PDG, dont c'était la premaire prise de contact avec l'ensem-ble des salariés du groupe, a indiqué que 1992 devrait se traduire par des économies globales de 18 millions de francs (la moitié assumée par la rédaction, l'autre par l'administration et le service publicité) obtenues par des réductions de frais généraux.

Evoquant une « nécessaire optimi-sation », et tout en délivrant un satisfecit pour la bonne tenue rédaction-nelle de l'Express et pour ses chiffres

que «l'outil devait s'adapter à un marché en récession» et a évoqué, la ments, «Quand on est moins, on travaille mieux et pour moins cher», a-t-elle affirmé. Boutade? Cette phrase a néanmoins été prise au pied de la lettre par certains salariés. La société des rédacteurs a demandé à rencontrer M= Sampermans.

□ Grève des journalistes à «Presse Quéan» et à «l'Eclair». - Les journalistes de Presse Océan (95 000 exemplaires) et de l'Eclair (18 000 exemplaires), deux quotidiens du groupe Hersant édités en Loire-Atlantique, ont décidé, vendredi 18 avril, un arrêt de travail de vingt-quatre heures qui a empêché la parution des deux quotidiens samedi 19 avril. Les revendications des grévistes portent sur « les sous-effectifs, l'absence de dialogue avec la direction générale du journal, les inquiétudes lièes au devenir des journaux du groupe Hersant dans l'Ouest», selon l'intersyndicale CGT-CFDT-SNJ.

A l'occasion d'une redistribution du capital

#### TV 8 Mont-Blanc devient le principal actionnaire de Télé-Lyon-Métropole

de notre bureau régional

Un regroupement va intervenir Un regroupement va intervenir entre deux expériences françaises de télévision locale. Le capital social de la chaîne Télé-Lyon-Métropole (TLM), qui doit être très largement redistribué, permettra à Lucie S.A., premier actionnaire de la chaîne savoyarde TV 8 Mont-Blanc, de devenir le principal actionnaire (33,5 % du capital) et l'opérateur de son homologue lyonnaise. La Compagnie générale des eaux réduit sa participation (24,8 % contre 39 9 %) participation (24,8 % contre 39,9 %), de même que le quotidien lyonnais le Progrès, du groupe Hersant (21,2 % contre 39,6 %).

Le Progrès est à l'origine de la te l'1 au venue des dirigeants de TV 8 Montblanc. En droit, cette volonté d'ouvir la porte à «8 Mont-Blanc» s'est d'abord heurtée à l'autorité du Conseil supérieur de l'andiovisuel (CSA), qui a empêché la transaction entre le Progrès et Lucie S.A., après une audience tenue mardi 7 avril, Un projet de relance de la chaîne,

M. Freddy Thomelin, a été rejeté, fante de précisions chiffrées. Il avait le soutien du personnel, favorable à une solution de continuité de la grille, avec un recours accru au «parrainage». Les actionnaures ont pris quelques engagements sur « le projet d'entreprise, fondé sur la qualité de l'information, le développement du programme local et la recherche de l'équilibre financier», attendu pour la fin de 1993, avec un budget de fonc-tionnement de l'ordre de 24 millions

La règie publicitaire de TLM ne sera plus consolidée dans les comptes de la chaîne. Cette décision inquiète de la chaîne. Cette décision inquière le personnel commercial. TLM a perdu, en 1991, 9,7 millions de francs, sur un budget de fonctionnement de 27 millions de francs mais, selon M. Daniel Versanne, directenr régional de la Générale des eaux et président du conseil de surveillance, la résoration du déficit annuel d'exla résorption du déficit annuel d'exploitation est en cours.

GÉRARD BUÉTAS



# THÉATRE

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62). L'amour est aveugle : 19 h. Dépressione verbeuses : 22 h.
ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). Pleins Feux : 17 h et 20 h 45, dim. 16 h.
ARCANE (43-38-19-70). Le Lettre en souffrance d'un homme de pelne : 20 h 30, dim. 17 h.
ATELIER (46-06-49-24). L'Antichembre : 21 h, dim, 16 h 30.
ATHÉNÉE - LOUIS-JOUVET (47-42-67-27). Selle C. Bérard. Du geste de bois : 20 h 30, dim. 16 h.
BASTILLE (43-57-42-14). Les Déliés : 19 h 30, dim. 15 h 30. Hall de nuit : 21 h, dim. 17 h.
BERRY (43-57-51-55). Dim. Les Champètres de joie : 20h30. Champêtres de joie : 20h30. BOBINO (43-27-75-75). Bouverd du rire : 21 h, dim. 15 h. BOUFFES DU NORD (48-07-34-50). Ruy Hiss: 15 h et 20 h. BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). George et Margaret: 17 h 30 et 20 h 45, dm. 15 h 30. BOUFFONS-THÉATRE DU XIXE (42-38-35-53). Light, ex-famme de Dieu : (42-38-35-53). Listh, ex-remme de Lieu: 20 h 30.

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Thé à le menthe ou t'es citron: 20 h 15.0km. Fastival d'expression artistique: 20h.

CARTOUCHERIE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-97-04). L'Aristophanie ou le Chosur des clochards: 20 h 30.

CARTOUCHERIE EPÉE DE BOIS (48-08-39-74). La vie est un songe: 20 h 30. 20 h 30. CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA TEMPETE (43-28-36-36). Selle I. L'Evell du printemps : 20 h 30, dim. 16 h. Selle II. La Mangeuse de crottes : 21 h, dim. 16 h 30. 16 h 30.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), Y a-t-il un communiste dans la salle? : 21 h, dim. 15 h 30.

CINQ DIAMANTS (45-80-51-31), Le Jeu de l'amour et du hasard : 20 h 30, dim. 17 h 30. 17 h 30.
CIRQUE D'HIVER-BOUGLIONE
(48-05-95-95). Les Sept Jours de le
Bible: 15 h et 21 h.
CITÉ INTERNATIONAL UNIVERSITAIRE (45-67-87-74). Le Frontière:
20 h 30, dim. 16 h.
COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Bernard Mabille: 21 h, dim. 15 h 30. COMÉDIE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-37-21). Place montée: 21 h, dim. 15 h 30. COMEDIE ITALIENNE (43-21-22-22). L'Epouse prudents : 21 h, dim. 15 h 30, COMEDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire's Folies : 19 h. Grand-Peur et misère du ille Reich : 21 h, dim. 15 h. COMEDIE-FRANCAISE (40-15-00-15).Dim. Caligula : 20h30. Le roi s'amuse : 14h. 14h.
CRYPTE SAINTE-AGNÈS (EGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31).Dim.
Les Larrons: 15h.
DAUNOU (42-61-69-14). Couaci le Grand
Orchestre du Spiendid: 20 h 45, dim.
15 h 30. Rôdeur: 20 h, dim. 17 h.
DEUX ANES (48-08-10-26), Guy Montagné dans Histoires drôles: 21 h.
DIX-HUIT THÉATRE (42-26-47-47). Resencentz et Guildenstern som morts: 20 h 30, dm. 16 h.
EDGAR (43-20-85-11). Le Patit et le Grand: 20 h 15. Les Babas cadres: 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-59-92). Décibel: 20 h 45, dim. 15 h. ELDORADO (42-49-60-27). Monsteur ELDORADO (42-49-60-27). Monetsur Amédée: 18 h et 21 h. ESPACE ACTEUR (42-62-35-00). Lea Carabiniers: 20 h 30, dim. 16 h. ESPACE MARAIS (48-04-91-55). Le Mariage de Figaro: 18 h, dim. 15 h 30. La Mouette: 20 h. ESSAION DE PARIS (42-78-45-42). Salle I. Titra provisoire: 20 h 30, dim. 16 h.
FONTAINE (48-74-74-40). Le Clan des veuves : 16 h 30 et 20 h 45.
G A I T É · M O N T P A R N A S S E (43-22-16-18). Nina : 21 h, dim. 15 h.
GRAND THÉATRE D'EDGAR 20 h 30. SHOW-BUS (42-62-36-56].Dim. Show Bus: 14h30. Bus: 14h30, SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). Charité bien ordonnée: 20 h 30. STUDIO DES CHAMPS-ELYSÉES (47-20-08-24). L'Amérique de Jean-Paul Martineau: 16 h 30 et 20 h 30. THÉATRE 13 (45-88-62-22). L'Echange: 20 h 30. THÉATRE 14 - JEAN-MARIE SERREAU (43-20-90-09). Roland Magdene dens Rire: 18 h et 20 h 15. Tu es gentil, tu laisses Marie-Madeleine en dehors de tout ca: 22 h. GRANDE HALLE DE LA VILLETTE (40-03-39-03). Les Pieds dans l'esu: 17 h et 20 h 30. GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). Le Chant du cygne :

18 h 45. Trois petites planches et trois petits clous: 20 h 30. Le Perroquet de Marilyn: 22 h 15.

GYMNIASE MARIE-BELL (42-46-79-79). Elle et Moi...: 20 h 30, dim. 15 h 30. HUCHETTE (43-26-38-99). La Canteririce chauve: 19 h 30, Le Leçon: 20 h 30. Les Gestronomades: 21 h 30.

LA SRUYERE (48-74-76-99). C'était bien: 21 h; dim. 15 h.

LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-11). Le Supplément au voyage de Bougainville: 20 h 30, dim. 17 h.

LE BOURVIL (43-73-47-84). Ma souriente Algérie: 20 h 30. (45-45-49-77). La Maison de la nuit : 20 h 30, dan. 17 h.
THÉATRE CLAVEL (43-71-93-73). La Gardien du phare : 19 h 30, dim. 15 h 30.
THÉATRE DE DIX-HEURES (48-06-10-17). Prends garde à toi : 20 h 30. Daniel Lemire dans Juste pour din : 22 h rire; 22 h.
THÉATRE GRÉVIN (42-48-84-47). Un
soir au bout du monde: 20 h 30.
THÉATRE DE LA MAIN-D'OR BELLEDE-MAI (48-65-67-89). De la paille pour
mémoire: 21 h, dim. 17 h. Belle de Mai.
Après l'amour: 21 h, dim. 15 h.
THÉATRE DE LA MAINATE
(42-08-83-33). La Fou de bassan:
20 h 30, dim. 18 h 30.
THÉATRE MODERNE (48-05-69-89). Je
vous demande pial-8: 20 h 30.
THÉATRE MODERNE (48-05-69-89). Je
vous demande pial-8: 20 h 30.
THÉATRE MOTORGUEIL
(42-33-80-78). Un fou d'opéra: 21 h.
THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT
(47-27-81-15). La Galaria. Un coeur sous
une soutans: 18 h 30. Saile Gémier.
Andromaque: 20 h 30, dim. 15 h. Saile
Jean Visar. Le Nuit des rois: 20 h 30, dim.
15 h.
THÉATRE NATIONAL DE LA COLLINE
(43-66-43-60). Petite saile. Les Videurs:
16 h et 21 h.
THÉATRE NATIONAL DE L'ODÉON
(43-25-70-32). La via est un songe:
20 h 30, dim. 15 h.
THÉATRE NATIONAL DE L'ODÉON
(PETITE SALLE) (43-25-70-32). L'étau;
Je rève (mais peut-être pas): 18 h 30,
dim. 18 h 21 h 30.
THÉATRE DE MESLE (46-34-61-04).
Lorsqu'un poète meur... Federico Garcia
Lorga: 18 h 45.0 im. La Libertinape: 22h. rire ; 22 h. THÉATRE GRÉVIN (42-46-84-47). Un 20 h 30, dim. 17 h.

LE BOURVIL (43-73-47-84). Ma sourients
Algérie: 20 h 30.

LE FUNAMBULE THÉATRE-RESTAURANT (42-23-88-83). Histoires
camiques: 20 h 30.Dim. En Joei: 15h.

LE PROLOGUE (45-75-33-15). La Granda
Tentation de saint Antoine: 20 h 30.

UERRE-THÉATRE (45-88-55-83). L'Histoire de Kandu et Pramiotcha: 20 h 30.

dim. 16 h.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34).
Théâtre noir. La Peitr Prince: 18 h 45.

L'Amérique, l'Amérique...: 20 h. La vie
n'est pes un film de Doris Day: 21 h 30.
Théâtre rouge, Beresthi: 18 h. La Journée
du maire: 20 h. Entre chien et loup où la
véritable histoire de Ah 0: 21 h 30.

MADELEINE (42-65-07-09). N'écoutez
pas, masdames: 21 h, dim. 15 h 30.

MAJSON DES CULTURES DU MONDE
(45-44-72-30). Baye: 20 h 30.

MAISON DES CULTURES DU MONDE
(46-44-72-50). Baye: 20 h 30.

MAISON DES CULTURES BU MONDE
(46-44-72-50). Traki, le vertige des
lumesux: 20 h 30.

MASCARIA (42-72-02-73) 1'Erole des umeaux : 20 h 30. MARAIS (42-78-03-53). L'Ecole des Lorsqu'un poète meurt... Federico Garcia Lorga : 18 h 45.0im. Le Libertinage : 22h. THEATRE OUVERT-JARDIN D'HIVER (42-62-59-49). Liebeth set complètement pétée : 21 h. MARAIS (42-78-03-53). 1'Ecole des ferranes: 21 h.
MARIE STUART (45-08-17-80). Les Anciennes Odeurs: 18 h 30. Sevage Love: 20 h 30.
MARIGNY (42-56-04-41). La Misanthrope: 21 h, dim. 15 h.
MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74). Cher Menteur: 21 h, dim. 15 h.
MATHURINS (42-85-90-00). Caligula: 20 h 45, dim. 16 h.
METAMORPHOSIS (42-61-33-70). Merchand de riève: 21 h, dim. 15 h.
MICHEL (42-65-35-02). Chacun pour moi; 18 h 3021 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30.
MICHODIÈRE (47-42-95-22). Je veux feire du cinéma: 21 h.

phose : 21 h.
THEATRE PARIS-PLAINE (40-43-01-82). Teatr : 20 h 30, dim. 17 h.
THEATRE SILVIA MONFORT
(45-31-10-96). Le Soir des rois : 20 h 30,
cim. 17 h.
THEATRE DU TAMBOUR ROYAL
(48-06-72-34). Don Quichotte : 18 h 45,
cim. 17 h. Lettres de Louise Jacobson :
21 h. dim. 15 h. TOURTOUR (48-87-82-48). L'Education d'un prince : 19 k. Agnès de Dieu : 20 h 30. MICHODIÈRE (47-42-95-22). Je veux faire du cindma : 21 h. MOGADOR (48-78-04-04). Les Mindrables : 15 h et 20 h 15. MONTPARNASSE (43-22-77-74). Cuisine et dépendances : 18 h 30 et 21 h 15, dm. 15 h 30. MONTPARNASSE (PETIT) (43-22-77-30). Jardin secret : 18 h et 21 h, dm. 15 h 30. NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Les Jumeaux : 18 h 30 et 21 h 30, dm. 15 h. UVRE (48-74-42-52). Les Dimanches de M. Filey : 20 h 45. TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Patrick Timsit: 21 h. VARIETES (42-33-09-92). La Trilogie marsalleise: 16 h 30 et 20 h 30. RÉGION PARISIENNE

AUBERVILLIERS (THÉATRE DE LA COMMUNE) (48-34-67-67). Le Régiment de Sembre et Meuse: 21 h. dim. 16 h 30. BATEAU-THÉATRE A COURBEVOIE (QUAI MARÉCHAL-JOFFRE) (40-51-84-53). Les Pieles ivres: 20 h 30. BOBIGNY (MAISON DE LA CULTURE) (48-31-11-45). Grande saille. Pandors: 20 h 30. dim. 15 h 30. BOULOGNE-BILLANCOURT (THÉATRE) (46-03-60-44). Roger Pierre et Jean-Marc Thibeatt: 20 h 30. CHATENAY MALABRY (THÉATRE DE L'ECOLE CENTRALE) (46-83-75-30). C-c'est Parisi: 20 h 30. UVRE (48-74-42-52), Les Dimenches de M. Riey: 20 h 45. OPÉRA-COMIQUE - SALLE FAVART (42-86-88-83), Le Fambine de l'Opéra: 20 h 30, dim. 14 h 30. PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (42-02-27-17). Grande selle, Jean-Merie Bigard: 20 h 30. PALAIS DES GLACES (PETIT PALAIS) (48-03-11-36), Le Nouveau Spectacle de Riaboukine: 21 h. PALAIS-ROYAL (42-97-59-81). Sans c'est Perisi : 20 h 30. ERMONT (THEATRE PIERRE-FRES-NAY) (34-15-09-48). Dim. La Controlesse : 20530. Richoukine: 21 h.
PALAIS-ROYAL (42-97-59-81). Sans
rancure: 15 h et 20 h 30.
PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). Le
Silence de Molère: 20 h 30. Petite selle. Contrebases: 20930, GENNEVILLIERS (THÉATRE) (47-93-26-30), Victory: 17 h st 20 h 30. Down and Out in Paris and London: 17 h st 20 h 30. PARIS-VILLE 11 E 142-02-02-05). Le Silence de Molère : 20 h 30. Petite selle. Le Voyage : 20 h 30. Petite selle. Le Voyage : 20 h 30. Petite selle. Le Voyage : 20 h 30. P AR N A S S E (45-48-92-07). Salle II. Journal d'une petite fille : 21 h, dim. 15 h. Journal d'une petite fille : 21 h, dim. 15 h. PORTE SAINT-MARTIN (42-08-00-32). Célimène et le Cardinal : 17 h 30 et 20 h 30, dim. 15 h. RANELAGH (42-88-84-44). Les Nouveaux Nez dans Cinq folies en cirque mineur : 20 h 30, dim. 17 h. Gardi Hutter dans Jeanne d'Arpo : 22 h, dim. 15 h. RENAISSANCE (42-08-18-50). Enfers : 18 h. Le Voyage en halle, le Bourt de le nuit, le Champ de betteraves : 20 h 30. ROSEAU-THEATRE (42-71-30-20). Macbeth essessine le sommeil : 20 h 45, dim. 17 h 30. SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Enfin et 20 h 30, MALAKOFF (THÉATRE 71) (46-55-43-45), Papa : 20 h 30. MONTREUIL (TJS) (48-59-93-93), Le Légende de Slegfried : 20 h 30, dim. 17 h. NANTERRE (THÉATRE DES AMANDIERS) (46-14-70-00). Salle pohyvalente. Rumeur & Wall Street : 21 h, dlm. 16 h 30. 16 h 30.
NEUILLY-SUR-SEINE (L'ATHLÈTIC)
(46-24-03-83). Paulina 1880 : 20 h 45.
SAINT-DENIS (THÈATRE GÉRARD-PHILIPE) (42-43-00-59). Grande saile.
Chaffieu : 20 h 45, dim. 17 h. Seite J.-M.
Serreau. Romulus le grand : 20 h 45, dim.
17 h. 17 h. SAINT-MAUR (THÉATRE ROND-POINT-LIBERTÉ) (48-89-99-10). Le Contrebasse: 21 h. VINCENNES (INTERNATIONAL VISUAL THEATRE) (43-65-63-63). Le Maisde Imagineire: 15 h et 20 h 30. VINCENNES (THÉATRE DANIEL-SO-RANO) (48-08-60-83).Dim. Chat en poche: 18h. SAINT-GEORGES (48-78-63-47), Enfin seuss: 20 h 45, dim. 15 h. SALLE BRASILIA (GALERIE BRASIL INTER ART (48-07-20-17). Les Bonnes:

# **CINÉMA**

poche: 18h.
VITRY-SUR-SEINE (THÉATRE JEAN-VILAR) (46-82-84-90). Poussières d'engee : 21 h.

LA CINÉMATHÈQUE

SAMED! Au fil du temps (1975, v.o. s.t.f.), de Wim Wenders, 20 h. PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

DIMANCHE Je demande la parole (1974, v.o. s.t.f.), de Gleb Panfilov, 18 h 30 ; l'Hárétique (1977, v.o. s.t.f.), de J. Boorman, 21 h.

GEORGES-POMPIDOU SALLE GARANCE (42-78-37-29)

SAMEDI Hommage à le Warner Bros : Humoresque (1946, v.o. s.t.f.), de Jean Negulasco, 14 h 30 ; Manpower (1941, v.o. s.t.f.), de Raoul Walsh. 17 h 30 ; le Faucon matris (1941, v.o. s.t.f.), de John Huston, 20 h 30.

(1989) de Guy Seligmann, le Demier Métro (1980) de François Truffaut, 16 h 30 ; le Pain quotidian : Encore un jour (1970) de J.-P. Bonnesu, les Doigts dans la tête (1974) de Jacques Doillon, 18 h 30 ; les Chaéastes gourmanos : Eclair-Journal, la Règle du jeu (1939) de Jean Renoir, 20 h 30.

DIMANCHE DIMANCHE
Le Ventre de Paris : Dines intimes : Spot
Champignons de Paris (1984), Bosing
Bosing (1965) de John Rich, 14 h 30 ; les
Cindestes gourmands : Bande annonce : le
Charme discret de le bourgeoisie (1972)
de Luis Bunuel, les Bonnes Femmes
(1980) de Claude Chabrol, 16 h 30 ; la
Cuisine du rire : le Plat du jour (1974) de
Georges Spicas, Playtime (1967) de Jacques Tatl, 18 h 30 ; le Marché noir : Eclair
journal, Gibler de potence (1951) da Roger
Richebé, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

LES EXCLUSIVIES

L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.): Pathé Mariguan-Concorde, 8- (43-59-92-82); v.f.: Gaumont Opéra, 2- (47-42-80-33); Bretagne, 6- (42-22-57-97).

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.): Cné Beaubourg, 3- (92-71-52-36); Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5- (43-54-42-34); Denfert, 14- (43-21-41-01).

AMOUREUSE (Fr.): Epée de Bois, 5- (43-75-47).

ATTACHE-MOII (Esp., v.o.): Latina, 4- (42-78-47-86); Studio Galande, 5- (43-64-7-71).

LE BAL DES CASSE-PIEDS (Fr.): Gau-

ATTACHE-MOH (Esp., v.o.): Lenina, 4(42-78-47-86); Studio Galande, 5(43-54-72-71).

LE BAL DES CASSE-PIEDS (Fr.): Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33).

BARTON FINK (A., v.o.): Ciné Besubourg, 3- (42-71-52-36); Grand Pavois,
15- (45-54-48-85); Seimt-Lambert, 15(45-32-91-68).

LA BELLE HISTOIRE (Fr.): Forum Orient
Express, 1- (42-33-42-26); Gaumont
Opéra, 2- (47-42-80-33); George V, 8(45-62-41-46); Gaumont Alésia, 14(38-65-75-14); Les Montparnos, 14(43-27-52-37); Gaumont Convention, 15(48-23-42-27); Pathé Wepter II, 18(45-22-47-94).

BETTY (Fr.): George V, 8- (45-62-41-46).
BORDER LINE (Fr.): Les Trois Luxembourg, 6- (46-33-97-77); Les Trois Belzac, 8- (45-61-10-60); Sept Pamessiens,
14- (43-20-32-20).

BUGSY (A., v.o.): 14 Juliet Odéon, 6(43-25-59-83); Gaumont Ambassade, 8(45-62-20-40); v.f.: Parsmount Opéra, 9(47-42-56-31).

CELINE (Fr.): Gaumont Les Helles, 1(40-26-12-12); Gaumont Opéra, 9(47-42-56-31).

CELINE (Fr.): Gaumont Les Helles, 1(40-26-12-12); Gaumont Ambassade, 8(43-59-19-08); 14 Juliet Bestille, 11(40-25-59-83); Elysées Lincoln, 8(43-59-19-08); 14 Juliet Bestille, 11(43-57-90-81); Fauvertre, 13(47-07-55-88); Gaumont Pamesse, 14(43-35-30-40).

LE CERCLE DES INTIMES (A., v.o.):
Luxernale, 6- (45-44-57-34).

CONITE D'HIVER (Fr.): Epée de Bois, 5-Lucemaire, 6- (45-44-57-34). CONTE D'HIVER (Fr.) : Epée de Bois, 5-

(43-37-57-47).

LA COTE D'ADAM (Sov., v.o.): Saint-André-des-Aris II, 6 (42-28-80-25).

CROC-BLANC (A., v.f.). Cinoches. 6: (46-33-10-82); Grand Pavols. 15-(45-54-46-85); Saint-Lambert. 15-(45-54-46-85);

(45-33-45-95); Saint-Landert, 15'
(46-32-91-68).

DANSE AVEC LES 1.0UPS (A., v.o.): Lucernaire, 6' (45-44-57-34); Grand Pavois, 15' (45-54-46-85).

DANZON (Mex., v.o.): Utopia, 5' (43-26-84-65).

DEAD AGAIN (\*) (A., v.o.): Gaumont Les Halles, 1' (40-25-12-12); 14 Juillet Odéon, 6' (43-25-59-83); Gaumont Ambassade, 8' (43-59-19-08); Gaumont Pamasse, 14' (43-35-30-40); v.f.: Paramount Opéra, 9' (47-42-58-31); Pathé Clichy, 18' (45-22-46-01).

DELICATESSEN (Fr.): Forum Orient Express, 1' (42-33-42-28); UGC Danton, 6' (42-25-10-30); UGC Triompha, 3' (45-74-93-50); UGC Opéra, 9' (45-74-93-50); UGC Opéra, 9' (45-74-95-64).

(45-74-93-50); UGC Opéra, 9-(45-74-95-40). LE DERNIER SAMARITAIN (\*) (A., v.f.); Hollywood Boulsvard, 9- (47-70-10-41). DIEN BIEN PHU (Fr.); George V. 8-(45-62-41-46); UGC Opéra, 9-(45-62-41-46); UGC Gobelins, 13-(45-61-94-95); Las Montparnos, 14-(43-27-52-37); Studio 28, 18-(48-06-38-07).

(43-27-02-37), Stoute (46-06-36-07), LES DOORS (A., v.o.): Ciné Besubourg, 3- (42-71-52-36); Grand Pavois, 15- (45-54-46-85), LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-Path Property 18 De Vertonique (Fr. Pat., V.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Reflet Médicis Logos sets Louis-Jouvet, 5 (43-54-42-34). LES ENFANTS DU MAUFRAGEUR (Fr.) : Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Pathé Mortparasse, 14 (43-20-12-06) ; Grand Pavois, 18 (45-54-48-85).

rasse, 14 (43-20-12-06); Grand Pavois, 16 (45-54-46-85). EPOUSES ET CONCURINES (Fr.-Chin., v.o.): Pathé Hautafeuille, 84 (46-33-79-38); La Pagoda, 74-706-12-15); Gaumont Ambassade, 84 (43-69-18-06); Bienvande Montparnasse, 16-(45-44-25-02). EUROPA (DANOIS-Su., v.o.): Cinoches, 8-(48-33-10-82). Facine Odéon, 64-32-6-19-88): Las Trois Balzac, 8-(45-46-10-60); Sept Parnassiens, 14-(43-26-19-88): Las Trois Balzac, 8-(45-61-10-60); Sept Parnassiens, 14-(43-20-20). LE FESTIN NU (\*) (Brit., v.o.): Forum Orient Express, 14-(42-33-42-26); Epée de Bois, 5-(43-37-57-47). FIEVEL AU FAR WEST (A., v.i.): Cinoches, 6-(46-33-10-82); Lucernaire, 6-(46-33-10-82); Crand Pavois, 15-(45-54-48-85): Saint-Lambert, 15-(45-32-91-68); Fisher King (A., v.o.): Cinoches, 6-(46-33-10-82); Grand Pavois, 15-(45-54-48-85): Saint-Lambert, 15-(45-32-91-68); Fanankie, 8, Orienna (Pavois, 15-80-80); Ramkie, 8, Orienna (Pavois, 15-80); Ramkie, 8, Orienna (Pavois, 15-80-80); Ramkie, 8, Orienna (Pavois, 15-80); Ram 45-32-91-68).

(43-43-01-59); Mistral, 14° (45-39-52-43).
MATADOR (\*\*) (Esp., v.o.); Ciné Besubourg, 3° (42-71-52-36); Latina, 4° (42-78-47-86).
MON PÈRE CE HÉROS (Fr.); Pathé Cadry, 18° (48-22-48-01).
MY OWN PRIVATE IDAHO (\*) (A., v.o.); Studio das Ursulinas, 5° (43-28-19-09); Lucernaire, 6° (45-44-57-34).

(43-26-19-09); Lucarnaire, 6-(45-44-57-34). LES NERFS A VIF (\*) (A., v.o.): Forum Horizon, 1= (45-08-57-57); UGC Denton, 6- (42-25-10-30); Pathé Marignan-concorda, 5- Y43-56-97-82; \*145C Nor-mendie, 8- (45-63-16-16); Sept Parma-siens, 14- (43-20-32-20); \*14 Juillet Béau-grendie, 16- (45-75-79-79; v.t.: Rec, 2-(42-36-83-93); \*UGC Montpernessae, 6-(45-74-94-94); Paramount Opdra, 9-(47-74-94-94); Paramount Opdra, 9-(47-74-94-94); Paramount Opdra, 9-(47-74-94-94); Paramount Opdra, 9-(45-74-94-94); Paramount Opéra, 9-(47-42-56-31); UGC Gobelins, 13-(45-81-94-95); UGC Convention, 15-(45-74-93-40); Pathé Wepler II, 18-(45-74-94).

NIGHT ON EARTH (A., v.o.) : Ciné Beau-bourg, 3• (42-71-52-36) ; Utopie, 5• (43-26-84-65). NORD (Fr.) : Pathé Impérial, 2• (47-42-72-52). (47-42-72-52).
OLIVER ET OLIVIA (DANOIS, v.f.): 14
Juillet Pernesse, 6: (43-26-58-00); Seint-Lambert, 15: (45-32-91-68).
OMBRES ET BROUILLARD (A., v.o.): Reflet Loges I, 5- (43-54-42-34); UGC Triomphe, 9- (45-74-93-50); Denfert, 14-(43-21-41-01). PARIS S'EVEILLE (Fr.): Reflet Médicis

Logos salle Louis-Jouvet, 5-(43-54-42-34); Denfert, 14-(43-21-41-01). PARISTORIC (Fr.) : Espace Hebertot, 17-

PARISTORIC (Fr.): Espace Henerict, 17(42-93-93-46),
LE PAS SUSPENDU DE LA CIGOGNE
(Fr.-Gr.-Suis.-It., v.o.): L'Entrapôt, 14(45-43-41-63),
LE PETIT HOMMIE (A., v.o.): Cinoches,
6- (46-33-10-82),
LE PRINCE DES MARÉES (A., v.o.):
Publicis Chemps-Elysées, 8(47-20-76-23),
PROMENADES D'ÉTÉ (Fr.): Pathé Francais, 9- (47-70-33-88); Germont Pernasse, 14- (43-35-30-40),
PROSPERO'S BOOKS (Brit.-Hol., v.o.):
Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Denfert, 14- (43-21-41-01),
LE QUATRIÈME HOMME (7) (Hol., v.o.):
Accatone, 5- (46-33-88-88), Accetone, 5- (46-33-86-88).
ROBIN DES BOIS PRINCE DES YOLEURS (A., v.o.): Grand Pavois, 15-(45-54-46-85): Saint-Lambert, 15-(45-32-91-68). ROLLING STONES (A., v.o.): La Géode,

| A5-32-91-08]. | ROLLING STONES (A., v.o.) : La Géode, 19- (40-05-80-00). | SALLOR ET LULA (\*) (Brit., v.o.) : Saudio Gelende, 5- (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15- (45-64-48-85), SANG CHAUD POUR MEURTRE DE SANG-FROID (A., v.o.) : Forum Horizon, 1" (46-08-57-57) ; UGC Odéon, 6- (42-25-10-30) ; Pathé Merignan-Concorde, 6- (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8- (45-63-16-18) ; Pathé Momparnasse, 14- (43-20-12-06) ; Pathé Momparnasse, 14- (43-8-83-93) ; UGC Momparnasse, 8- (45-74-94-94) ; Pathé Français, 9- (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bantila, 12- (43-43-01-58) ; Gaumont Alésia, 14- (36-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14- (36-61-94-95) ; Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18- (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20- (48-36-10-96). | LE SILENCE DES AGNEAUX (\*\*) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1- (42-33-42-28) ; Ciné Raulbourg 2-

(1841, v.o. s.t.f.), de John Huston, 20 h 30.

DBMANCHE
Hommage à la Warner Bros : la Grand Affiri (1950, v.o. s.t.f.), de Affred Hitchcock, 14 h 30; A 'fest d'Eden (1955, v.o. s.t.f.), de Elis Kazan, 17 h 30; Une diolle est née (1954, v.o. s.t.f.), de George Cukor, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie, Forum des Halles (40-26-34-30)

3AMEDI (40-26-34-30)

SAMEDI (40-26-34-30)

La Ventre de Paris : Rungis : Actualités (43-07-48-60); Escurial, 13- (45-22-47-94); Le Gambetta, 20- (45-61-94-95); UGC Blarritz, 8- (45-62-94-95); UGC Convention, 15- (45-62-94-95); UGC Convention, 15- (45-61-94-95); UGC Convention, 15- (45-61-94-95); UGC Convention, 15- (45-62-94-95); UGC Convention, 15- (45-62-94-95); UGC Convention, 15- (45-62-94-95); UGC Convention, 15- (45-62-94-95); UGC Convention, 15- (45-61-94-95); UGC Convention, 15- (45-61-94-95)

Jacob Police Burg Beriffe ...

424 FA 185 

In 's 10000

A. 1011

· 14 有效基础 . . . . . .

radio 🦟 🗯

and the second second second

الان المنظمة ا

ang tarak 🙀 DO THE AND and the second second in the

化性纤维 照片 St. Town Ville

LUM

----

15-6-6

1 - 1-12<del>1 - 11-11</del>

and the second s

1. 18 A 18 B

into distanta 🎉

e e 🦛 👭

200

and the second second

- and ships 🚗

Lateratie Ber

· -- --

ri de mar

A STATE AND AND ADDRESS OF THE PARTY AND ADDRE

L. Margin gai

Les 1

7444 3

130 444 

ميكون أزوجه

· 156 in po

A C STATE

· interior

4 . +1 5-5 The sample of

10 m (25 de to the state. 21 mg 2 mg

and open for للتبوخ والمسيجة والماء ा वस् इत्यक् A-12 - 22 - 23 the discussion 1 6 1 1 14

्राप्त करा स्टॉर्ड **१५० है**।

. (, 44-24 <del>24</del>

· A 300

n and the second

---

 $V_{M} = 1$ 

\*\*\*\*\*\*\*\*\*

 $\gamma_{i\in [n]}$ 

100

Section 1

1

× 000

The second of th

She said

(42-38-83-93); UGC Montparnesses, 8: (45-74-94-94); George V. 8: (45-74-94-94); George V. 9: (47-42-55-31); Les Nation, 12: (43-43-04-57); UGC Lyon Bastille, 12: (43-43-04-57); UGC Lyon Bastille, 12: (43-43-04-57); UGC Lyon Bastille, 12: (43-43-94-53); Mistral, 14: (45-93-52-43); Gaumont Convenition, 15: (43-26-93-52); Mistral, 14: (45-93-52-43); Gaumont Convenition, 17: (40-68-00-61); Le Gambetts, 20: (48-36-46-61); Le Gambetts, 20: (48-36-10-98). HISHA-RYE, BABY (IRALANDAIS, v.o.); Utopis, 5: (43-26-84-66); Le Gambetts, 20: (48-36-10-36); Bastille, 11: (43-57-36-33); Faurone Dépar, 3: (42-71-52-36); Les Montparnes, 14: (43-27-36-33); Faurone Dépar, 3: (42-71-52-36); UGC Birrior, 14: (43-57-36-33); Les Montparnes, 14: (43-57-36-33); Les Montparnes, 14: (43-57-36-33); Les Montparnes, 14: (43-57-39-38); Le Pagode, 7: (47-42-72-52); Li Juliet Oddon, 6: (43-26-93-33); Carrone Dépar, 3: (43-37-38-86); Sept Parnessiens, 14: (43-57-90-81); Gaumont Champe-Elysele, 14: (43-57-90-81); Gaumont Champe-Elysele,

V. 8' (43-62-41-40).
UNE LUEUR DANS LA NUIT (A., v.o.):
Forum Orient Express, 1" (42-33-42-26);
George V. 8' (45-62-41-46); Pathé Marignan-Concorde, 9- (43-59-92-82).
URGA fr.-Sov., v.o.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Club Geumont (Publicis Matignon), 9- (43-69-31-87); Néremer, 14- (43-20-89-52).
VAN GOGH (Fr.): Studio des Ursulines, 5- (43-28-19-09).
LA VIE DE BOHÉME (Fr.-Sul): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Reflet Logos II, 6- (43-54-42-34).
LA VIE SUR UN FIL (Chin., v.o.): Espace Semt-Michel, 6- (44-07-20-49).
VILLE A VENDRE (Fr.): Bienwente Montparnesse, 15- (43-44-25-02).
YOUNG SOUL REBELS (Brit., v.o.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); 14 Juillet Parnesse, 6- (43-26-88-06); Saint-Andrédes-Arts I, 6- (43-26-48-18); Bysées Lincoln, 8- (43-59-36-14); 14 Juillet Bestille, 11- (43-67-90-81).

LES SÉANCES SPÉCIALES

ALICE (A., v.o.): Ranelegh, 15\*
(42-88-64-44) 18 h 30.
BOYZ'N THE HOOD (\*) (A., v.o.): Images d'alleure, 5\* (45-87-18-08) 20 h.
BRAZIL Bark., v.o.): Studio Galanda, 5\*
(43-54-72-71) 16 h.
LES COPAINS D'ABORD (A., v.o.): Grand Pavola, 15\* (45-54-46-85) 18 h.
LA DAME DE COEUR (Brit., v.o.): Images d'alleure, 5\* (45-87-18-09) 16 h.
LE DÉCALOGUE 3, TU RESPECTERAS
LE JOUR DU SEIGNEUR (Pol., v.o.): Reflet Médicle Logos salle Louis-Jouvet, 5\*
(43-64-42-34).
DOMANI, DOMANI (It., v.o.): Le Berry Zèbre, 11\* (43-67-51-55) 18 h.
EASY RIDER (A., v.o.): Le Berry Zèbre, 11\* (43-67-51-55) 22 h 15.
LES ENFANTS DU CAPITAINE GRANT
(Brit.-A., v.f.): Culo Gaumont (Publicis

(Brit.-A., v.f.): Club Gaumont (Publicis Matignon), 8: (43-59-31-97) 16 h 30. EXCALIBUR (A., v.c.): Seint-Lambert, 15: (45-32-91-68) 21 h. FANTASIA (A.): Saint-Lambert, 15: (45-32-91-68) 19 h. (45-32-91-58) 19 h.
LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.): Seint-Lambert, 15 (45-32-91-58) 18 h 30.
HAIRSPRAY (A., v.o.): La Bestille, 11-(43-07-48-80) 0 h 30.
HENRY V (Brit., v.o.): Derriert, 14-(43-21-41-01) 19 h 10.

HENRY V (Brit., v.o.): Denfert, 1443-21-41-01) 19 h 10.

HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KILLER (\*\*] (A. v.o.): Ciné Beaubourg, 342-71-52-36) 0 h 35.

L'ILE NUE (Lsp., v.o.): Saint-Lembert, 15(45-32-91-68) 21 h

JONATHAN LIVINGSTON LE GOÉLAND (A., v.f.): Saint-Lembert, 15(45-32-91-68) 19 h

JUNGLE FEVER (A., v.o.): Images d'alleurs, 5- (45-87-18-09) 17 h 50.

LUST IN THE DUST (A., v.o.): Ls Bastile, 11- (43-07-48-60) 0 h 15.

MAMAN, J'AI RATE L'AVION (A., v.f.):
Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68)
16 h 45.

MARY POPPINS (A., v.f.): Saint-Lembert, 16- (45-32-91-68)
16 h 45.

METAL HURLANT (A., v.o.): Grand
Pavols, 16- (46-54-48-85) 0 h 30.

NEUF SEMAINES ET DEMIE (\*\*) (A.,
v.o.): Studio Galande, 5- (43-54-72-71)
20 h 10.

LE PASSAGER (RANREN, v.o.): Images
d'aileurs, 5- (45-67-18-09) 22 h 30.

PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A., v.o.):
Grand Pavols, 15- (45-64-46-85) 0 h 30.

POINT BREAK (\*\*) (A., v.o.): Grand
Pavols, 15- (46-64-46-85) 22 h 30.

QUI A PEUR DE VIRGINIA WOOLF?
(A., v.o.): Studio dea Ursulinas, 5(43-28-18-09) 21 h 50.

(A., v.o.): Studio des Uradines, 5(43-28-19-09) 21 h 50.
SALO OU LES 120 JOURNÉES DE SODOME ("7 (tt., v.o.): Ciné Besubourg, 3- (42-71-52-36) 0 h 10.
LE TEMPS DES GITAMS (Youg., v.o.): Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09)
19 h 20.

19 h 20.

THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW

(\*) (A., v.o.): Studio Galande, 5.

(43-54-72-71) 22 h 30.

TINTIN ET LE LAC AUX REGURNS (Fr.-Bel.): Le Berry Zèbre, 11. (43-57-51-55)

18 h 15.

YOYAGE SUR JUPITER (Can.): Cinaxe, 19. (42-09-34-00) 19 h,

ZABRISKIE POINT (A., v.o.): Sam-Lambert, 15. (45-32-91-68) 21 h,

ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.): Denfert, 14. (43-21-41-01) 17 h 20.

ZEGEN (\*) (18p., v.o.): Images d'alleurs,

#### **PARIS EN VISITES**

«L'Hôtel-Dieu et la médecine autre-fois», 10 h 30, antrée Hôtel-Dieu, côté parvis de Notre-Dame (Paris

 Académie française, institut et curiostés du quertiers, 10 h 45, 23, quai de Conti (D. Reuriot). « Montmartre : cités d'artistes, uelles et jardins, sur les traces de l'oulouse-Lautrec », 11 heures et 14 h 30, métro Abbesses (M.-C. Las-

« Une heure au Père-Lachaise », 1; heures, 14 h 30 et 16 h 15, porte principale, boulevard Ménilmontant (V. de Langlade).

«Cités d'artistes et jerdins secrets de Montmarre», 11 heures, 14 h 45 at 16 h 45, métro Abbesses (Conneissance d'ici et d'ailleurs). «Historique Montsouris. Sculpture cités d'artistes», 14 h 30, métro Cité-Universitaire (Paris, capitale his-

«La faubourg Saint-Antoine et le quartier de la Bastille», 14 h 30, su pied des marches de l'Opéra-Bastille (Europ explo).

« Ruellas et jardins du vieux Belle-ville», 14 h 30, sortie métro Télé-graphe (Résurrection du passé), cLes appartements royaux du Loure et la vie quotidienne de la cours, 14 h 30, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des Antiquaires (Connaissance de Paris).

c'Le vieux village de Montmartre, du martyre de saint Denis à nos jours. La belle époque des impres-

**LUNDI 20 AVRIL** 

sionnistes », 14 h 30, sortie métro Lemarck-Caulaincourt (Arta et cae-

tera).

« Les petites synagogues dans le quartier du Marais», 15 heures, sortie métro Saint-Paul.

« La forteresse de Vincennes, grande page de la monarchie capétienne», 15 heures, sortie métro Château-de-Vincennes (Monuments historiques).

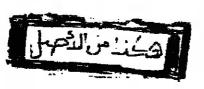
«Les passages marchands du dix-neuvième siècle (premier parcours), une promenade hors du temps», 15 haures, 31 bis, rue du Faubourg-Montmartre (Paris autrefols). «Du théâtre de Ricardo Bofill aux arènes de Picaseo», 15 heures, hall RER A, Noisy-le-Grand (Art et his-

«Vieux quartiers de l'Be de la Cité. De la piace Dauphine à l'enclos du cloître Notre-Dame», 15 haures, Pont-Neuf, statue de Henri IV (E. Romann).

c Académie française et Institut », 5 heures, 23, quai de Conti « La village du Gros-Caillou », 15 heures, métro Ecole-Militaire (Lutèce visites).

« La clinique Saint-Jean-de-Dieu, son jardin, son quartier», 15 heures, 3, rue Rousselet (S. Rojon-Kern). s, the houseset (s. housest).

Le quertier chinals du treizième arrondissement », 15 h 30, métro Porte-de-Choisy, sortie Masséne, côté peir (Tourisme culturel).



# CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

#### MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

# Reprise des émissions en eurolivres

Grande-Bretagne a certainement été l'élément marquant de ces der-niers jours sur le marché internaniers jours sur le marché international des capitaux. Elle a, en particulier, permis à l'activité
primaire, celle des émissions nouvelles, de reprendre dans le compartiment de l'eurosterling, après
une interruption de près de deux
semaines. Use opération de titrisation y a notamment été lancée,
mercredi, avec succès, pour le
compte d'une société du groupe de
la Compagnie bancaire, la Compagnie bancaire.

D'une façon générale, les cours des titres britanniques se sont amé-liorés dans leur ensemble, ce qui a fait se rapprocher sensiblement leurs rendements de ceux que pro-curent les obligations en deutsche-marks, lesquelles constituent la principale référence pour mesurer le niveau de l'intérêt en Europe. Les fouds d'Etat britanniques de dix ans de durée libellés en livres ne rapportent actuellement plus que 135 points de base (ou cen-tièmes de point de pouveentage) de que 135 points de base (ou cen-tièmes de point de pourcentage) de plus que les obligations gouverne-mentales allemandes, alors qu'au plus fort de la campagne électorale l'écart avoisinait 205 points. De même, les euro-obligations du Tré-sor britannique en écus ne procu-rent plus à leurs détenteurs que 71 points de base de plus que les emorunts de Bonn en marks, conemprunts de Bonn en marks, con-tre 77 lorsqu'on était en pleine incertitude sur le sort de M. Major.

1.5

De fait, l'influence des élections législatives britanniques s'est aussi ressentie sur le compartiment des emprunts en écus, qui en a beau-coup bénéficié. L'écu est un panier de monnaies européennes dans lequel la livre sterling occupe une place importante. Ce qui affecte chacune de ses composantes se répercute sur le panier tout entier. Une baisse des taux d'intérêt de l'ordre de celle qui vient de se pro-duire outre-Manche se répercute immédiatement. L'effet en a d'ailleurs été important puisqu'il a sur-passé cetui, très négatif, des incerti-tudes politiques qui assombrissent les perspectives d'union monétaire en Europe, maintenant que, de façon concrète, se pose la question de la ratification des accords de

Deux pays européens viennent d'annoncer de nouvelles opérations d'annoncer de nouvelles opérations en écus. L'Italie se propose de lancer pour 750 millions d'écus de bons du Trésor, de cinq ans de durée, dont le taux facial d'intérêt est de 10,20 %, mais avec effectivement une retenue à la source de 10 %. La Belgique, pour sa part, s'est dotée d'un programme de billets de trésorerie dans le cadre duquel, en fonction de la demande des investisseurs, elle pourra comme elle l'entend émetire sur l'euromarché des certificats à court terme, dont l'échéance sera de quelques mois. Il n'y a pas de quelques mois. Il n'y a pas de quelques mois. Il n'y a pas de meilleure promotion de l'écu que son utilisation pratique par les principaux emprunteurs.

D'aucuns s'attendaient que le Portugal profite de la présidence des Communautés européennes — qu'il assure jusqu'en juillet — pour à son tour solliciter le marché de l'écu. Or rien de tel n'a été annoncé à Lisbonne. A défaut de titres du Trésor, les investisseurs auront toutefois bientôt l'occasion de se proguez d'autres obligations de se proguez d'autres obligations de se procurer d'antres obligations de se procurer d'antres obligations d'origine portugaise libellées en écus. La Banco Comercial Portuges lancera après Pâques un emprunt international, dont les titres seront convertibles en actions. L'émetteur, convertibles en actions. L'emetteur, une des grandes banques de ce pays, est aussi la plus importante société cotée au Portugal. L'opération sera placée sous la direction d'UBS Philips and Drews, l'eurobanque londonienne du groupe de l'Union de banques suisses.

#### Les collectivités locales et leurs notations

Pour ce qui est des emprunteurs français, l'attention se porte sur une catégorie bien définie de débi-teurs, les collectivités locales. Les transactions auxquelles certains départements ou régions songent à procéder sont de taille plutôt faible pour le marché international. Au total, le montant global de leurs emprunts obligataires ne devrait pas dépasser 2 à 3 milliards de francs cette année. Aussi, ceux qui veulent emprunter hors des frontières envisagent ils soit de s'adres-ser à des compartiments périphéri-ques, comme ceux des francs.

luxembourgeois ou suisses qui acceptent facilement des opérations terrain en faisant appel aux grandes agences d'évaluation de crédit, leur demandant de noter la dette qu'ils pourraient contracter: Ceux qui ont obtenu une excellente note peuvent tabler sur des condi-tions favorables, même si leur notoriété n'est pas très grande à l'étranger.

Ceux qui n'ont pas fait évaluer la qualité de leur dette pourront profiter de la renommée dont jouit profiter de la renommée dont jouit un autre emprunteur, suivant une formule qui sera inaugurée prochainement. Le Crédit local de France lui-même, un des débiteurs les mieux notés du monde, vient de conclure une convention de financement avec une région française. Celle ci bénéficiera pour son prochain emprunt de la caution du Crédit local, du moins aussi longtemps que sa qualité intrinsèque n'aura pas été à son tour officiellement reconnue comme la meilleure ment reconnue comme la meilleure qui soit par les grands arbitres internationaux que sont Standard and Poor's et Moody's. Cette méthode est courante aux Elats-Unis, où des établissements financiers fournissent fréquemment à leurs clients qui veulent drainer leurs clients qui veulent drainer des fonds ce qu'on appelle des let-tres de crédit. En Europe, la technique est beaucoup plus rare-ment utilisée. L'emprunt prévu portera sur l'équivalent de 200 mil-lions de francs. Il sera en outre assorti d'un prêt du même montant accordé par le Crédit local, que la région pourra rembourser en plu-sieurs étapes, ce qui lui permettra d'amortir le tout comme elle l'en-

Sur le marché de l'eurofranc français, France Télécom vient d'ajouter une tranche de 500 mil-tions à son emprunt de décembre dernier, dont l'encours passera bientôt à 3 milliards. L'affaire dont s'occupait le CCF s'est faite à des conditions sévères; elle a pourtant remporté un vif succès à l'étranger.

CHRISTOPHE VETTER

#### **DEVISES ET OR**

# Le dollar en flèche et le franc aussi

Un peu déprimé, la semaine der-nière, par les incertitudes sur la reprise économique aux Etats-Unis, reprise économique aux Etats-Unis, le dollar s'est vigoureusement raffermi, à l'annonce de signes non 
équivoques de cette même reprise. 
En Europe, le franc français, dopé 
par la présence rassurante de 
M. Pierre Bérégovoy à Matignon, 
affiche une santé insolente par rapport au deutschemark. La devise 
américaine a donc vigoureusement 
réagi, passant de 1,6250 DM à 
1,67 DM et de 5,50 francs à 
5,64 francs, près de 3 % de hausse. 
Elle s'approche de son coms le plus 
élevé de l'année, atteint en mars 
(1,6850 DM, et 5,73 francs). Rappelons qu'an début de l'année, elle ne 
valait que 1,50 DM et 5,14 francs. 
Cette visoureuse réaction est due à

valait que 1,50 DM et 5,14 francs.

Cette visoureuse réaction est due à me série de facteurs qui, l'un après l'autre, ont raffermi le billet vert. Ainsi, en début de semaine, c'était une nouvelle crise positique à Moscou qui déprimait le mark, réflexe classique, au profit du dollar. Jeudi, c'était l'annonce d'une très forte réduction du déficit commercial aux letas-Unis, retombé, en février, à son plus bas niveau depuis neuf ans, soit 3,38 milliards de dollars contre 5,95 milliards en janvier (moins 43 %), alors que les analystes prévoyaient 5,2 milliards. En outre, pour ce même mois de février, les expontations américaines ont battu leurs records à 37,81 milliards de dollars. En même temps, les demandes d'indemnités de chômage reculaient de 18 000 unités, à 415 000, pour la semaine au 4 avril. Enfin, la veille du week-end, le département du commerce aux Etats-Unis a appuncé que les mises en département du commerce aux Etats-Unis a annoncé que les mises en chantier avaient progressé de 6,4 % en mars, en chiffres corrigés des variations saisonnières, après avoir langmenté de 3,7 % en février. C'est le quatrième mois consécutif d'augmentation des mises en chantier qui ont atteint, le mois dernier, leur plus haut niveau depuis février 1990.

fédérale, a déclaré que, selon lui, l'économie américaine connaîtrait l'économie américaine connaîtrait une croissance plus forte que prévu au départ, 2 % au premier trimestre, courre 1 % pronostiqué il y a quelques semaines, le taux de chômage devant commencer à diminuer à la fin de l'année. De plus, «le rythme de croissance est encourageant, car il ne relancera pas l'inflation». Il a aussi observé que l'impact de la baisse de un point du taux d'escompte fédéral, en décembre dernier, ne s'était pas encore fait totalement compte fédéral, en décembre dernier, ne s'était pas enoure fait totalement sentir. M. Laware estime que la réduction de son taux directeur, la semaine dernière, par la Réserve fédérale, reflétait son inquiétude face au ralentissement de la croissance de la masse monétaire, qui s'inscrit au plus bas de la fourchette fixée en début d'amée. Il prévoit, enfin, que le taux d'inflation ne dépasserait pas 3,5 % cette année et qu'il tomberant à moins de 2 % au milieu des années 90. Les pronostics de M. Laware out été repris, à la veille du week-end, par le président de la Réserve fédérale lui-même, M. Alan Greenspan, qui envisage, lui aussi, une croissance de 2 % au premier trimestre.

## du franc français

A La reprise est là », estime M. Francis Ailhaud, directeur général adjoint de la Compagnie parisienne de réescompte, et eelle sera plus accentuée au second semestre 92, tands qu'il reste une marge de manauvre à la Réserve fédérale pour abaisser ses taux si la croissance de la masse monhaire retombe trans. En outre il monétaire retombe trops. En outre, il prévoit une révision en baisse du déficit budgétaire des Etats-Unis pour l'exercice 92 à 350-370 milliards de dollars au lieu de 400 à 150-370 milliards de dollars au lieu de dollars au lieu de dollars au lieu de 4 450 milliards de dollars prévus el

Au sein du système monétaire européen, le franc français s'est encore distingué cette sername, vis-à-

En même temps, M. John Laware, vis d'un mark allemand qui a glissé. I'un des gouverneurs de la Réserve en huit jours, de 3,3880 francs à

#### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 10 AVRIL AU 18 AVRIL 1992 (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

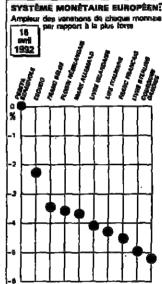
PLACE	Livre	\$EU.	Franc français	Franc autsea	D.asark	Franc beige	Florin	Liro Italienas
New York	1,7456	Ξ	17,7164	64,7668	29,6802	2,9129	53,1914	0,0007
SCHOOL PRINCE	L,7720	-	18,1719	66,9792	6L5384	2,9913	54.6448	8900,0
Paris	9,3496	5,6465	-	365.58	337,99	16,4418	300,2393	4,4976
<b>4</b>   100 mm/s	9,7513	5,5030		368,5867	338,6461	16,4612	308,7103	4,4959
unich	2,6943	1,5446	27,3540	-	92,4550	4/8/75	82,1276	1,2302
	2,6455	1,4930	27,1306		91,3769	4,4660	8L,5846	1,2197
-	2,9111	1,6700	29,5863	108,1686		4,8645	88,8297	1.3306
renciul	2,9150	1,6250	29,5293	188,8412		4,8609	88,7978	1,3276
-	59,5079	34,33	6.0820	22,2344	20,5568		18,2506	2,7354
SCHOOL	59,50	33,43	6,8748	22,3911	20,5723	-	18,2677	2,7312
	3,2806	1,8200	333,0675	1,2176	112.5748	5,4762	-	1,4980
notation III	3,2427	1,8300	332,5458	1,2257	112,6153	5,4741	-	1,4950
(liber	2109,98	1255,00	222,3483	812,8238	751,4970	36,5569	667,5531	=
-	2168,92	1224	222,4241	819,8258	753,2307	36.6138	668,8524	-
'aba	233,48	133,80	23,7844	86,6580	80,1197	3,8974	71,1792	0,1066
okyo	234,79	132.50	24,0777	88,7474	81,5384	3,9635	72,4043	6.1082

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 16 avril, 4,2186 F contre 8,1532 F le vendredi 10 avril 1992.

3,3780 sur New-York, en fin de soi-rée, vendredi 17 avril, au plus bas depuis la fin mars 1991. Il y a quinze jours, à la veille de la désignanon de M. Pierre Bérégovoy comme premier ministre, il était encore à 3,3917 francs, et à plus de 3.40 francs le 15 février dernier.

Sans doute la devise allemande est-elle en train de fléchir par rapport au dollar, et les taux d'intérêt sont-ils un peu plus élevés à Paris qu'à Francfort, un demi-point de mieux à trois mois et 0,7 % de plus à dix ans, ce qui rend les placements en France un peu plus attractifs qu'en mark. Mais en fin de semaine, et surtout mercredi et jeudi, à la veille d'un long chômage sur beaucoup de mar-chés des changes, on a noté de très grosses ventes de marks par des opé-rateurs qui étaient «longs» sur cette devise, c'est-à-dire qu'ils en avaient acheté, en vendant des francs, avant les élections régionales et surtout avant l'annonce de la composition du avant l'annonce de la composition du nouveau gouvernement, au cas, par exemple, où M. Jack Lang aurait été nommé premier ministre : imaginez la tête des gnomes de Zurich!

Aujourd'hui, ces opérateurs rachè-tent leurs francs en masse, tout sur-pris d'ailleurs que la Banque de France n'acquière pas de marks, comme elle le faisait autrefois pour renforcer ses réserves. En fait, il lui suffit de voir entrer des devises, sans avoir à intervenir, position confortable qui pourrait durer jusqu'à l'été et peut-être jusqu'à l'automne, période traditionnellement peu favorable à notre monnaie, du moins ces der-



#### **MATIÈRES PREMIÈRES**

# Sucre: le roux et le blanc

Coté à New-York ces derniers rement sensible à l' mois entre 8,20 et 8,50 cents par fournisseurs. En s livre, le sucre (roux) s'est libéré de cette fourchette étroite et s'est hissé depuis quinze jours à 9,20-9,30 ceats. A Paris, les cours du blanc sont restés relativement stables et s'établissent autour de 260 dollars par tonne métrique.

La production mondiale est estimée à environ 112-115 millions de tonnes pour une consommation qui devrait être de 111 ou 112 millions de tonnes. Il y aura donc une situation de surplus, mais sans excès. De plus, la saison actuelle s'est ouverte pins, la saison actuelle s'est ouverte avec des stocks estimés à 3,33 mil-lions de tonnes contre 2,22 millions l'an dernier. En réalité, les importa-teurs de sucre blanc n'ont pas de stocks stratégiques, comme il en existe pour la plupart des matières premières. Ce qui est «stocké» peut donc être mis sur le marché librement. Le stock n'a pas alors le même effet déprimant sur les cours.

Si les négociants notent que le marché mondial est un peu tendu, on peut invoquer plusieurs raisons à cette situation : d'abord les perspec-tives de récolte de l'Afrique du Sud sont moins bonnes qu'on ne le pen-sait (2 millions de tonnes) et l'offre sait (2 introuvée un peu déstabilisée. Le sucre sud-africain est dirigé vers le marché de l'Extrême-Orient, nommment la Chine, la Corée et le Japon. Ce dernier pays est particuliè-

PRODUITS	COURS DU 16/4
Cuivre h. g. (Leedres)	1 291 (+ 11)
Trois mois	Livres/tonne
Altanizium (Londres)	1 353 (- 11)
Trois atrois	Dollars/tonne
Nickel (Lordes)	7 485 (+ 20)
Trois mois	Dollars/tonne
Secre (Paris)	275,79 (- 3,3)
Mai	Dollars/tonne
Cale (Lookes)	719 (- 67)
Mai	Livres/tonne
Cacao (New-York)	910 (- 50)
Mai	Dollars/touce
Blé (Chicago)	362 (+ 1)
Mai	Cents/boisseau
Main (Chicago)	253 (inch.)
Mai	Cents/boisseau
Soja (Chrago)	1749 (+ I,1)
Mai	Dollars/t. courte

Le chiffre entre parenthèses indique la

fournisseurs. En second lieu, il y a me grande incertitude sur les pers-pectives de récolte à Cuba, même si certains professionnels estiment qu'elle se situera entre 5,1 et 6,5 mil-lions de tonnes. L'île caraîte fait face à ce qui pourrait bien être sa plus mauvaise récoîte depuis des années. C'est devenu un problème national, largement repris par les médias. Le président Fidel Castro y répète à renvi que chaque gramme de sucre doit aller à l'exportation. L'économie est désemparée et le pays aura plus que jamais un besoin vital en recettes d'exportation largement fournies par le sucre. La récoite 1991-1992 a commencé tardivement et a du affronteriles pénuries de pétrole et de pièces détachées nécessaires aux machines et aux usines. De plus, les pluies de printemps pourraient bien interrompre la récolte.

Troisième difficulté : les accords de troc qui existaient entre La Havane et l'ex-URSS out été considérablement réduits. Aux termes de ces accords, Cuba livrait du sucre dans l'ex-Union soviétique et rocevait des l'ex-Union soviétique et rocevait des l'exdu pétrole en échange (la Chine a passé, elle aussi, des accords particu-liers avec Cuba, mais ils ont été maintenus). Cette incertitude pesant sur la production cubaine provoque une certaine tension sur le marché, mais on n'envisage pas de déficit.

L'Inde, en effet, attend une récoite exceptionnelle pour la saison 1991-1992 et elle a autorisé l'exportation de 250 000 tonnes de sucre blanc. Les industriels indiens, dirigés par l'Indian Sugar Mills Association. (IDMA) et par la National Federation Connection Sugar Factories. tion of Cooperative Sugar Factories, ont même demandé au gouvernement une autorisation pour exporter 50 000 tonnes... au minimum, Selon eux, l'Inde pourrait exporter i million de tonnes annuellement.

Le sous-continent indien a trouvé de nouveaux débouchés au Bangla-desh et à Sri-Lanka et se tourne également vers les marchés ouest-asiatiques et l'Europe. Premier signe positif : entre octobre et février, le positif: entre octobre et levrier, le pays a produit 7,86 millions de tonnes de sucre contre 7,3 millions pour la même période l'an dernier. M. Om Dhanuka, porte-parole de l'ISMA, a indiqué que l'Inde espérait produire 12,5 millions de tonnes contra l'a millione présé. cette saison contre 12 millions précédemment. La consommation intérieure devrait s'élever à 11,5 millions

Son principal concurrent sur le!

mondial et premier exportateur de sucre blanc, a quant à elle déjà ter-miné sea ensemencements pour la saison 1992-1993. Aucun change-ment notable n'étant intervenu depuis un an, elle attend une production sensiblement équivalente à calle de 1991-1992, soit 14,7 millions de

Du côté des consommateurs, on a remarqué que certains pays, qui n'étaient pas des consommateurs tra-ditionnels, avaient changé de cap. C'est le cas de la Chine, qui a eu longtemps – pour ne pas dire tou-jours – le nivean mondial le plus bas de consommation per capita: à peine 6 kilos par an. Le marché intérieur était très faible et la production n'était pas encouragée. Le gouverne-ment chinois vient de libéraliser l'industrie sucrière, lui permettant vrai-ment de démarrer. Le pays n'aura d'ailleurs pas besoin d'importer; sa production sera suffisante pour alimenter son marché intérieur. En outre, ce pays a l'habitude de faire des opérations de «toll»: il importe du sucre roux, le transforme sur place et le réexporte sous forme de blanc. L'intérêt financier est certain, car le blanc se vend plus cher que le roux. Tournée vers l'Extrême-Orient, la Chine y a exporté jusqu'à un demi-million de tonnes.

Les pays africains, eux, es pays airicains, ent, se esocrent» pen. L'Egypte, l'Algérie et le Nigéria sont les principaux impor-tateurs. L'Afrique du Sud, qui est un gros exportateur, est pourtant impor-tatrice nette. Mais la place du conti-nent africain sur le marché mondial du sucre reste, somme toute, margi-

Ta CEI a créé la surprise. On pen-sait, en effet, qu'elle aurait de grosses difficultés à s'approvisionner sur le marché. Il apparaît au contraire qu'elle absorbe à la fois du roux et du blanc (les autres pays choisissent plutôt l'un ou l'autre). Elle reste pré-sente sur le marché et il n'est pas impossible qu'à la fin de la cam-rogne elle vienne encore prendre du pagne elle vienne encore prendre du

Cette incertitude, liée à celle pesant sur Cuba, rend le marché un pen tendu, et certains négociants pensent que les prix pourraient repasser sous la barre des 9 cents d'ici un mois. En général, la moyenne devrait s'établir entre 9 et 10 cents par livre et pas au-delà. Sauf si Cuba a le dernier mot et produit beaucoup moins.

## Marché monétaire et obligataire

# Toujours l'optimisme

Après avoir été excessivement optimistes au début de l'année sur la possibilité d'une baisse des taux en Europe, et en espérant une haisse des taux directeurs de la Banque fédérale d'Allemagne avant l'été, puis excessivement pessi-mistes, à partir de la mi-février, en craignant de voir la même Banque fédérale n'assouplir sa politique qu'à la fin de l'année au plus tôt, et peut-être dans la première moi-tié de 1993, les marchés financiers européens redeviennent plus confiants, programmant cet assouplissement, éventuellement, pour leternier trimestre 1992.

C'est l'opinion de Philippe Weber, économiste à la Compagnie parisienne de réescompte, qui, tout vement des taux directeurs de la Bundesbank si la masse monétaire allemande se mettait à déraper fortement, envisage une diminution « plus tôt qu'en décembre ». Et de citer le dernier rapport mensuel de la «Buba», pour qui le tanx d'in-flation actuel, 4,8 % en mars, n'est pas vraiment représentatif de la tendance sous-jacente (3,5 % d'éro-sion des prix domestiques).

Tout cela explique que les cours de l'échéance juin se maintiennent sur le MATIF aux environs de 108.35, ce qui confère à l'OAT 10 ans un rendement voisin de 8,63 %, contre 7,90 % pour le Bund dix ans. Les analystes de la Société générale parlent d'une ulente amélioration de la situation technique d'un marché qui hésite, cependant, à devenir nettement ca pas au-ocia. Sauf haussier ». Pour cux, « il convient de rester prudent, même si le potentiel haussier dudit marché est indéniable ».

soutenu par un MATIF piein d'es-poir, mais passablement encombré par des émissions antérieures. notamment par une partie des titres EDF créés par l'important échange d'il y a quinze jours (16 milliards de francs) et par les restes de l'emprunt géant (3,75 % de la SNCF), un seul emprunt a été lancé, celui de la Caisse nationale des autoroutes (CNA), qui bénéficie de la prestigieuse notation AAA. Cet emprunt, dirigé par la BNP, d'un montant de 1.6 mil-liard à 9 %, présente des caractéristiques assez originales: outre l'option pour une augmentation de 25 % sur le montant, qui est tout de même utilisée (comme pour la SNCF la semaine dernière), il est doté d'une durée de quinze ans peu usuelle. Son placement a été irès correct, et même plus, le coupon de 9 % étant jugé attractif.

Pour la semaine prochaine, on envisage un GOBTP de 500 mil-lions à 1 milliard de francs sur cinq ans, un BFCE de 1 milliard de francs sur cinq ou six ans, une Caisse autonome de refinancement de 1,5 milliard de francs, plus, éventuellement, un emprunt de 2 milliards de francs, lancé par la Société centrale des caisses d'épargne pour l'émission et le crédit, et placé, de manière ultra-classique, par un syndicat de banques, avec, dit-on, un barème, comme

Sur les marchés à terme, tout va très bien, notamment sur le MATIF parisien, où l'on a franchi la barre symbolique des quatre millions de contrats en mars, pour la secondo fois depuis le début de l'année. Le volume total, pour le premier trimestre 1992, a aug-

menté de 25 % avec un total de 11,9 millions de francs. Ce même mois de mars a vu une progression de 27 % pour le contrat « notionnel» (emprunt d'Etat à 10 % et dix ans), portée à 42,3 % pour l'option sur ce même contrat notionnel en raison de l'agitation qui a précédé les élections régionales en France.

A Londres, le LIFFE, grand concurrent du MATIF, a enregistré un bond de 55 % avec quinze miltions de contrats sur le premier trimestre 1992. Il a marqué un point sur Paris en prenant un avantage décisif sur le contrat « Italie long terme», que le MATIF avait lance l'an dernier, et qui a été un «bide» complet, comme pour le contrat «bund allemand»» que le LIFFE a empoché au grand désaupointement de la place de Francfort, où le marché à terme est en train de reconquérir du terrain. Il convient de signaler qu'un marché de terme devrait être ouvert en juin en Italie, sur les emprunts d'Etat de la péninsule.

En revanche, le MATIF enregistre un succès complet sur les contrats sur les taux d'intérêt de récu à long terme, avec un volume de 148 720 contrats négociés en mai (+ 60 %) contrat négociés en mai (+ 60 %) contre : i 514 lots pour le LIFFE, complètement écrabouillé. Il semble que ces succès et ces échecs soient dus à l'existence d'un marché souerie. ou l'absence d'un marché sous-jacent suffisamment « liquide » : à Londres, il y a beaucoup plus de banquiers italiens présents qu'à Paris, où, en revanche, le «gise-ment» de titres libellés en écus à long terme commence à être très fourni, par suite des émissions répétées du Trésor français.

FRANÇOIS RENARD

8

# Sur des œufs

Après s'être épuisée depuis le INDICE CAC 40 début du mois dans des spéculations tour à tour électorales, gou-vernementales et pour finir japo-

de Paris a décidé de mettre à profit l'approche de la trêve pascale pour s'accorder une pause Au cours d'une semaine réduite à quatre séances de cotation, les fluctuations sont restées modé rées, tout comme les volumes de transactions et les sautes d'humeur des investisseurs. Ces der-

li n'empêche, pour la qua miama semaine consécutive, les valeurs françaises terminent sur un gain, cette fois-ci avant tout symbolique, puisque l'impice CAC 40 gagne 0,21 %. Mais catte nouvelle hausse, réalisée en dépit de prises de bénéfices, est la signe de l'optimisme fonda-mental des boursiers et d'un cersignes de reprise économique en France restant timides - selon une note de conjoncture de la Banque de France, la production industrielle était stable en mars, les résultats des entreprises pour 1991 réservent dans l'en-semble de très bonnes surprises. chips comme L'Ordal, la Société générale, Alcatel-Alathom et surtout Michelin.

Pourtant, la semaine avait commencé sur une note mitigée. des errements de la Bourse de

**NEW-YORK** 

de notre correspondant

C'est la mine défaite et en

s'épongeant nerveusement le front que Charles Keating, l'ancien res-ponsable et propriétaire de la Lin-coin Savings and Loans, a entendu la sentence du tribunal de Los

Angeles le condamnant à dix ans de prison et à 250 000 dollars

d'amende pour avoir trompé les déposants de cette caisse d'épargne déclarée en faillite dans le cadre du

scandale des Savings and Loans qui a éclaté en 1987 aux Etats-Unis.

«Je suis impressionné par la lopanté de votre famille», a lancé le président du tribunal, M. Lance A. Ito, à l'adresse de l'accusé, qui comptait une vingtaine de membres de sa famille assis parmi le public. «Mais je suis davantage impres-sionné par la tragédie des gens qui vous faisaient confiance», a-t-il ajouté.

Le président faisait allusion aux

personat raisar anission aux spéculations conduites par de nombreux dirigeants de caisses d'épargne sur les fameux junk bonds, ces obligations à haut risque dont le marché s'est effondré avant

de reprendre seulement depuis quel-ques mois. Dans le cas de la Lin-

coln Savings and Loans, dont le siège était à Irvin en Californie, le

préjudice pour les déposants, parmi lesquels plus de 25 000 personnes

agées très peu au courant des subti-lités des placements financiers, avait été évalué à environ 268 mil-lions de dollars.

170 milliards de dollars

pour le contribuable

Pour sa défense, l'accusé, anjour-d'hui âgé de soixante-huit aus et qui a été conduit en prison dès la

sentence prononcée (le juge ayant refusé la liberté provisoire en atten-dant que soit interjeté appel), a incliqué qu'il n'avait pas volé l'ar-

gent de la caisse d'épargne pour en faire bénéficier ses propres intérêts ou ceux de sa famille mais que toutes les sommes qui lui avaient foites les sommes qui lui avaient

été confiées avaient été investies « dans des briques et dans du mor-

tier», allusion aux placements

immobiliers effectués par cette

La faillite de la Lincoln Savings and Loans, prononcée en 1989, a coûté 2,6 milliards de dollars au

contribuable américain entre ce que

caisse d'énargne.

En partie responsable du scandale des caisses d'épargne américaines

Charles Keating est condamné

à dix ans de prison

précédente, les investisseurs restaient extrêmement prudents et pesplaxes devant le reciute du Kabuto-cho. Du coup, les échanges étaient limités et l'indice CAC 46 finissait lundi par céder 0,55 %. Le lendemain, la bonne tenue de Wall Street et le redressement de la place nippone rassuraient quelque peu les opérateurs. Mais l'attention se focalisait sur trois valeurs : L'Oréal, qui annonçait une hausse de 20 % de son résultat opérationnel en 1991; Alcatel-Alsthom, dont la prochaîne introduction à New-York devenait officielle; et surtout Michelin, avec des résultats inaspérés.

Les partes du fabricant de pneumatiques sont ainsi tombées à 700 millions de francs en 1991 contre 4,9 millierds de francs en-1990. Les analystes avaient certes anticipé une nette réduc-tion du déficit, mais pes de cette ampleur. Une performance saluée à sa juste valeur par un gain en clôture de 6,84 % de l'action Michelin. Elle avait déjà progressé de 90 % en 1991 et poursuivait ainsi son escension pour s'adjuger près de 50 % depuis le 1« janvier. Dans ce contexte, l'annonce d'une hausse, jugée peu satisfaisante, de 0,3 % des prix de détail en France au mois de mars passait presque inaperçue. Malgré tout, les difficultés de M. Boris Stsine avec le Parlement russe et une nouvelle tension sur les taux d'intérêt à court terme en Allemagne pesait sur la tendance. La journée s'achevait tout de même sur une petite progression de

des caisses d'épargne, dans lequel la

puissance publique a déjà englouti 88 milliards de dollars. Le coût

final de ce désastre devrait attein-dre 170 milliards, intérêts compris,

d'après les derniers calculs, un

montant nettement inférieur, toute-fois, an chiffre de 500 milliards ini-

Ce jugement fait suite à l'incul-

pation de Charles Keating, le 17 décembre dernier, pour dix-sept chefs d'accusation ayant trait à des

frances boursières commises à la

Lincoln Savings and Loans; il ne constitue pas la fin des ennuis de celui qui a été présenté comme le symbole de ce scandale, illustrant

une nouvelle fois les excès finan-

ciers des années 80. En août prochain, M. Keating doit répondre, devant une cour criminelle cette

fois, de soixante-dix-sept chefs d'ac-

cusation concernant des opérations franduleuses assimilées, au regard de la loi, à des activités de racket et

qui penvent lui valoir deux cent

quinze années de prison. De son

côté, la commission boursière américaine a toujours en cours un pro-cès intenté à M. Keating et à neuf

autres inculpés pour délits d'initiés

italien », a expliqué M. De Bene-

detti. Lors d'une conférence de

presse, réunie le même jour,

M. De Benedetti a ajouté : « Mal-

gré ma profonde amertume, je n'ai pas perdu ma sèrènité, qui provient de mon absolue conviction d'avoir

toujours agi avec honnéteté, trans-

SERGE MARTI

et violations des lois boursières.

tialement avancé.

0.46 %. Mercredi, le marché abandonnait sa retenue et ses hausse de 0.93 % le quinzième record historique battu par Wall Street et la confirmation du redressement de Tokyo. Plus encore, les investisseurs saluaient les bons résultats des çaises. Dans la plupart des cas, les restructurations opérées mettent les groupes en position idéale pour bénéficier à plain d'une reprise de l'activité. Il sem-ble bien que les analystes financiers aient péché ces demiers mois par excès de pessimisme.

> Mise en veilleuse

Cette fois, le volume des transactions se gonfleit et la plupart des grands titres étaient en hausse, à deux exceptions près Euro Disney et Eurotunnel. Les deux grandes valeurs européennes étaient attaquées pour des raisons différentes. Après avoir vu ses cours doubler en deux ans, l'action Euro Disney souffre du «fait accompli», c'est à-dire de l'ouverture, le 12 avril, du parc de loisirs à Marne-la-Vallée. La spéculation a brutalement cessé et les analystes se montrent meintenant plus réservés sur sa fréquentation. Eurotunnel n'est pas dans la même situation, loin de là. Le titre a subi de nombreux dégagements et se retrouve à ses plus bes niveaux de l'année. On évoquait notamment, avant la réunion d'information du 24 avril, une possible

nouvelle augmentation de capital.

Jaudi 16 avril, un pau surprise par sa hausse de mercredi et à la veille d'un week-end de quatre jours sens cotations, la Bourse de Paris redevenait prudente. Wall Street avait beau battre un nouveau record, l'indice CAC 40 venait buter sur le seuil des 2 000 points avant de s'effriter pour terminer sur un recul de Cette emise en veilleuse» du marché était seulement troublés par la chute de 6,2 % de l'action Cerus, à la suite de l'annonce de Benedetti par un tribunal milanais dans l'affaire de la faillite frauduleusa du Banco Ambrosiano.

Toujours du côté des valeurs et dans les suites de la bataille autour de Perrier, Exor a cédé la moitié de sa participation dans la Compagnie financière de Suez, soit 1 % du capital. Selon des rumeurs, l'acheteur pourrait être le Crédit agricole.

Enfin, la Société des Bourses françaises (SBF) et l'Association crédit (AFEC) ont décidé l'apuremem des suspens de négocia-tions boursières au porteur et au nominatif de l'année 1992. Selon la SBF, la procédure mise en place est analogue à celle décidée pour les suspens de l'année 1991. «Cas suspens devront être spurés à l'amiable ou, à défaut, par suisine de la commis-sion paritaire arbitrale entre sociétés de Bourse, et entre sociétés de Bourse et établie ments de crédits.»

ÉRIC LESER

#### VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (\*)

		11010 00	rat, tal	
		titres	CRO. (F)	ľ
	Sucz	464 900	154373690	ŀ
	Saint-Gobain	282 050	159 568 510	L
-	Exor	~126 250	182 178 900	Г
	Eaux (Gén. des)	82,600	190252060	ı
	Total	774 706	196 620 486	ı
	Enrotume!	5 328 500	200 753 625	
1	Oréal (L')	235 435	201 231 915	i
ł	Pengeot	294 800	213821 575	ı
1		1750750	243 104 290	ı
	Euro Disney ELF-Aquitaine	752 000	284 618 830	
1				l
1	LVMH	85 940	37L 986 430	
ı		2600730	465 539 966	
1	Alcatel Alsthorn	1 238 470	783 688 910	
ı	Source Perrier.	566 300	962710225	
ı	(*) Du vendre	di 10 avril 1	992 an ieudi	
Ì	16 avril 1992 inch	25.		

Valcas	Harmer %	Yaleus	Briene %
Catifa iyonacia. Michelia a Bo Ortal (L.) Thousan-CSF Avani-Havas Legrand Essilor Chall Chall Essilor Chall Essilor Chall Essilor El-Aquitaine Alcatel-Alsthom Pissoli	+ 122 + 93 + 93 + 84 + 84 + 85 + 79 + 79 + 77 + 77 + 77	Cepid	77 6 5 4 4 4 4 4 4 4 4 4 5 5 6 6 6 6 6 6 6

LES PLUS FORTES VARIATIONS

DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

		_			
LE VOLU	ME DES 1	TRANSAC	TIONS (er	milliers d	le franci
	10-4-92	13-4-92	14-4-92	15-4-92	16-4-92
RM	2 871 436	1 673 692	2 773 358	4 015 661	
R. et obl. Actions	8 041 838 173 601		11 490 419 499 351	10 251 130 423 899	-
Total	11 086 875	13 597 856	14 763 128	14 690 690	
INDICE	QUOTID	iens (ins	EE bese 100	0, 31 décemi	re 1991)
Françaises . Etrangères .	113,7 102,1	112.9 102,7	113,4 103,3	114,2 104,2	114 104,10
	INDICE	S CAC (du	lundi au ve	endredi)	
	13-4-92	14-4-92	15-4-92	16-4-92	17-4-92
indice gén.	531,4	531,4	535,9	538,6	-
		e 100, 31 d			
ladice CAC 40	1 963,27	1 972,31	1 990,69	1 978,21	-

De Benedetti a la «conscience tran-	MARCHE LIB	RE DE	L'OR
quille». – M. Carlo De Benedetti, condamné, jeudi 16 avril, par un tribunal italien à six ans et quatre		Cours 10-4-92	Cours 16-4-92
mois de prison pour sa participa- tion dans la banqueroute frandu- leuse du Banco Ambrosiano (le Monde du 18 avril), a « la conscience totalement tranquille ». Dans un entretien à RTL, vendredi 17 avril, le président du groupe informatique Olivetti et du holding CTR avoue avoir été « beaucoup surpris » par « l'absurdité d'un juge- ment contradictoire, dix ans après, avec le jugement précédent qui esti- mait que je n'étais pour rien dans toute cette histoire. () Je trouve cela offensant et incroyablement	Or fin (bill) on brood	346 444 345 346 342 442 435 381 2 (35 1 047,50 700 2 235 425 380 245	700 2 250 424 360 255

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements: 46-62-72-67

*Fermeture* des places financières le 20 avril

De nombreuses places financières étaient fermées vendredi 17 avril et le seront lundi 20 avril.

Voici la liste des Bourses qui étaient closes le 17 avril : Amsterdam, Bruxelles, Francfort, Hongkong, Londres, Luxembourg, Madrid, New-York, Paris, Singapour, Stockholm et Zurich.

Le 20 avril, les places suivantes seront fermées : Amsterdam, Bruxelles, Francfort, Hongkong, Londres, Luxem-bourg, Milan, Paris, Stockholm et Zurich.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT Se Mende L'ÉCONOMIE

#### **NEW-YORK**

#### Encore des records

Wall Street est tou-jours sur un petit nuage et après avoir été un peu perturbé par les accès de fai-blesse de la Bourse de Tokyo, le mar-ché américain a

avant. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé jeudi 16 avril (la Bourse était fermée vendredi) à 3 366,50, en hausse de 111,13 points, soit 3,41 %, par rap-port à la semaine dernière.

Il faut dire que la Bourse de New-York a bénéficié d'un cocktail étonnant de nouvelles favorables : à la fois des résultats très satisfaisants d'entreprises américaines au premier trimestre, une politique monétaire accommodante, la stabilisation et même la reprise du mar-ché japonais et pour finir des sta-tistiques économiques rassurantes. Parmi ces dernières, on notait une forte augmentation des ventes des entreprises en février, une hausse de la production industrielle en mars, une chute du déficit commises en chantier de logements et

Après la publication de bous résultats par des sociétés comme IBM, Merrill Lynch, ATT, Coca-Cola, AMR, Sears, Baukamerica, Bristol-Myers Squibb, Philip Mor-

ris ou Microsoft, les investisseurs se sont concentrés surtout sur les valeurs cycliques qui bénéficient en général de la reprise économique. « Je n'ai jamais vu un marché aussi étroit que celui-ci », a affirmé M. Robert Kahan, analyste chez Montgomery Securities. Dans ce contexte, les analystes tablent en général sur une poursuite de la

Indice Dow Jones du 16 avril : 3 366,50 (c. 3255,36).

2 Seoles (m 2-2.	-44-	
-	Cours 10 ave.	Cours 16 avr.
Alcoa.  ATT Boding Chase Man. Bank Du Post de Nemours Eastman Kodak Euron Ford General Electric General Motors Goodyear IBM ITT Mobil Oil Pfizer Schlamberger Tersco UAL Corp. (cz-Allegis). Union Carbide United Toch. Westinghouse	68 7/8 41 3/4 41 3/4 47 3/8 47 3/8 47 3/8 40 3/8 68 5/8 66 3/8 62 1/8 72 3/4 131 1/4 58 3/4 131 1/4 54 7/8 57 7/8	76 578 43 47 1/4 24 3/6 59 3/8 40 3/8 52 7/8 42 1/4 73 1/2 63 3/4 69 3/4 59 1/2 60 5/8 129 7/8 26 3/4 56 1/8
Westinghouse	17 7/8	18
Xerox Corp	72 U4	77

#### TOKYO

## Nouveau recul

de baisse à la Bourse de Tokyo, où, sur un marché volatil, l'indice Nikkei a terminé, ven-dredi 17 avril, à 17 580,69, en baisse

soit un recul de 1,51 % par rapport à la semaine précédente. Le volume moyen est passé de 299,4 millions de titres quotidiens la semaine dernière à 320,3 mil-

Le marché Tokyo avait très mai commencé la semaine, avec un plongeon de 3,4 % du Nikkei, iundi, sur des ventes d'arbitrages liées aux marchés à terme. La volstilité du marché, qui avait progressé de 1 251 yens le vendredi précédent, a achevé de miner la confiance des investisseurs, observaient les opérateurs. Mardi, le Nikkei progressait de 1,18 %, essentiellement à cause d'achats sur les marchés à terme car selon un opérateur, «le marché à terme offre aux investisseurs la possibilité de s'accrocher à leurs positions au comptant au lieu de vendre». Reprise le lendemain, dans la foulée du record de Wall Street, avec Le marché Tokyo avait très mai

dicateur. La journée de jeudi a été marquée par de violentes fluctuations de l'indice, qui, après avoir ouvert en hausse de 234 points, terminait seulement sur un gain de 11 points (0,07 %). Après trois vendredi a été le jour des prises de bénéfica. Le Nikkei a terminé en baisse de 2,11 % à 17 580,69 points. Cela étant, les opérateurs entre-

une progression de 2.92 % de l'in-

jusqu'à la fin de la «golden week» (appelée ainsi en raison des deux jours fériés des 4 et 5 mai). Indices du 17 avril : Nikkei,17 580,69 (c. 17 850,66); Topix, 1 321,41 (c. 1 282,56).

	Cours 10 avr.	Cours 17 avr.
Akai Sridgestone Canon Puji Bank Honda Motora Missukita Electric Missukita Electric Sony Corp. Toyota Motors	519 I 130 I 320 I 340 I 570 I 320 569 4 230 I 400	510 1 130 1 340 1 430 1 590 2 320 580 4 190 1 440

#### FRANCFORT Une reprise venue d'ailleurs + 0.78 %

La Bourse de Francfort, sous l'influence des autres grandes places boursières, a terminé la semaine en légère hausse. Sur les quatre séances qu'a comptées cette semaine, le Dax a gagné 13,6 points, soit 0,78 %, en finis-sant jeudi à 1 749,23 points.

Les avis sont partagés sur l'évolution que pourraient suivre les valeurs aliemandes après une semaine tronquée suivie d'une autre semaine écourtée (le hundi de Pâques est également férié). La situation technique s'est améliorée depuis que le Dax a franchit le seuil de résistance des 1 740 points, ce qui justifierait un potentiel haussier, selon le back-of-fice de la banque publique West-LB. Mais d'autres analystes recommandent plutôt l'atten-

Indice du 16 avril : DAX, 1 749,23 (c. 1 736,07); Commerz-bank, 2 005,60 (c. 1 992,30).

	Cours 10 avr.	Cours 16 avr.
AEG	216,80 248,30 293,50 268 715,50	216,10 251 293,40 268,30 717,50
Hocchst Karstadt Mannesman Nemens	268 664 287 683,30	271,60 635,59 293,50 688,16
/olkswagen	374.30	347 (0

#### LONDRES L'« effet conservateur » + 2,6 %

La Bourse de Londres a continué son raffermissement pendant la semaine passée, stimulée par des espoirs de reprise économique après la victoire des conservateurs aux élections, et une vague d'achats qui avaient été retardés jusqu'à présent en raison des incer-titudes politiques. Ainsi, depuis vendredi dernier jusqu'à la séance du jeudi 16 avril, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a progressé de 66 points à 2 638,6 points, soit un gain de 2,6 % sur la période.

L'eaphorie postélectorale qui a snivi la victoire des tories aux élec-tions générales a conduit à une hausse de 8 % de l'indice Footsie des cent grandes valeurs de la Bourse depuis jeudi 9 avril, jour

des élections. Indices «FT» du 16 avril : 100 valeurs, 2 638,60 (c. 2 572,60); 30 valeurs, 2 059,20 (c. 2 601,10); fonds d'Etat 88,65 (c. 88,19); mines d'or, 111,90 (c.

	Conta	Cours le avr.
Bowater BP Charter Courtsudds De Boors Glaxe GUS CT Reuters Ibeil Juilever //cicers	7,50 2,49 4,90 5,43 14 7,84 19,75 13,10 11,27 4,66 8,95 1,53	7,96 2,58 4,98 5,72 7,88 19,63 13,45 11,55 4,73 9,15 1,64

la caisse devait à ses déposants et le montant de ses actifs avant liquidation. Un chiffre qui en fait le sinistre le plus important du scandale faits prévaudront.

Wienes Premierals Sucre: 1----

10000

الاعاد الأسابقات 100

ં જે જાઈ જોડ્યું 

11.5 公司用的数字

10-1204-2

THE WAR

a caral in the state of

7 1 884V 1

17.3742

18 1 18 18 A BAN

· <del>(ES)</del> rs

پورېد د ۱۳۶۱ تا ۱۳۰۰ پوره څ هنې د رې ۱۳۶۰

and the other Digital

man have by

134 62 of 1

· 50 . 4 " \*\*

re the leafer the

SET DELEN

~ ~ April

. समित्रहरू

Construction

2000

gret et 💥

..... reil

· 1111-14 🚁 🚎 Mar Brooks

r. .... 139

1 1 1 1 1 WE

· Markeys of

4.4 The second

Reprise des